

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1223

[C - 2010/27051]

**11 FEVRIER 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2092/91, modifié par le Règlement n° 967/2008 du Conseil du 29 septembre 2008;

Vu le Règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles, modifié par le Règlement (CE) n° 1254/2008 de la Commission du 15 décembre 2008;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°, 3° et 6°, modifié par les lois des 29 décembre 1990 et 1<sup>er</sup> mars 2007, ainsi que par l'arrêté royal du 22 février 2001, et l'article 4, modifié par les lois des 5 février 1999 et 1<sup>er</sup> mars 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques;

Vu l'avis du Comité de concertation pour l'agriculture biologique arrêté le 9 janvier 2009;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 19 mars 2009;

Vu l'avis n° 46.927/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 juillet 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté établit les modalités d'application du Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2092/91, modifié par le Règlement n° 967/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 (dénommé ci-après « Règlement 834/2007 »), et de ses règlements d'application.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2° Service : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

3° le Règlement 889/2008 : le Règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles, modifié par le Règlement (CE) n° 1254/2008 de la Commission du 15 décembre 2008;

4° les Règlements : le Règlement 834/2007 et ses règlements d'application;

5° organisme de contrôle : tout organisme agréé conformément aux dispositions du présent arrêté pour exercer les contrôles prévus à l'article 27 du Règlement 834/2007.

**Art. 3.** En application de l'article 42, alinéa 2, du Règlement 834/2007 et sans préjudice des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du Règlement 889/2008, lorsque des modalités de production ne sont pas prévues par les Règlements pour certaines espèces animales, certaines plantes aquatiques et certaines microalgues, les règles fixées par le présent arrêté ou, à défaut, les normes privées approuvées ou reconnues par le Ministre s'appliquent.

En application de l'article 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 2, du Règlement 834/2007, l'usage d'indications se référant au mode de production biologique dans le secteur de la restauration collective est autorisé à condition que les opérations de restauration collective, et le barème de redevances d'application pour les contrôles y afférent, respectent les conditions d'un cahier des charges approuvé par le Ministre, après consultation du Comité de concertation pour l'agriculture biologique visé à l'article 16.

Pour l'application de l'article 95, § 5, du Règlement 889/2008, l'usage d'indications se référant au mode de production biologique lors de la commercialisation d'aliments pour animaux de compagnie est autorisée à condition que les opérations de transformation applicables aux dits aliments respectent les dispositions d'un cahier des charges approuvé par le Ministre, après consultation du Comité de concertation pour l'agriculture biologique visé à l'article 16.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Conformément aux dispositions de l'article 28, § 3, du Règlement 834/2007, sont habilités à recevoir les notifications visées au § 1<sup>er</sup> du même article les organismes de contrôle agréés conformément à l'article 6.

§ 2. Conformément aux dispositions de l'article 28, § 2, du Règlement 834/2007, est dispensé de l'application dudit paragraphe l'opérateur qui revend directement et sous une forme préemballée au consommateur ou à l'utilisateur final des produits biologiques, à condition que l'opérateur en question ne produise pas, ne prépare pas, ne stocke pas ailleurs qu'en liaison avec son point de vente, n'importe pas d'un pays tiers des produits biologiques ou en conversion vers l'agriculture biologique, qu'il ne sous-traite pas ces activités à un tiers et qu'il n'exporte pas des produits fabriqués conformément aux règles de production fixées dans les Règlements.

§ 3. Conformément aux dispositions de l'article 28, § 2, du Règlement 834/2007, est dispensé de l'application dudit paragraphe et du § 1<sup>er</sup> l'opérateur qui revend directement et sous une forme non-préemballée au consommateur ou à l'utilisateur final des produits biologiques, à condition qu'il ne produise pas, ne prépare pas, ne stocke pas ailleurs qu'en liaison avec son point de vente, n'importe pas d'un pays tiers des produits biologiques ou en conversion vers l'agriculture biologique, qu'il ne sous-traite pas ces activités à un tiers et qu'il n'exporte pas des produits fabriqués conformément aux règles de production fixées dans les Règlements, et à condition que le chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée soit inférieur à 5.000 euros hors T.V.A.

Tout opérateur qui répond aux conditions fixées pour la dispense prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit en faire par écrit la déclaration officielle au Service. Il s'engage à respecter les dispositions des Règlements et du présent arrêté, et à informer le Service aussitôt que les conditions de la dispense ne sont plus respectées.

**Art. 5.** En application de l'article 27, § 4, b), du Règlement 834/2007, les tâches de contrôle découlant de la mise en œuvre des Règlements et du présent arrêté sont déléguées à des organismes de contrôle dans le respect des conditions visées à l'article 27, § 5, et suivants du Règlement 834/2007.

**Art. 6.** Le Ministre est chargé de l'agrément des organismes privés chargés de la mise en œuvre du régime de contrôle auquel sont soumis les opérateurs visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 7.** L'organisme privé candidat à l'agrément visé à l'article 6 introduit une demande d'agrément auprès du Service.

La demande d'agrément doit établir que le demandeur répond aux obligations prescrites par le Règlement 834/2007. Le demandeur doit également préciser :

1° les références éventuelles et l'expérience utile que peut faire valoir l'organisme privé candidat à l'agrément dans le cadre du contrôle du mode de production biologique des produits agricoles;

2° les installations et les équipements dont l'organisme privé candidat à l'agrément dispose en Belgique, qui lui permettent l'exécution de toute activité utile en relation avec le contrôle et la certification de produits biologiques en Région wallonne; l'organisme privé candidat à l'agrément mentionne spécifiquement le ou les sites sur le territoire belge où sont consultables tous les documents relatifs au contrôle et à la certification de produits biologiques en Région wallonne;

3° l'identification de la personne physique responsable de l'ensemble des activités de l'organisme privé candidat à l'agrément;

4° l'identification du personnel chargé des inspections;

5° l'identification d'au moins un des inspecteurs en qualité de responsable technique des activités de contrôle;

6° l'engagement de l'organisme privé candidat à l'agrément à contrôler un minimum de 25 producteurs différents sur le territoire de la Région wallonne au terme d'un délai de deux ans à compter de la date de publication de son agrément au *Moniteur belge*;

7° le certificat d'accréditation attestant que l'organisme privé candidat à l'agrément satisfait aux exigences de la norme EN 45011 ou ISO 65, dans leur version la plus récente, pour les contrôles relatifs au mode de production biologique des produits agricoles.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Service supervise les organismes privés chargés de la mise en œuvre du régime de contrôle auquel sont soumis les opérateurs visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. L'agrément d'un organisme de contrôle est retiré lorsque les conditions énoncées à l'article 27, § 9, d), du Règlement 834/2007 ne sont pas rencontrées ou lorsqu'il ne respecte pas son engagement à contrôler un minimum de 25 producteurs différents sur le territoire de la Région wallonne au terme d'un délai de deux ans à compter de la date de publication de son agrément au *Moniteur belge*, conformément à l'article 7, alinéa 2, 6°.

Lorsque, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Service est amené à proposer le retrait de l'agrément d'un organisme de contrôle, il en informe ce dernier en lui communiquant les éléments retenus à sa charge.

Le Service invite ensuite l'organisme de contrôle concerné, dans le cadre d'une audition, à faire valoir utilement son point de vue au sujet des éléments retenus à sa charge.

Après instruction du dossier par le Service, la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie (dénommée ci-après « DGARNE ») communique un avis motivé au Ministre, sur la base duquel ce dernier décide, le cas échéant, de retirer l'agrément de l'organisme de contrôle mis en cause.

§ 3. En cas de retrait temporaire ou définitif de l'agrément, l'organisme de contrôle concerné doit, à ses propres frais, avertir sans retard de la décision officielle tous ses opérateurs et attirer leur attention sur la nécessité urgente de s'inscrire auprès d'un autre organisme de contrôle.

Tout agrément ou retrait d'agrément est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du Portail de l'agriculture wallonne.

**Art. 9.** Sans préjudice des dispositions des Règlements, les organismes de contrôle sont tenus d'appliquer les prescriptions supplémentaires en matière de contrôle fixées à l'annexe 1<sup>re</sup>.

**Art. 10.** Les organismes de contrôle appliquent les sanctions en respectant les modalités et la grille de sanctions établies à l'annexe 2.

**Art. 11.** Des limites inférieures et supérieures pour les redevances payées par les opérateurs aux organismes de contrôle sont fixées selon le barème défini à l'annexe 3.

**Art. 12.** Les organismes de contrôle prennent les mesures nécessaires pour que tout opérateur qui respecte les dispositions du présent arrêté et paie sa contribution aux frais de contrôle soit assuré d'avoir accès au système de contrôle.

Dans le cas où un opérateur change d'organisme de contrôle, le premier organisme de contrôle transmet immédiatement à l'organisme de contrôle suivant l'ensemble des données nécessaires à la continuité des activités de contrôle concernant cet opérateur.

**Art. 13.** Lorsqu'un opérateur visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, saisit un organisme de contrôle d'un appel, d'une réclamation ou d'une contestation et lorsque, au terme du traitement de ce dossier selon les procédures fixées en application de la norme EN 45011 ou ISO 65 à l'usage des organismes procédant à la certification de produits, la décision rendue est contestée par ledit opérateur, alors ce dernier peut introduire un recours administratif auprès de la DGARNE. Il doit, à cette fin, introduire ses moyens de défense par un envoi recommandé à l'adresse de l'inspecteur général du Département du Développement et ce, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du courrier par lequel lui a été notifiée la décision faisant l'objet du recours.

Après examen des moyens de défense de l'intéressé, l'inspecteur général peut convoquer ce dernier pour l'entendre. De la même façon, l'opérateur intéressé peut demander à être entendu par l'inspecteur général, préalablement à la décision. D'autres intervenants peuvent par ailleurs être invités à prendre part à l'entretien.

L'inspecteur général prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par lettre recommandée.

Si des frais d'expertise sont engagés par la Région wallonne et si la décision contestée est confirmée, une demande de paiement de ces frais est jointe à cette lettre recommandée, enjoignant à l'intéressé d'acquitter ces frais dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la lettre.

**Art. 14.** Des modalités d'application des règlements dans le secteur végétal et animal sont établies respectivement dans les annexes 4 et 5.

En accord avec le Comité de concertation pour l'agriculture biologique visé à l'article 16, le Service dresse une liste de produits autorisés en application de l'article 95, § 6, du Règlement 889/2008.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Outre les dispositions particulières prises dans le présent arrêté, le Service exerce le rôle de l'autorité compétente lorsqu'il y est fait référence à l'article 29, à l'article 36, § 4, point *b*), et à l'article 58, § 1, point *c*), du Règlement 889/2008.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 9, § 4, à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, à l'article 36, § 2 et § 3, à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, point *a*), *v*), à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, point *b*), à l'article 40, § 2, à l'article 47, à l'article 95, § 1<sup>er</sup> et § 2, et à l'annexe VIII, point *A*, annotation (1), du Règlement 889/2008, le Service établit sa décision sur la base d'un dossier transmis par l'organisme de contrôle et comprenant une proposition de décision.

**Art. 16.** Le Ministre peut apporter toute modification aux annexes du présent arrêté en vue d'adapter celles-ci aux modifications des Règlements, aux évolutions des techniques de contrôle et au développement du mode de production biologique.

Ces adaptations sont fixées après consultation des organisations représentatives du secteur de la production biologique. Ces dernières sont réunies au sein d'un Comité de concertation pour l'Agriculture biologique, dont la présidence et le secrétariat sont assurés par le Service. Ledit Comité de concertation établit son règlement d'ordre intérieur, définissant son mode d'organisation. Ce comité de concertation doit rassembler des représentants de l'ensemble de la filière concernée par le mode de production biologique : producteurs, transformateurs, consommateurs, organismes de contrôle et structures d'encadrement.

**Art. 17.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et sanctionnées conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 15 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 8 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la DGARNE et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

**Art. 18.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 concernant le mode de production et l'étiquetage de produits biologiques est abrogé.

**Art. 19.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 février 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture,  
de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

#### Annexe 1<sup>re</sup>. — Prescriptions supplémentaires en matière de contrôle du mode de production biologique

Sans préjudice de l'application des dispositions des Règlements, le présent cahier des charges fixe les prescriptions supplémentaires en matière de contrôle du mode de production biologique que les organismes de contrôle sont tenus d'appliquer conformément à l'article 9.

##### Chapitre 1<sup>er</sup>. — Modalités d'application de la législation

###### 1.1° Principe général

Pour l'application de l'article 11 du Règlement 834/2007 et de l'article 17 du Règlement 889/2008, l'existence d'une exploitation distincte est établie par rapport à l'existence conjointe d'une entité géographique distincte au sens de la législation relative au système d'identification et d'enregistrement des animaux (Sanitel) et d'une entité juridique distincte.

###### 1.2° Notification d'activité et début de la mise en oeuvre du régime de contrôle.

En application de l'article 28, § 3 du Règlement 834/2007, les organismes de contrôle agréés sont habilités à recevoir les notifications visées à l'article 28, § 1, dudit règlement.

La date du début de la mise en oeuvre du régime de contrôle, déterminant notamment le commencement de la période de conversion chez les producteurs, est fixée au jour où l'organisme de contrôle a reçu la notification de l'opérateur et son engagement à soumettre son exploitation au régime de contrôle. Cet engagement est matérialisé par la signature d'un contrat, par l'opérateur, avec l'organisme de contrôle.

###### 1.3° Traçabilité des produits animaux

1.3.1° L'organisme de contrôle est tenu de passer une convention avec l'organisme responsable de la gestion du système Sanitel d'identification et d'enregistrement des animaux, de manière à avoir un accès régulier aux informations concernant les troupeaux et animaux des opérateurs sous contrôle pour toutes les espèces pour lesquelles un système Sanitel est opérationnel.

1.3.2° L'organisme de contrôle est tenu de prélever annuellement des échantillons de viande ou produits de viande sur une proportion minimale de 5 % des bovins abattus en vue d'une commercialisation avec une référence à la production biologique, et de faire, par analyse ADN, un contrôle de concordance de ces échantillons avec les poils des animaux correspondants prélevés par les producteurs en application du présent arrêté.

## Chapitre 2. — Planification et exécution des contrôles

2.1° Lorsqu'il reçoit la notification d'un opérateur et son engagement à soumettre son exploitation au régime de contrôle, au sens du point 1.2° de la présente annexe, l'organisme de contrôle exécute le premier contrôle imposé par le Règlement 834/2007 dans un délai maximal de 30 jours.

2.2° Outre le contrôle initial visé au point 2.1°, les contrôles exercés par les organismes de contrôle se répartissent en 4 catégories distinctes :

a) Contrôle physique annuel principal, tel que défini et rendu obligatoire par l'article 65, § 1<sup>er</sup> du Règlement 889/2008;

b) Contrôle complémentaire au contrôle physique annuel principal, rendu nécessaire lorsque ce dernier n'a pu être entièrement réalisé dans le cadre d'une seule visite;

c) Contrôle renforcé, effectué dans le cadre de l'application du barème de sanctions défini au chapitre 4 de la présente annexe;

d) Contrôle par sondage, tel que défini par l'article 65, § 4 du Règlement 889/2008.

Les contrôles visés aux points a) et b) couvrent l'entière activité de l'opérateur.

2.3° L'organisme de contrôle exécute un nombre de contrôle par sondage égal ou supérieur à 60 % de l'ensemble des opérateurs sous son contrôle.

Le nombre minimal de contrôles par sondage à exécuter est calculé par rapport à la situation au 31 décembre de l'année précédente.

2.4° L'organisme de contrôle soumet à l'approbation du Service une procédure visant à établir la planification des contrôles par sondage et le choix des opérateurs devant subir ces contrôles sur base d'une évaluation générale du risque de non-respect des Règlements ou du présent arrêté. Cette procédure est soumise, pour avis, au Comité de concertation pour l'agriculture biologique visé à l'article 16.

2.5° Lorsqu'une irrégularité est suspectée, l'organisme de contrôle est tenu d'exécuter dans les plus brefs délais un contrôle auprès de l'opérateur concerné.

2.6° Les contrôles par sondage peuvent être des contrôles partiels destinés à vérifier un nombre limité de points. Dans ce cas, l'organisme de contrôle cible la nature des contrôles en fonction des spécificités de l'opérateur et du contenu de son dossier.

2.7° Aux fins de l'application de l'article 67, § 1<sup>er</sup> point b) du Règlement 889/2008 dans les unités de préparation où des produits non biologiques sont également transformés, conditionnés ou stockés, l'opérateur fournit à l'avance les plannings de production biologique à son organisme de contrôle.

## Chapitre 3. — Planification, exécution et interprétation des analyses

3.1° Aux fins de l'application de l'article 65, § 2 du Règlement 889/2008, l'organisme de contrôle prélève, dans chaque nouvelle unité de production notifiant son entrée en conversion dans le mode de production biologique, un échantillon de sol, de produit végétal ou de produit animal, et exécute une analyse pour détecter la présence éventuelle de résidus ou de contaminants.

3.2° Auprès des opérateurs qui ne sont pas visés au point 3.1°, l'organisme de contrôle exécute un nombre d'analyses de routine égal ou supérieur à 60 % de l'ensemble des opérateurs.

3.3° Chez l'ensemble des opérateurs soumis au contrôle, l'organisme de contrôle exécutera une analyse de produit lorsqu'une irrégularité est suspectée.

3.4° L'organisme de contrôle soumet à l'approbation du Service une procédure visant à établir, sur base d'une évaluation générale du risque de non-respect des Règlements ou du présent arrêté, la planification des prises d'échantillon, le choix des opérateurs et des produits devant subir les analyses ainsi que la nature des produits recherchés. Cette procédure est soumise, pour avis, au Comité de concertation pour l'agriculture biologique.

3.5° Les analyses exécutées dans les produits végétaux et animaux visent à contrôler l'utilisation illicite de produits non autorisés, y compris l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés ou de produits dérivés de ces organismes, ainsi que la présence éventuelle de résidus de pollutions environnementales suspectées.

3.6° Les analyses des produits végétaux échantillonnés auprès des producteurs portent notamment sur les herbicides, fongicides, insecticides, acaricides, molluscicides, bactéricides, rodenticides, répulsifs, substances inhibitrices de la germination, régulateurs de croissance, ralentisseurs et accélérateurs de mûrissement.

3.7° Outre les produits visés au point précédent, les analyses des produits végétaux échantillonnés auprès des préparateurs et importateurs portent également sur les additifs alimentaires, colorants, arômes, exhausteurs de goût, conservateurs, supports, solvants, et autres auxiliaires technologiques.

3.8° Les analyses des produits animaux portent notamment sur les médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse, les antibiotiques, les tranquillisants, les coccidiostatiques, les substances destinées à stimuler la croissance ou la production, les additifs, conservateurs et autres auxiliaires technologiques, tels les nitrates et les sorbates dans le lait, et les nitrites, nitrates, sulfites, phosphates et glutamates dans la viande et les produits de viande.

3.9° Toute utilisation de produits phytopharmaceutiques ne respectant pas les conditions définies à l'article 5 du Règlement 889/2008 est considérée comme interdite dès lors que le niveau de résidus détecté, pour un pesticide donné, est supérieur à une fois et demie la limite de détermination telle que définie à l'article 3, § 2 point f) du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la Directive 91/414/CEE du Conseil, à moins que l'opérateur ne démontre, à la satisfaction de l'organisme de contrôle, que les résidus retrouvés sont le résultat d'une contamination résultant d'un facteur extérieur aux exigences inhérentes au mode de production biologique.

La limite de détermination à prendre en compte est liée à la méthode d'analyse appliquée par le laboratoire chargé d'effectuer l'analyse, cette méthode étant validée par une accréditation dudit laboratoire selon la norme EN 17025.

Le résultat d'analyses complémentaires menées en laboratoire constitue un moyen d'enquête en vue de juger le bien-fondé des arguments présentés. Ces cas sont examinés en détail par l'organisme de contrôle avec le Service.



**Chapitre 4. — Barème des sanctions**

4.1° Outre l'application des dispositions visées à l'article 30 du Règlement 834/2007 et à l'article 91, § 2 du Règlement 889/2008, l'organisme de contrôle applique une ou plusieurs des sanctions suivantes en cas de constatation d'une irrégularité ou d'une infraction :

Sanctions		Application
Remarques	Remarque simple	La remarque simple est utilisée en cas d'irrégularité mineure ou de manquement de toute évidence involontaire dans le chef de l'opérateur.
	Demande d'amélioration	La demande d'amélioration précise l'irrégularité constatée, l'amélioration attendue et le délai dans lequel cette amélioration doit être effective.
Avertissement		L'avertissement est accompagné de la mention de la sanction qui sera appliquée si l'opérateur n'en tient pas compte. Une demande d'amélioration non respectée dans le délai fixé donne toujours suite à un avertissement. Un avertissement est systématiquement suivi d'un contrôle renforcé.
Contrôle renforcé		Les frais du contrôle renforcé sont portés à charge de l'opérateur.
Déclassements et suspensions	Déclassement parcelle	Déclassement d'une parcelle ou partie de parcelle donnée pour une durée déterminée.
	Déclassement lot	Déclassement définitif d'une partie de production donnée.
	Suspension produit	Interdiction à l'opérateur de commercialiser un type de produits donné portant des indications se référant au mode de production biologique pour une durée déterminée.
	Suspension totale	Interdiction à l'opérateur de commercialiser tous produits portant des indications se référant au mode de production biologique pour une durée déterminée.

4.2° L'organisme de contrôle applique la grille de sanctions établie à l'annexe 2 en fonction des cas concrets d'irrégularités et d'infractions constatées.

4.3° Lorsque l'article 30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du Règlement 834/2007 est d'application, l'organisme de contrôle communique au Service un dossier complet relatif au constat d'infraction, aux fins de convenir avec lui d'une période d'application de la mesure proposée.

**Chapitre 5. — Données à transmettre au Service***5.1° Grilles des redevances*

5.1.1° L'organisme de contrôle est tenu de fournir au Service la grille des redevances applicables aux opérateurs, établie conformément à l'annexe 3. Il fournit également toute modification apportée à cette grille avant la date à laquelle elle entre en vigueur.

*5.2° Données à transmettre annuellement**5.2.1° Liste des opérateurs soumis au contrôle.*

Conformément à l'article 28, § 5 du Règlement 834/2007, la liste des opérateurs est rendue disponible, pour tout tiers intéressé, sur le site internet de l'organisme de contrôle.

*5.2.2° Rapport annuel.*

Le rapport annuel visé à l'article 27, § 14 du Règlement 834/2007 contient au minimum :

les informations demandées par la Commission européenne;

des données statistiques complémentaires, relatives aux moyens de production et de préparation de produits biologiques et aux quantités de produits biologiques commercialisés, à savoir, pour chaque opérateur :

a) L'identification de l'opérateur (numéro de producteur s'il échet, nom de la société, nom du responsable, coordonnées);

b) Les activités de l'opérateur, tant biologiques que non biologiques (l'activité principale est distinguée des activités secondaires par les codes NACE, la date de première notification, la date de certification et la date d'arrêt des activités biologiques, s'il échet);

c) Les chiffres d'affaire d'achat des préparateurs, conditionneurs, distributeurs, importateurs et points de vente;

d) Le nombre d'animaux par type d'espèce détenus, le numéro de troupeau, la date de notification de l'activité et la date de certification;

e) Le type de culture en place par parcelle notifiée, la surface de celle-ci, la date de première notification et la date de certification de la parcelle;

f) Les date, type de contrôle tel que défini au point 2.2° de la présente annexe, et nom du contrôleur ayant effectué le contrôle;

g) Les natures, date et durée des sanctions, exception faite des remarques, selon le barème fixé au chapitre 4 de la présente annexe;

h) Les échantillons prélevés (date de prélèvement, type d'échantillon, numéro d'échantillon, identification des produits trouvés et conformité de l'échantillon);

i) La nature des dérogations accordées ainsi que la disposition des Règlements ou du présent arrêté qui les prévoit, la date d'octroi et la durée de validité de chacune des dérogations;

j) Les données exigées par l'article 54, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> alinéa du Règlement 889/2008 relatives aux dérogations concernant les semences et plants de pomme de terre conventionnels.

5.2.3° Données relatives aux aides à l'agriculture biologique.

L'organisme de contrôle est tenu de transmettre au Département des Aides de la DGARNE un ensemble de données relatives aux producteurs qu'il contrôle. La nature de ces données est définie par ledit Département sur la base des exigences réglementaires des différents régimes d'aides qui relèvent de sa compétence.

Un protocole conclu entre l'organisme de contrôle et la DGARNE définit les modalités pratiques inhérentes à la transmission de ces données.

5.3° *Données à transmettre immédiatement*

5.3.1° Lorsque l'organisme de contrôle constate une irrégularité ou une infraction auprès d'un opérateur soumis à son contrôle, et que cette irrégularité ou cette infraction peut avoir des conséquences auprès d'opérateurs soumis au contrôle d'un autre organisme de contrôle, il en informe sans délai le Service.

5.3.2° Lorsque l'organisme de contrôle inflige à un opérateur une sanction de déclassement ou de suspension visée au chapitre 4 de la présente annexe, il en informe sans délai le Service.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

## Annexe 2. — Grille de sanctions applicable aux opérateurs

La présente annexe établit la grille de sanctions applicables aux opérateurs en fonction des cas concrets d'irrégularités et d'infractions constatés. La grille de sanctions s'applique sans préjudice des règles et normes déjà définies dans les Règlements et le présent arrêté.

### Chapitre 1<sup>er</sup>. — Modalités d'application des sanctions

1.1° L'organisme de contrôle applique au minimum les sanctions définies au chapitre 2 de la présente annexe lorsqu'ils sont confrontés aux cas d'irrégularités ou d'infractions qui y sont développées.

1.2° En fonction de chaque cas concret auquel il est confronté, l'organisme de contrôle prononce une sanction plus lourde que celle théoriquement prévue s'il estime que l'infraction ou le cumul de plusieurs infractions le justifie. Il décide, si cela s'avère nécessaire, d'appliquer une sanction de déclassement ou de suspension en plus de celles découlant de la stricte prise en compte de la grille de sanctions développée ci-dessous.

Dans le cas où un contexte exceptionnel pourrait justifier un allègement de la sanction prévue pour un opérateur donné, l'organisme de contrôle transmet au Service les éléments justifiant une dérogation à la grille de sanction, ainsi qu'une proposition de sanction.

1.3° Les sanctions sont prononcées de manière graduée, dans l'ordre chronologique des constats successifs du type d'infraction concernée, chaque constat provoquant la sanction correspondante en fonction des antécédents de l'opérateur.

Lorsqu'un premier constat de sanction est suivi de l'amélioration nécessaire de la part de l'opérateur dans les délais fixés par l'organisme de contrôle, cette sanction n'est plus prise en compte dans la gradation des sanctions si une infraction similaire n'a pas été à nouveau constatée dans un délai de 24 mois.

1.4° Dans les cas non décrits, l'organisme de contrôle prononce une sanction appropriée respectant l'esprit de la grille de sanctions.

1.5° Lorsqu'une infraction ou irrégularité est constatée, l'existence de circonstances atténuantes peut être prise en compte dans les cas prévus dans la grille de sanctions, lorsque l'opérateur est clairement de bonne foi, et/ou lorsqu'il n'est pas responsable de l'infraction, provoquée par l'action d'un tiers.

1.6° Pour respecter l'exigence de l'article 30 du Règlement 834/2007, dans le cas où un opérateur change d'organisme de contrôle, le nouvel organisme de contrôle prend en considération les sanctions appliquées par l'ancien organisme de contrôle sur la base des données échangées en application de l'article 12, 2<sup>e</sup> alinéa.

1.7° Les sanctions à appliquer sont définies dans le barème des sanctions visé au point 4.1° de l'annexe 1<sup>re</sup>. Les abréviations utilisées dans la grille fixée au chapitre 2 de la présente annexe s'entendent comme suit :

RS	remarque simple
DA	demande d'amélioration ou demande d'amélioration avec engagement écrit
A	avertissement
CR	contrôle renforcé
DP	déclassement ou non certification de la parcelle concernée
DL	déclassement ou non certification du lot concerné
SP	suspension ou non certification pour le produit concerné
ST	suspension totale ou non certification
PC	recommencement ou prolongation de la période de conversion

## Chapitre 2. — Grille de sanctions

<b>1. Infractions générales</b>	
1000 Refus de contrôle	ST
1005 Refus de contre-signer le rapport de contrôle (ou autre document)	DA/A/ST
1010 Refus d'accès à la comptabilité matière et/ou financière	ST
1020 Refus de prélèvement en vue d'analyse	ST
1025 Comptabilité, comptabilité matière ou autres éléments non disponibles	RS /DA/A/ST
1030 Comptabilité, comptabilité matière ou autres éléments non contrôlables a) auprès d'un préparateur ou d'un importateur b) auprès d'un producteur	A/ST DA/A/ST
1040 Balance entrée/sortie irréalisable	DA/A/ST
1050 Séparation insuffisante entre produits biologiques et non biologiques a) circonstances atténuantes b) fraude caractérisée	RS/DA/A/SP/ST A/SP/ST
1060 Utilisation d'O.G.M. ou de produits obtenus à partir d'O.G.M. ou par des O.G.M. a) cas mineur, concentration négligeable b) cas important, concentration non négligeable c) fraude caractérisée	A/SP/ST A + DL/SP/ST SP/ST
1070 Absence d'attestation du fournisseur par rapport aux O.G.M. ou aux produits obtenus à partir d'O.G.M. ou par des O.G.M.	RS/DA/A/SP/ST
1080 Non respect des mesures concrètes convenues avec l'organisme de contrôle pour assurer le respect des normes légales	RS/DA/A/SP
1085 Absence de registre des plaintes	RS/RS/DA/A/SP
1090 Procédure de réception des ingrédients, produits ou animaux non respectée a) prouvés biologiques a posteriori 1) de plusieurs fournisseurs différents 2) du même fournisseur b) non prouvés biologiques a posteriori	RS/RS/DA/A/SP  RS/DA/A/SP DA/A /SP
1095 Un des fournisseurs de l'opérateur n'est pas sous contrôle a) L'opérateur fourni est un producteur b) L'opérateur fourni est un transformateur c) L'opérateur fourni est un point de vente	RS/DA/A/SP DA/A/SP RS/DA/A
1100 Plus de trois DA prononcées simultanément pour un même opérateur	CR
1110 Suspensions produits cumulées sur l'ensemble des productions	ST
1120 Communication tardive ou absence de communication concernant un produit suspecté de ne pas répondre aux exigences du R. 834/2007 et de ses règlements d'application.	DA/A/SP
<b>2. Productions végétales</b>	
2000 Production sur une même exploitation de variétés identiques en biologique ou en conversion et en non-biologique a) avec preuve de séparation des produits b) sans preuve de séparation des produits	A/SP A + DL/SP
2010 Absence de parcellaire ou parcellaire incomplet, ou défaut de notification de l'introduction d'une nouvelle parcelle dans l'exploitation	DP
2011 Formulaire de pré-enquête non renvoyé dans les délais	DA/A
2012 Défaut de notification de changement de culture sur une parcelle	RS/DA/A
2020 Carnet de culture a) inexistant b) incomplet	DA/A/DP RS/DA/A/DP
2030 Rotation insuffisante des cultures en plein air	DA/A/DP
2040 Utilisation de matériel de reproduction non biologique sans autorisation alors que : a) il n'y a pas de disponibilité en produits biologiques b) il y a des disponibilités en produits biologiques	RS/DA/A/DL DA/A/DL
2045 Utilisation d'une variété autre que celle pour laquelle la dérogation a été initialement octroyée	RS/DA/A/DL
2050 Utilisation de matériel de reproduction traité a) semences et plants de pomme de terre b) autre matériel - alors que disponible en non traité c) autre matériel - alors que disponible en bio	A/DL DA/A/DL A/DL
2055 Utilisation de plants conventionnels	DL/DL+CR/SP

2060 Utilisation d'un engrais/amendement du sol de l'annexe I <sup>re</sup> du R.889/2008 sans justification de la nécessité de recourir à ce produit	RS/DA/A/SP
2070 Utilisation d'un engrais/amendement du sol non autorisé à l'annexe I <sup>re</sup> du R. 889/2008 a) circonstances atténuantes b) de type organique, fraude caractérisée c) de type minéral, fraude caractérisée	A/DP + CR/ST DP> 1 an + CR/ST DP> 2 ans + CR/ST
2080 Utilisation d'effluents d'élevage sur l'exploitation supérieure à 170 kg d'azote par ha et par an : a) faible dépassement (inférieur à 10 %) b) fort dépassement (supérieur à 10 %)	DA/A/SP A/SP
2100 Utilisation d'un pesticide de l'annexe II du R. 889/2008 a) sans justification attestant la nécessité d'y recourir b) en l'absence de menace avérée pour la culture c) non-respect des conditions spécifiquement fixées par l'article 5 et l'annexe II du R.889/2008 1) cas mineur 2) cas grave : application de la sanction correspondante telle prévue au 2110 ci-dessous d) non-respect des dispositions spécifiques de la législation sur les produits phytosanitaires applicable en Belgique	RS/DA/A/SP RS/DA/A/SP RS/DA/A/SP  DA/A/SP
2110 Utilisation d'un pesticide non autorisé à l'annexe II du R. 889/2008 a) circonstances atténuantes  b) utilisation à petite échelle 1) Utilisation d'un produit naturel non autorisé 2) Utilisation d'un pesticide chimique : circonstances atténuantes 3) Utilisation d'un pesticide chimique c) utilisation à grande échelle  1) Utilisation d'un produit naturel non autorisé 2) Utilisation d'un pesticide chimique : circonstances atténuantes 3) Utilisation d'un pesticide chimique d) utilisation limitée à des surfaces situées au sein de l'unité de production, mais n'intervenant pas dans le processus de production (allées, cour intérieure...)	DL+CR/DP+SP+CR/ST DL/SP/ST DL+CR/DP+CR/ST  DP+CR/ST  DL+CR/DP+CR/ST DP+CR/ST  ST > 2 ans DA/A
2115 Présence de résidus de pesticides a) Concentration < 1,5 x limite de détermination b) Concentration > ou = 1,5 x limite de détermination	RS DL
2120 Utilisation de substrats non autorisés pour la production de champignons a) cas mineur b) cas grave	A/DL DL
2130 Présence dans l'unité de production de produits interdits ou absence d'enregistrement de tels produits dans les unités de production non-biologiques situées dans la même zone	DA/A/ST
<b>3. Productions animales</b>	
<b>3.1. Principes généraux et exigences de contrôle et de traçabilité</b>	
3100 Présence sur une même exploitation d'animaux élevés selon le mode de production biologique et d'animaux de la même espèce non élevés selon ce mode de production a) avec preuve de séparation des animaux et des produits dans des unités de production distinctes b) sans preuve de séparation des animaux et des produits dans des unités de production distinctes	A/SP A + DL/SP
3110 Présence sur une même unité de production d'animaux élevés selon le mode de production biologique et d'animaux non élevés selon ce mode de production	A/SP
3115 Présence sur un même pâturage d'animaux élevés selon le mode de production biologique et d'animaux d'une autre espèce, non élevés selon ce mode de production a) présence simultanée b) présence non simultanée, non documentée	DA/A/DL DA/A/DL
3120 Carnet d'élevage de l'exploitation a) incomplet ou non-tenu à jour (éléments secondaires) b) incomplet ou non tenu à jour (éléments importants tels que les entrées et sorties d'animaux) c) inexistant	RS/DA/A/SP DA/A/SP SP
3130 Refus d'accès par l'éleveur aux données Sanitel du troupeau	ST



3140 Absence de prélèvement d'un échantillon de poils d'un bovin à la naissance ou à la commercialisation ou absence de transmission de cet échantillon à l'Association régionale de Santé et d'Identification animales : a) accidentellement b) systématiquement c) cas particulier de la première année de conversion	RS/DA/A/SP A/SP DA/A/SP
<b>3.2. Conversion</b>	
3200 Non-respect de la durée de la période de conversion a) cas général b) cas particulier d'un parcours pour espèce non-herbivore	A + DL/SP A/DL/SP
<b>3.3. Origine des animaux</b>	
3300 Utilisation d'une race provoquant un nombre de césariennes supérieur au pourcentage maximal toléré sur l'année a) dépassement léger (inférieur à 10 points de pourcentage) b) dépassement important (supérieur à 10 points de pourcentage)	DA/A/SP A/SP
3310 Introduction d'animaux provenant d'élevages non biologiques pour une espèce non disponible en bio a) sans autorisation préalable du Service b) sans justification documentaire	DA/A/SP RS/DA/A/SP
3330 Introduction d'animaux provenant d'élevages non biologiques alors que des animaux biologiques sont disponibles a) cas général b) cas particulier de la première année de conversion	A + DL/SP PC
3340 Introduction d'animaux provenant d'élevages non biologique ayant dépassé l'âge maximal ou après sevrage a) faible dépassement d'âge b) dépassement d'âge important	DA/A/DL/SP A + DL/SP
3350 Introduction de femelles non nullipares provenant d'élevages non biologiques a) cas général b) cas particulier de la première année de conversion	A + DL/SP PC
3360 Introduction excessive d'animaux provenant d'élevages non biologiques	A/A/SP
3370 Utilisation d'escargots n'appartenant pas aux espèces autorisées	A + DL/SP
<b>3.4. Alimentation</b>	
3400 Utilisation de pratiques d'engraissement non réversibles (gavage)	SP
3401 Moins de 50 % des aliments des herbivores proviennent de l'unité de production même ou ont été produits en coopération avec d'autres exploitations bio principalement situées dans la même région	DA/A/DL/SP
3402 L'alimentation ne provient pas principalement de l'exploitation dans laquelle sont détenus les animaux, ou d'exploitations de la même région	DA /A/DL/SP
3405 Incorporation dans l'alimentation des animaux d'aliments en conversion ne provenant pas de l'unité de production même dans une proportion non autorisée	DA/A/DL/SP
3410 Incorporation dans l'alimentation animale de fourrages issus de parcelles en première année de conversion a) appartenant à l'exploitation elle-même mais dans une proportion > 20 % de la quantité moyenne d'aliments donnés aux animaux b) n'appartenant pas à l'exploitation c) fourrages ne provenant pas de pâturage, de prairies permanentes ou de parcelles à fourrage pérenne	DA/A/DL/SP DA/A/DL/SP DA/A/DL/SP
3415 Non-respect de la durée minimale d'alimentation des jeunes mammifères au lait naturel	RS/DA/A/DL/SP
3420 Système d'élevage ne reposant pas sur une utilisation maximale des pâturages pour des herbivores	RS/DA/A/SP
3425 Non-respect du pourcentage minimal de 60 % de fourrages grossiers dans la ration journalière des herbivores	RS/DA/A/DL/SP
3430 Présence et/ou utilisation d'aliments conventionnels non autorisés a) cas sans gravité b) cas grave	DA/A/DL/SP A/DL/SP
3435 Utilisation de matières premières conventionnelles produites ou élaborées avec utilisation de solvants chimiques	A/DL/SP
3440 Utilisation d'une proportion d'aliments conventionnels sur une période de 12 mois a) trop élevée avec un écart léger (< 10 % de la valeur autorisée) b) trop élevée avec un écart important (> 10 % de la valeur autorisée) c) utilisation non documentée	A/DL ou PC/SP DL ou PC/SP DA/A/DL/SP

3445 Utilisation de plus de 25 % d'aliments conventionnels dans la ration journalière (en termes de matière sèche) <i>a)</i> courte durée <i>b)</i> longue durée	DA/A/DL ou PC/SP A/DL ou PC/SP
3450 Introduction dans la filière biologique de mélanges de matières premières conventionnelles autorisées	RS/DA/A/DL
3455 Utilisation de matières premières d'origine animale autres que celles autorisées <i>a)</i> dans des aliments complémentaires <i>b)</i> comme matières premières ou dans des aliments complets	A/DL/SP DL/SP
3465 Absence de fourrage grossier dans la ration journalière des porcs ou des volailles	RS/DA/A/DL/SP
3470 Utilisation d'agents conservateurs ou de substances de fabrication non autorisés dans l'ensilage	DA/A/DL/SP
3475 Utilisation de produits non autorisés aux annexes V et VI du R.889/2008 dans l'alimentation animale	DA/A/DL/SP
<b>3.5. Prophylaxie et soins vétérinaires</b>	
3500 Utilisation d'une substance destinée à stimuler la croissance ou la production dans l'alimentation des animaux ou comme traitement vétérinaire	DL/SP
3510 Utilisation de médicaments allopathiques chimiques de synthèse ou d'antibiotiques sans prescription préalable par un vétérinaire	DA/A/DL
3520 Utilisation de médicaments allopathiques chimiques de synthèse ou d'antibiotiques en traitement préventif	A/DL
3530 Utilisation d'hormones ou autres substances analogues en vue de maîtriser la reproduction	A + DL/SP
3540 Utilisation de médicaments vétérinaires sans avoir noté les informations requises ou sans avoir clairement identifié les animaux ou lots d'animaux traités	DA/A/SP
3545 Non communication à l'OC des informations concernant les traitements vétérinaires réalisés avant commercialisation d'animaux ou de produits animaux sous le label biologique	RS/RS/RS/DA/A/DL
3550 Non-respect du délai d'attente bio entre la dernière administration de médicaments allopathiques et la production de produits biologiques <i>a)</i> avec respect du délai d'attente légal <i>b)</i> sans respect du délai d'attente légal	DA/A/SP SP
3560 Non-respect de la durée de la période de conversion pour les animaux ayant atteint ou dépassé le nombre de traitements allopathiques chimiques de synthèse maximal	A/SP
3570 Présence sur l'exploitation de médicaments allopathiques vétérinaires ou d'antibiotiques sans qu'ils aient été prescrits par un vétérinaire dans le respect des règles de production biologique ou sans qu'ils aient été inscrits dans le registre de l'exploitation	DA/A/ SP
<b>3.6. Gestion, transport, identification</b>	
3600 Recours au transfert d'embryon ou à des clones en vue de la reproduction	A + DL/SP
3605 Pose d'élastique à la queue des moutons, coupe de queue, taille des dents, ébecquage ou écornage sans autorisation du Service	RS/DA/A/DL
3610 Castration ou autre opération autorisée sur les animaux, réalisée à un âge inapproprié ou par du personnel non qualifié, ou par des moyens non autorisés	RS/DA/A/DL
3615 Maintien non autorisé d'animaux à l'attache	RS/DA/A/DL
3620 Absence de pratique régulière d'exercice ou d'accès à des pâturages, parcours ou aires d'exercices extérieurs pour des animaux maintenus à l'attache avec autorisation du Service	RS/RS/RS/DA/A/DL
3625 Détention d'animaux dans un groupe de taille inadaptée au stade de développement ou aux besoins comportementaux	RS/DA/A/DL
3630 Maintien d'animaux à un régime risquant de favoriser l'anémie	DA/A/DL
3635 Non-respect de l'âge minimal d'abattage des volailles ou utilisation d'une race de volaille non reconnue comme race à croissance lente	DA/A/DL
3640 Transport d'animaux inadapté pour limiter le stress ou utilisation de stimulation électrique pour l'embarquement ou le débarquement des animaux	DA/A/DL
3645 Utilisation de calmants allopathiques avant et pendant le transport d'animaux	DL
3650 Abattage inadapté pour réduire le stress ou toute souffrance	DA/A/DL
3655 Echaudage des escargots sans mise à jeun préalable d'une durée minimale de 5 jours	A/DL/SP
3660 Echaudage des escargots avec utilisation de sel ou de vinaigre	DA/A/DL/SP

3665 Animaux, lots d'animaux ou produits animaux non identifiés ou portant une identification erronée ou inadéquate <i>a)</i> avec garantie sur la qualité biologique <i>b)</i> sans garantie sur la qualité biologique	DA/A/DL/SP DL/SP
3670 Phase finale d'engraissement de bovins adultes, de moutons et de porcs destinés à la production de viande se effectuée à l'intérieur pendant plus de 3 mois ou pendant une période équivalant à plus de 1/5 de la vie des animaux	DA/A/SP
<b>3.7. Effluents d'élevage</b>	
3700 Densité annuelle de peuplement excessive ou importation d'effluents provoquant une utilisation d'effluents sur l'exploitation ou sur l'ensemble des exploitations contractantes à cet effet, supérieure à 170 kg d'azote/ha/ an <i>a)</i> dépassement léger (inférieur à 10 %) <i>b)</i> dépassement important (supérieur à 10 %)	DA/A/SP A/SP
<b>3.8. Espaces en plein air et bâtiments d'élevage</b>	
3800 Bâtiment d'élevage inadapté, soit par rapport aux besoins physiologiques et éthologiques des animaux, soit en matière de chauffage, d'isolation, de ventilation, d'aération, ou d'éclairage naturel <i>a)</i> cas mineur <i>b)</i> cas grave	DA/A/SP A/SP
3802 Animaux ne disposant pas d'un accès aisé à l'alimentation ou à la distribution d'eau	DA/A/SP
3804 Absence de protections suffisantes contre la pluie, le vent, le soleil ou les températures dans les espaces en plein air	DA/A/SP
3806 Densité excessive de peuplement dans les bâtiments <i>a)</i> écart par rapport à la densité maximale autorisée inférieur à 10 % <i>b)</i> cas particulier de la première année de conversion <i>c)</i> autres cas	DA/A/SP DA/A/SP A/SP
3808 Parcours extérieur <i>a)</i> trop petit <i>b)</i> inaccessible momentanément ou avec circonstances atténuantes <i>c)</i> absent ou inaccessible en permanence	DA/A/SP DA/A/SP A/SP
3810 Densité excessive de peuplement sur les pâturages et autres herbages entraînant le piétinement du sol et la surexploitation de la végétation <i>a)</i> cas mineur <i>b)</i> cas particulier de la première année de conversion <i>c)</i> autres cas	DA/A/SP DA/A/SP A/SP
3812 Mauvais nettoyage ou désinfection des locaux, des enclos, des équipements ou ustensiles	RS/DA/A/SP
3814 Utilisation de produits autres que ceux énumérés à l'annexe VII du R.889/2008 pour le nettoyage ou la désinfection des bâtiments et installations	DA/A/SP
3816 Utilisation de produits autres que ceux énumérés à l'annexe II du R. 889/2008 pour l'élimination des insectes ou autres organismes nuisibles	A/SP
3818 Mammifères détenus sans accès à l'extérieur alors que les conditions le permettent et qu'aucune des dérogations prévues n'est applicable	A/DL/SP
3820 Herbivores détenus sans accès aux pâturages alors que les conditions le permettent	A/SP
3822 Couverture trop importante des aires d'exercice extérieures	RS/DA/A/SP
3824 Sol trop peu lisse ou trop glissant dans un bâtiment d'élevage	RS/DA/A/SP
3826 Caillebotis ou grilles dépassant la moitié (mammifères) ou deux-tiers (volailles) de la surface du sol d'un bâtiment d'élevage <i>a)</i> cas particulier de la première année de conversion <i>b)</i> autres cas	DA/A/SP A/SP
3828 Aire de couchage des animaux non conforme <i>a)</i> aire de couchage de taille insuffisante, ou absence de litière, ou litière enrichie avec des produits autres que ceux énumérés à l'annexe I <sup>re</sup> du R. 889/2008 <i>b)</i> litière insuffisante ou de composition inadaptée	DA/A/SP RS/DA/A/SP
3830 Veaux âgés de plus d'une semaine détenus en boxe individuel <i>a)</i> veaux âgés de moins de 3 semaines <i>b)</i> veaux âgés de 3 semaines ou plus	DA/A + DL ou PC/SP A + DL ou PC/SP
3832 Porcins détenus sans substrat permettant de fouir	DA/A/SP
3834 Truies détenues en isolement à l'intérieur des bâtiments en-dehors de la période autorisée pour la mise-bas	A/SP
3842 Oiseaux aquatiques détenus sans accès à une surface aquatique	A/SP
3844 Absence ou insuffisance de perchoirs dans les bâtiments pour poules pondeuses ou pour pintades	DA/A/SP

3846 Absence ou insuffisance de nichoirs dans les bâtiments pour poules pondeuses	DA/A/SP
3848 Dimension ou longueur insuffisante des trappes de sortie des bâtiments pour volailles	DA/A/SP
3850 Nombre de volailles par bâtiment d'élevage supérieur aux normes admises a) écart par rapport au nombre maximal autorisé inférieur à 10 % b) écart par rapport au nombre maximal autorisé égal ou supérieur à 10 %	DA/A/SP A/SP
3852 Surface utilisable des bâtiments pour volaille de chair supérieure à la surface maximale autorisée par unité de production	A/SP
3854 Période de repos nocturne en continu inférieure à 8 heures pour les volailles	DA/A/SP
3855 Absence de fourrages grossiers/matériau adapté aux besoins éthologiques des volailles confinées à l'intérieur pour des raisons sanitaires.	DA/A/SP
3856 Volailles détenues sans accès à un parcours extérieur enherbé alors que les conditions le permettent a) situation momentanée ou circonstances atténuantes b) situation permanente ou prolongée	DA/A/SP A/SP
3858 Volailles détenues pendant plus d'un tiers de leur vie sans accès à un parcours extérieur a) cas réparable b) cas irréparable	A/DL DL
3860 Pas de vide sanitaire pour des bâtiments pour volailles	DA/A/SP
3862 Pas de vide sanitaire d'au moins 6 semaines pour les parcours extérieurs pour volailles	RS/DA/A/SP
3864 Lapins détenus à l'intérieur sans accès à un front ouvert ou avec un front ouvert insuffisant ou avec un front ouvert fermé alors que les conditions météorologiques ne sont pas défavorables	A/SP
3866 Lapins ou volailles non élevées au sol ou détenus en cage	A + DL ou PC/SP
3868 Lapins détenus isolément ou dans des groupes de taille inappropriée	DA/A/SP
3870 Escargots de plus de 8 jours élevés autrement que dans un parc extérieur enherbé	A/SP
3872 Pas de vide sanitaire d'au moins 3 mois pour des parcs extérieurs pour escargots	RS/DA/A/SP
<b>3.9. Apiculture</b>	
3900 (pour mémoire)	
<b>4. Préparateurs et transformateurs</b>	
4000 Utilisation d'un ingrédient d'origine agricole non biologique et non autorisé à l'annexe IX du R. 889/2008 a) ingrédient manifestement non disponible en qualité biologique b) ingrédient disponible en qualité biologique  1) utilisation en faible quantité, circonstances atténuantes 2) utilisation en forte quantité, circonstances atténuantes 3) fraude caractérisée	DA/A/SP A + DL/SP + CR/ST SP + CR/ST ST
4020 Utilisation d'un ingrédient d'origine non agricole non autorisé à l'annexe VIII section A du R. 889/2008	A + DL/SP
4030 Utilisation ou contamination d'un auxiliaire technologique ou autre produit utilisé pour la transformation non autorisé à l'annexe VIII, section B du R.889/2008	A + DL/SP
4040 Traitement du produit ou utilisation d'un ingrédient traité aux rayons ionisants	A + DL/SP
4050 Utilisation d'un même ingrédient en qualité biologique a) et non biologique b) et issu de la production en conversion	A/SP DA/A/SP
4060 Transport d'un produit à emballer ou sceller sans emballage ou conteneur fermé	DA/A/SP
4070 Modification des recettes, des procédés de fabrication, des procédures de réception, de séparation, de stockage, ou d'autres mesures concrètes convenues avec l'organisme de contrôle pour assurer le respect des normes légales, sans avertissement préalable de l'organisme de contrôle	RS/DA/A/SP
4071 Absence de procédure ou procédure incomplète pour : a) la préparation b) le nettoyage dans une unité produisant des produits bio et non bio	DA/A/SP DA/A/SP
4072 Absence d'enregistrement ou enregistrement incomplet pour les opérations de : a) production b) nettoyage dans une unité produisant des produits bio et non bio	DA/A/SP DA/A

4080 Dans une unité ou des produits biologiques et non biologiques sont transformés ou stockés, a) séparation insuffisante des lieux de stockage b) identification insuffisante des lieux de stockage c) séparation insuffisante des opérations (dans l'espace ou dans le temps) d) absence d'annonce du planning des opérations ou non-respect de ce planning e) identification insuffisante des lots f) présence de produits bio dans la zone non bio g) présence de produits non bio dans la zone bio	DA/A/SP RS/DA/A/SP DA/A/SP RS/DA/A/SP DA/A/SP DA/A/SP DA/A/SP
4090 Préparation sous-traitée auprès d'un façonnier non contrôlé a) cas mineur b) cas grave	DA/A/SP A + DL/SP
4100 Vente comme produits biologiques de produits importés de pays tiers sans autorisation a) produits manifestement équivalents et régularisables b) produits non équivalents mais certifiés biologiques en pays tiers c) produits manifestement non régularisables	A/SP/ST SP/ST ST
4110 Absence d'un système d'attribution par l'acheteur de lait de deux identifications distinctes pour le lait biologique et le lait non biologique à ses fournisseurs, ou système d'identification et d'étiquetage inexistant ou incomplet en la matière	A/SP
4120 Absence d'attribution par l'acheteur de lait de la double identification à un fournisseur	DA/A/DL
4130 Collecte de laits biologiques et non biologiques par une laiterie sans système de pompage séparé réservé exclusivement au lait biologique	A/DL
4150 Absence de système d'identification et d'enregistrement permettant de retracer les produits à tous les stades de la production, de la préparation et de la distribution	DA/A/SP
<b>5. Fabricants d'aliments pour animaux</b>	
5000 Utilisation d'un procédé de fabrication non autorisé	A + DL/SP
5010 Absence des noms spécifiques dans la liste des matières premières	DA/A/SP
5020 Utilisation d'ingrédients conventionnels non autorisés dans la liste positive a) utilisation en faible quantité, circonstances atténuantes b) utilisation en forte quantité, circonstances atténuantes, ou matière première produite ou élaborée avec utilisation de solvants chimiques c) fraude caractérisée	A/SP + CR/ST SP + CR/ST ST
5030 Utilisation de matières premières d'origine animale non autorisées à l'annexe V.2 du R. 889/2008	DL/SP
5040 Utilisation de produits non autorisés aux annexes V.3 et VI du R. 889/2008	A + DL/SP
<b>6. Etiquetage - Commercialisation</b>	
6000 Etiquetage ou commercialisation d'un produit conventionnel ou d'un produit < 95 % avec référence au mode de production biologique dans la dénomination de vente a) circonstances atténuantes b) fraude caractérisée c) référence au bio sur des documents commerciaux sans lien avec les produits bio dans une unité commercialisant à la fois des produits bio et non bio	CR + DL/ST ST DA/A/SP
6010 Etiquetage et commercialisation d'un produit contenant < 95 % avec référence au mode de production biologique pour des ingrédients non biologiques dans la liste des ingrédients	A + DL/SP
6011 Pourcentage d'ingrédients biologiques non conforme à l'étiquetage a) un peu trop faible (moins de 5 points de pourcentage) b) largement trop faible (plus de 5 points de pourcentage)	A/SP/ST SP/ST
6015 Référence au mode de production biologique dans la liste des ingrédients et dans le même champ visuel de la dénomination de vente alors qu'au moins une des conditions visées à l'article 23, § 4, point c) du R. 834/2007 n'est pas rencontrée	A+DL/SP
6020 Etiquetage ou commercialisation d'un produit végétal issu de conversion avec référence au mode de production biologique	A + DL/SP
6030 Etiquetage ou commercialisation d'un produit issu de conversion sous forme de produit multi-ingrédient a) petite quantité b) grande quantité	DA/A/A + DL/SP A/A + DL/SP



6040 Etiquetage ou commercialisation d'un produit déclassé avec référence au mode de production biologique <i>a)</i> produit déclassé en amont  1) circonstances atténuantes 2) fraude caractérisée <i>b)</i> produit déclassé chez l'opérateur  1) circonstances atténuantes 2) fraude caractérisée	DL SP  SP/ST ST
6050 Etiquetage ou commercialisation d'un produit sans certification, avec référence au mode de production biologique <i>a)</i> produit respectant le mode de production biologique <i>b)</i> produit non conforme : application de la sanction correspondante	RS/DA/A/SP SP/ST
6060 Etiquetage ou commercialisation sans mention de l'organisme de contrôle sur l'étiquetage ou avec une mention fautive	RS/DA/A/DL/SP
6070 Commercialisation d'un produit biologique comme produit biologique sans référence ou avec une référence non conforme à la production biologique dans l'étiquetage ou les documents commerciaux	RS/DA/A/SP
6080 Commercialisation d'un produit biologique sans approbation préalable de l'étiquetage <i>a)</i> étiquetage conforme <i>b)</i> étiquetage non conforme	RS/DA/A/SP DA/A/SP
6090 Commercialisation d'un produit biologique avec un étiquetage ne correspondant pas ou plus à la recette	RS/DA/A/SP
6100 Utilisation du logo communautaire sur un produit en conversion, ou sur un produit < 95 % des ingrédients agricoles sous forme biologique	DA/A/SP
6110 Commercialisation d'un animal avec la référence au mode de production biologique <i>a)</i> sans fiche de transaction numérotée délivrée par l'organisme de contrôle <i>b)</i> avec une fiche de transaction incomplète	DA/A/SP RS/DA/A/SP
6115 Communication tardive ou non communication de la fiche de transaction par un abattoir	RS/DA/A/SP
6120 Commercialisation de viandes ou produits de viande non emballés au consommateur final en qualité biologique et non biologique de la même espèce	A/SP
<b>7. Importations de pays tiers</b>	
7000 Vente ou dédouanement comme produits biologiques de produits importés sans information à l'OC	DA/A/SP/ST
7100 Réception par un opérateur non contrôlé d'un produit biologique importé <i>a)</i> cas mineur <i>b)</i> cas grave	DA/A/SP A + DL/SP
7200 Importation d'un produit biologique ne portant pas mention de l'identification de l'exportateur	RS/DA/A/DL/SP
7300 Importation d'un produit biologique ne portant pas mention de l'identification l'organisme de contrôle de l'exportateur	RS/DA/A/DL/SP
7400 Importation d'un produit biologique ne portant pas mention de l'identification de l'importateur	RS/DA/A/DL/SP
<b>8. Points de vente</b>	
8000 Commercialisation de produits conventionnels dans le présentoir « bio » <i>a)</i> produits préemballés <i>b)</i> produits en vrac	DA/A/A A/SP/ST
8100 Pas de formalisation de la réception des produits bio (ex. sur bons de livraison)	RS/DA/A
8200 Identification confuse pour le consommateur entre le bio et le non bio	RS/DA/A

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

## Annexe 3. — Barème des redevances payées par les opérateurs à l'organisme de contrôle

Sans préjudice de l'application des dispositions des Règlements, le présent barème fixe les limites inférieures et supérieures pour les redevances payées par les opérateurs aux organismes de contrôle, conformément à l'article 11.

## 1° Producteurs

1.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements et d'analyses, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les producteurs au prorata du système de points repris ci-dessous :

Eléments pris en considération	Nombre de points
Montant de base pour une unité de production	1 670
Par entreprise tierce à contrôler (travail à façon : la marchandise reste la propriété du producteur)	2 030
Par ha de réserve naturelle (**)	20,4
Par ha de sapins de Noël	280
Par ha de maraîchage (*)	825
Par ha de maraîchage en plein champs (*)	460
Par ha de grande culture (*)	81
Par ha de prairie, engrais verts ou jachère	61
Par ha de culture fruitière basses tiges	410
Par ha de culture fruitière hautes tiges	280
Par ha de serre froide ou tunnel	2 460
Par ha de serre chauffée	4 950
Par ha de champignons	16 500
Par bovin de moins d'1 an	6,3
Par bovin d'1 à 2 ans	9,5
Par bovin de plus de 2 ans	12,4
Par vache allaitante	21
Par vache laitière	30
Par porc commercialisé	4,7
Par truie ou verrat	30
Par agneau commercialisé	2
Par brebis allaitante	4,5
Par chèvre ou brebis laitière	7,7
Par jument allaitante/étalon	21
Par jument laitière	30
Par 10 poulets de chair commercialisés	3,4
Par 10 poules pondeuses	10,2
Par 10 dindes commercialisées	6,8
Par 10 canards commercialisés	6,8
Par autruche commercialisée	4,7
Par autruche reproductrice	15,1
Par lapine mère	6,1
Par daguet commercialisé	5
Par biche ou cerf	15,1
Par 100 escargots commercialisés	3

(\*) sur la base d'une liste des cultures fixée par le Service

(\*\*) sites bénéficiant d'un statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique, à savoir : réserve naturelle agréée (RNA), réserve naturelle domaniale (RND), réserve forestière (RF), zone humide d'intérêt biologique (ZHIB).

1.2° En dehors des contrôles de tiers, le nombre minimal de points d'une exploitation est fixé à 2 500 points.

## 2° Entreprises de préparation, de conditionnement et d'importation

2.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements et d'analyses, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les préparateurs et importateurs au prorata du système de points repris ci-dessous :

Eléments pris en considération	Nombre de points
Montant de base pour l'unité de transformation ou d'importation : - réservée exclusivement à la production biologique - utilisée aussi pour la production conventionnelle	1 790 2 200
Par site supplémentaire : - réservé exclusivement à la production biologique - utilisé aussi pour la production conventionnelle	1 200 1 470
Par type d'ingrédient utilisé : - uniquement en qualité biologique - en qualités biologique et conventionnelle	120 147
Par type de produit fini biologique commercialisé : - uniquement en qualité biologique - en qualités biologique et conventionnelle	180 220
Par tranche de 5.000 euros du CAB (*) en-dessous de 1.250.000 euros	145,6
Par tranche de 5.000 euros du CAB (*) comprise entre 1.250.000 euros et 6 250 000 euros	72,8
Par tranche de 5.000 euros du CAB (*) comprise entre 6.250.000 euros et 15 000 000 euros	43,7
Par tranche de 5.000 euros du CAB (*) comprise entre 15.000.000 euros et 25.000.000 euros	25,4
Par tranche de 5.000 euros du CAB (*) au-dessus de 25.000.000 euros	14,6
Par demande d'autorisation d'importation dans le cadre du Règlement ou du présent arrêté	4 800

(\*) Par CAB, on entend le chiffre d'affaire annuel relatif aux activités dans le secteur biologique.

2.2° Pour les entreprises qui se limitent à acheter des produits biologiques emballés pour en changer l'emballage (conditionneurs), le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 65 % de sa valeur.

Pour les entreprises qui se limitent à réceptionner des produits biologiques dans des emballages non fermés ou en vrac et à les commercialiser sans autre conditionnement, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 50 % de sa valeur.

Pour les entreprises qui se limitent à acheter des produits biologiques emballés pour les étiqueter à leur nom, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 25 % de sa valeur.

Pour les entreprises qui se limitent à réceptionner des produits biologiques dans des emballages fermés et à les commercialiser sans en modifier le conditionnement ni l'étiquetage, le CAB utilisé pour le calcul des points est ramené à 15 % de sa valeur.

Pour les importateurs, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 25 % de sa valeur.

2.3° En dehors des demandes d'autorisation d'importation, le nombre minimal de points d'une entreprise est fixé à 6 000 points. Toutefois, ce seuil minimal peut être réduit dans les cas suivants :

pour les entreprises qui débutent leurs activités (nouveau n° de T.V.A.), ce seuil peut être ramené à 4 450 points pendant les deux premières années;

pour les entreprises qui transforment des marchandises sans en être propriétaire (façonniers), ce seuil peut être ramené à 4 450 points si le CAB est compris entre 12.500 euros et 100.000 euros et à 3 450 points si le CAB est inférieur à 12.500 euros;

pour les boulangeries dont le CAB est inférieur à 12 500 euros, ce seuil peut être ramené à 2 075 points.

### 3° Points de vente

3.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les opérateurs responsables de la commercialisation de produits biologiques au consommateur ou à l'utilisateur final au prorata du système de points repris ci-dessous :

Chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée	Nombre de points
Inférieur à 15.000 euros	2 000
Compris entre 15.000 et 60.000 euros	2 592
Compris entre 60.001 et 100.000 euros	3 313
Supérieur à 100.000 euros	4 034

3.2° Par dérogation au point 3.1, le système de points repris ci-dessous est appliqué aux opérateurs qui commercialisent des produits biologiques sous une forme non-préemballée au consommateur ou à l'utilisateur final mais ne commercialisent pas sous la même forme des produits identiques non réglementés dans le Règlement ou dans le présent arrêté :

Chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée	Nombre de points
Inférieur à 15.000 euros	1 665
Compris entre 15.000 et 60.000 euros	2 163
Compris entre 60.001 et 100.000 euros	2 764
Supérieur à 100.000 euros	3 364

3.3° Les opérateurs responsables de la commercialisation de produits biologiques au consommateur ou à l'utilisateur final et qui exercent par ailleurs une activité de producteur et/ou d'entreprises de préparation, de conditionnement ou d'importation de produits biologiques, s'acquittent de la redevance déterminée en application des points 1° et 2° de la présente annexe; aucune augmentation de cette redevance n'est appliquée en liaison avec l'activité de commercialisation, et ce pour autant que le chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée soit inférieur à 5.000 euros.

Si le chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée est égal ou supérieur à 5.000 euros, la valeur de la redevance annuelle due pour l'activité de commercialisation est fixée par l'application des points 3.1° ou 3.2°, en soustrayant 472 points des montants définis.

4° *Limites minimales et maximales de la redevance*

La redevance hors T.V.A. que l'organisme de contrôle applique aux opérateurs, est égale au nombre de points de l'exploitation, multiplié par un facteur compris entre les limites minimales et maximales suivantes (ce facteur peut être fixé séparément pour les producteurs d'une part, et pour les entreprises de préparation, de conditionnement et d'importation d'autre part):

- redevance minimale : facteur 0,121 euro;
- redevance maximale : facteur 0,184 euro.

5° *Contrôles renforcés*

Les frais des contrôles renforcés, exécutés notamment en application du chapitre 4 du cahier des charges repris en annexe 1, sont portés à charge de l'opérateur par les organismes de contrôle sur la base des limites minimales et maximales suivantes (hors frais d'analyses éventuelles) :

Redevance (par 1/2 heure de contrôle)	Dans l'entreprise	En bureau
Minimale	30 euros	20 euros
Maximale	45 euros	30 euros

6° *Indexation*

Les montants visés aux points 4° et 5° sont indexés annuellement au 1<sup>er</sup> janvier sur la base de l'index-santé du mois de décembre de l'année précédente par rapport à celui de décembre 2007.

Cette indexation ne s'applique pas lors du calcul de la redevance visée au point 4° sur base du nombre de points fixé en fonction du CAB au point 2° de la présente annexe.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

Annexe 4. — **Modalités d'application des Règlements dans le secteur végétal**

**Chapitre 1<sup>er</sup>. — La base de données des semences et des plants de pomme de terre obtenus selon le mode de production biologique**

1.1° Aux fins de l'application des articles 48 à 50 du Règlement 889/2008, le Service est désigné comme autorité compétente.

A ce titre, il est chargé de la gestion de la base de données. Il peut désigner un organisme chargé d'assurer la gestion informatique de la base de données.

1.2° *Structure de la base de données des semences et de plants de pomme de terre*

1.2.1° Les espèces végétales sont subdivisées en groupes de variétés (appelés ci-après « sous-groupes ») qui constituent le canevas de fonctionnement de la base de données. Les variétés disponibles sous forme biologique sont enregistrées et consultables dans la base de données à l'échelle du sous-groupe.

1.2.2 ° Pour l'application de l'article 45, § 8 du Règlement 889/2008, le Service définit, en concertation avec l'autorité compétente des autres Régions, les sous-groupes d'espèces végétales ainsi que le degré de disponibilité sous forme biologique des semences ou de plants de pomme de terre selon la classification définie au point 1.2.3° de la présente annexe.

1.2.3° Les sous-groupes d'espèces végétales sont répartis dans trois niveaux, définis selon le degré de disponibilité sous forme biologique des semences ou des plants de pomme de terre :

a) Niveau 1: le matériel de reproduction des sous-groupes d'espèces recensés dans ce niveau est disponible sous forme biologique en quantité jugée suffisante sur le territoire de la Région wallonne. Aucune dérogation, autre que celle justifiée par un des objectifs fixé à l'article 45, § 5 point d) du Règlement 889/2008, ne peut être octroyée pour les variétés concernées.

b) Niveau 2: la disponibilité en matériel de reproduction biologique des variétés appartenant aux sous-groupes d'espèces classés dans ce niveau est insuffisante. Toute utilisation de matériel de reproduction non biologique fait l'objet d'une demande d'autorisation préalable, selon les modalités définies au chapitre 2 de la présente annexe.

c) Niveau 3 : ce niveau recense les sous-groupes d'espèce pour lesquels il existe peu ou pas de semences ou de plants de pomme de terre sous forme biologique sur le territoire de la Région wallonne; les variétés concernées font l'objet d'une notification selon les modalités définies au chapitre 3 de la présente annexe.

1.2.4 ° Une synthèse des variétés disponibles dans la base de données est mise en ligne et est tenue à jour par le gestionnaire informatique de la base de données. L'organisme de contrôle répond aux demandes d'informations ponctuelles relatives aux disponibilités qu'il reçoit.

## Chapitre 2. — Modalités d'octroi de l'autorisation d'utilisation de semences ou de plants de pomme de terre non biologiques

### 2.1° Modalités de traitement des demandes d'autorisation

2.1.1° En application de l'article 45, § 4 du Règlement 889/2008, l'organisme de contrôle octroie les autorisations d'utilisation de semences ou de matériel de reproduction végétative non biologiques dans le respect des exigences des Règlements et du présent arrêté.

2.1.2° L'organisme de contrôle analyse la demande d'autorisation d'utilisation de semences ou de plants de pomme de terre qu'il reçoit à l'échelle du sous-groupe auquel la variété concernée appartient, en tenant compte de l'information disponible dans la base de données visée au point 1.2° de la présente annexe.

2.1.3° Conformément à l'article 45, § 6 du Règlement 889/2008, l'autorisation est octroyée avant la date de semis, c'est-à-dire :

- à partir du 1<sup>er</sup> décembre pour les variétés semées au printemps ou l'été de l'année suivante;
- à partir du 1<sup>er</sup> août pour les variétés semées en automne ou en hiver;
- à partir du 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédente pour les variétés semées toute l'année.

### 2.2° Justification des demandes d'autorisation

2.2.1° Pour l'application de l'article 45, § 5 du Règlement 889/2008, l'organisme de contrôle octroie l'autorisation d'utiliser des semences ou des plants de pommes de terre non biologiques pour des variétés appartenant à un sous-groupe classé dans le niveau 2 de disponibilité, et pour lesquelles le recours à des semences ou des plants de pomme de terre non biologiques se justifie par une des raisons suivantes :

Code	Dérogation prévue par l'art. 45, § 5 (du Règlement 889/2008)	Justification évoquée	Documentation nécessaire
5.A	Aucune variété de l'espèce que l'utilisateur veut obtenir n'est enregistrée dans la base de données		
5.B.1	Aucun fournisseur n'est en mesure de livrer les semences ou plants de pommes de terre avant le semis ou la plantation alors que l'utilisateur les a commandés en temps utile.	Le producteur a contacté, en temps utile, tous les fournisseurs enregistrés dans la base de données proposant la variété recherchée mais aucun d'entre eux n'est capable de livrer le matériel de reproduction biologique avant le semis ou la plantation dans les quantités demandées.	Soit quantité demandée > quantité disponible : Le producteur doit pouvoir fournir la preuve de ses démarches (mentionnant les dates de contact) lors de la visite de l'organisme de contrôle. Soit quantités demandées < quantités minimales de livraison : démarche administrative identique à celle ci-dessus mais dans ce cas, la justification n'est valable que si la quantité disponible sous forme conventionnelle est plus adaptée à la quantité demandée que la quantité minimale de livraison sous forme biologique.
5.B.2		Le producteur a passé sa commande auprès d'un fournisseur mais entre temps le fournisseur se trouve dans l'incapacité de le livrer.	Le producteur doit pouvoir fournir une preuve de commande lors de la visite de l'organisme de contrôle.
5.B.3		Le producteur a passé sa commande auprès d'un fournisseur qui lui livre des semences/plants présentant des problèmes manifestes de qualité	
5.B.4		Le producteur a contacté tous les fournisseurs enregistrés dans la base de données proposant la variété recherchée mais aucun d'entre eux n'est capable de communiquer dans une langue connue du producteur.	



Code	Dérogation prévue par l'art. 45, § 5 (du Règlement 889/2008)	Justification évoquée	Documentation nécessaire	
5.C.0	La variété que l'utilisateur veut obtenir n'est pas enregistrée dans la base de données. L'utilisateur est en mesure de démontrer qu'aucune variété enregistrée dans le même sous groupe d'espèce n'est appropriée et que l'autorisation est très importante pour sa production.	Aucune variété n'est enregistrée dans le sous-groupe qui intéresse l'utilisateur.	Le producteur dispose d'une copie du contrat de production ou, à défaut, une attestation du client qui sera présentée lors de la visite de l'organisme de contrôle.	
5.C.1.1		La variété est demandée par un client		
5.C.1.2		La variété demandée présente une caractéristique technique ou technologique particulière.	La demande de dérogation précise la caractéristique recherchée et la raison du choix de cette caractéristique.	
5.C.2		La variété demandée présente une plus grande résistance ou tolérance à une maladie.	La demande de dérogation précise le nom de la maladie en question.	
5.C.3		L'utilisateur veut répartir les risques économiques ou agronomiques	Le producteur répartit équitablement sa production entre les variétés utilisées sous forme bio et conventionnelle pour l'espèce demandée ET au moins une variété est utilisée sous forme biologique.	
5.C.4.1		La variété demandée est adaptée à la région.	La demande de dérogation précise la particularité d'adaptation à la région concernée.	
5.C.4.2.a		Les variétés disponibles sont peu ou pas connues en Belgique.		
5.C.4.2.b		Absence ou expérience insuffisante en mode de production biologique avec les variétés disponibles dans la base de données.		
5.C.4.3		La variété demandée est peu connue et est demandée à titre d'essai très petite échelle	L'essai est réalisé sur une superficie dont la taille est inférieure à 5 % de la superficie totale occupée par l'espèce concernée sur l'exploitation	
5.C.5		La variété est disponible sous une forme de semence qui ne convient pas.	La demande de dérogation précise la raison pour laquelle la forme de semence disponible ne convient pas et la forme souhaitée.	
5.D.1		La variété demandée est utilisée à des fins de recherches, d'analyse dans le cadre d'essais à petite échelle sur le terrain ou à des fins de conservation avec l'accord du Service.	La variété est destinée à la recherche et à l'analyse d'essais à petite échelle sur le terrain.	Seules les demandes de dérogation concernant des essais réalisés par ou pour le compte de centres de recherche officiels sont recevables.
5.D.2			La variété est destinée à la conservation de la variété.	Seules les demandes de dérogation des centres de recherche officiels sont recevables.

2.2.2° Lorsqu'une demande de dérogation est justifiée au moyen des codes 5.D.1 et 5.D.2 établis dans le tableau fixé au point 2.2.1° de la présente annexe, le Service prend une décision sur base d'un dossier transmis par l'organisme de contrôle.

2.2.3° L'organisme de contrôle transmet au Service, pour avis final, toute demande d'autorisation étayée par une justification non reprise au point 2.2.1° mais assimilable à un des cas visé à l'article 45, § 5 du Règlement 889/2008, accompagnée d'une proposition de décision. A défaut de réaction du Service dans les deux jours ouvrables qui suivent la réception de la demande, l'avis de ce dernier est réputé positif.

### 2.3° Cas particulier des mélanges fourragers

2.3.1° Un mélange de semences fourragères contenant des variétés sous forme non biologiques ne peut être utilisé que si le producteur a obtenu les autorisations nécessaires pour chacune des variétés non biologiques selon les modalités décrites dans la présente annexe.

2.3.2° Le Service établit une liste de noms commerciaux de mélanges pouvant bénéficier d'une dérogation générale pour une saison donnée. Seuls les mélanges contenant au moins une variété sous forme biologique sont pris en considération.

L'utilisation d'un mélange de semences fourragères ainsi reconnu fait l'objet d'une notification préalable selon la procédure décrite au chapitre 3 de la présente annexe.

### Chapitre 3. — Modalités de notification de l'utilisation de semences ou de plants de pomme de terre non biologiques

3.1° L'utilisation de semences ou de plants de pomme de terre non biologiques de variétés appartenant à un sous-groupe d'espèce classé dans le niveau 3 de disponibilité, fait l'objet d'une notification.

3.2° Une notification est une information, destinée à l'organisme de contrôle, de l'intention de l'opérateur d'utiliser des semences ou des plants de pomme de terre sous forme non biologique

3.3° Une notification introduite auprès de l'organisme de contrôle est valable pour autant que les délais d'introduction visés au point 3.4° soient respectés et que la variété demandée ne soit pas disponible sous forme biologique, dans la base de données visée dans le chapitre 1<sup>er</sup> de la présente annexe, au moment de l'introduction de la notification.

Chaque notification fait l'objet d'un accusé de réception de la part de l'organisme de contrôle. Ce dernier vérifie la non disponibilité de la variété sous forme biologique.

Si la variété est effectivement disponible sous forme biologique, l'organisme de contrôle en informe sans délai le demandeur en lui précisant les conséquences qui en découlent.

3.4° La notification est introduite avant la date de semis, à savoir :

- à partir du 1<sup>er</sup> décembre pour les variétés semées au printemps ou l'été de l'année suivante;
- à partir du 1<sup>er</sup> août pour les variétés semées en automne ou en hiver;
- à partir du 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédente pour les variétés semées toute l'année.

3.5° La notification, une fois introduite et confirmée par l'organisme de contrôle, est valable pour une saison à la fois et est conditionnée au respect de l'article 45, § 2 du Règlement 889/2008.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

## Annexe 5. — Modalités d'application des Règlements dans le secteur animal

### Chapitre 1<sup>er</sup>. — Portée

Conformément à l'article 42, 2<sup>e</sup> alinéa du Règlement 834/2007, et sans préjudice de l'article 1<sup>er</sup> du Règlement 889/2008, les dispositions établies dans les Règlements et dans le présent arrêté s'appliquent :

- aux lapins et à leurs produits;
- aux autruches et à leurs produits;
- aux cervidés et à leurs produits;
- aux escargots et à leurs produits.

### Chapitre 2. — Règles applicables à la production

#### 2.1° Conversion

2.1.1° La diminution de la période de conversion visée à l'article 37, § 2 du Règlement 889/2008 est subordonnée à l'accord de l'organisme de contrôle sur base d'une analyse avec résultats négatifs des résidus d'organochlorés et d'organophosphorés dans le sol.

2.1.2° La période de conversion visée à l'article 38 § 1<sup>er</sup> du Règlement 889/2008 est fixée à 4 mois pour les lapins, à 8 mois pour les autruches, et à 12 mois pour les cervidés.

2.1.3° Pour la conversion d'une unité de production d'escargots, la durée de la période de conversion des parcs extérieurs utilisés pour l'alimentation des animaux est ramenée à un an, si aucun produit autre que les produits visés à l'annexe II du Règlement 889/2008 n'a été utilisé pour traiter ces surfaces depuis au moins un an. Pour que les escargots puissent être vendus sous appellation biologique, les animaux doivent avoir été élevés conformément au mode de production biologique depuis la naissance.

#### 2.2° Origine des animaux

2.2.1° La disposition de l'article 8, § 1<sup>er</sup> du Règlement 889/2008 relative aux choix des races et visant à éviter les mises bas difficiles nécessitant une césarienne est considérée comme respectée pour le troupeau de type viandeux d'un élevage donné si 5 ans après l'entrée en conversion, le nombre de naissances naturelles est et reste supérieur à 80 % du nombre total de naissances de l'année. En outre, un pourcentage de 30 % de naissances naturelles doit déjà au moins être atteint 3 ans après l'entrée en conversion.

2.2.2° Pour l'application de l'article 9 § 2 du Règlement 889/2008, l'âge maximal d'introduction dans une unité de production biologique d'animaux non élevés selon le mode de production biologique est fixé à 3 jours pour les autruches et à 15 jours pour les cervidés.

2.2.3° Pour l'application de l'article 9, § 3 du Règlement 889/2008, le pourcentage maximum est fixé à 10 % pour les lapins, les cervidés et les autruches.

2.2.4° Pour l'application de l'article 42 du Règlement 889/2008, le Service prend une décision après consultation du Comité de concertation pour l'agriculture biologique.

2.2.5° Peuvent seuls être vendus en tant que produits biologiques les escargots appartenant aux espèces suivantes :

- *Helix aspersa aspersa* (escargot petit gris);
- *Helix aspersa maxima* (escargot gros gris);
- *Helix pomatia* (escargot de Bourgogne).

2.2.6° L'utilisation d'escargots provenant d'élevages non biologiques n'est autorisée que comme reproducteurs, et seulement si des animaux élevés selon le mode de production biologique ne sont pas disponibles.

L'opérateur conserve des documents justificatifs attestant le recours à cette disposition.

#### 2.3° Alimentation

2.3.1° L'introduction de matières premières conventionnelles dans la filière de production biologique ne peut avoir lieu que sous forme de mono-ingrédients auprès d'un opérateur soumis au contrôle.

2.3.2° L'utilisation des vitamines synthétiques A, D et E pour l'alimentation des ruminants est autorisée, conformément aux dispositions du point 1.1 a) de l'annexe VI du Règlement 889/2008.

#### 2.4° Prophylaxie et soins vétérinaires

2.4.1° Pour l'application de l'article 23, § 1<sup>er</sup> du Règlement 889/2008, l'utilisation des médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse ou d'antibiotiques est considérée comme un traitement préventif dans les cas suivants :

- a) lorsque le traitement est appliqué sans que ou avant que l'animal ne manifeste les symptômes de la maladie;
- b) lorsque le traitement est appliqué sans que ou avant qu'un problème sanitaire n'ait été diagnostiqué;

c) lorsque le traitement est appliqué de manière répétitive et collective sur une catégorie d'animaux du troupeau, sans préjudice des dispositions reprises à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, point e) iv) du Règlement 834/2007.

2.4.2° Pour l'application de l'article 24, § 3 du Règlement 889/2008, le recours à des médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse ou à des antibiotiques sous la responsabilité d'un médecin vétérinaire suppose que chacun des traitements concernés a été préalablement prescrit par un médecin vétérinaire.

2.4.3° Pour l'application de l'article 24, § 4 du Règlement 889/2008, on entend par « plans d'éradication obligatoires », des mesures mises en œuvre en application de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux et de ses arrêtés d'exécution.

#### 2.5° *Gestion de l'élevage, transport, identification*

2.5.1° Pour l'application de l'article 12, § 5, alinéa 2 du Règlement 889/2008, le Service fixe, en concertation avec le Comité de concertation pour l'agriculture biologique, la liste des souches à croissance lente qui peuvent être utilisées dans le cas où les producteurs n'appliquent pas les règles d'âge minimal d'abattage.

2.5.2° En application de l'article 39 du Règlement 889/2008, l'attache des bovins est autorisée dans les exploitations de petite taille détenant moins de 50 bovins à l'attache. Les autres dispositions sont d'application.

En application de l'article 95, § 1<sup>er</sup> du Règlement 889/2008, et moyennant le respect des conditions y établies, l'attache des bovins est autorisée jusqu'au 31 décembre 2010 dans les exploitations dont les bâtiments existaient déjà avant le 24 août 2000.

2.5.3° L'échaudage des escargots est réalisé à l'eau bouillante, sans utilisation de sel ni de vinaigre, les animaux ayant été préalablement retirés des parcs extérieurs pendant une durée minimale de 5 jours.

#### 2.6° *Effluents d'élevage*

Outre les chiffres fixés à l'annexe IV du Règlement 889/2008, en application de l'article 15, § 2 du Règlement 889/2008, les valeurs suivantes, fixant le nombre d'animaux par hectare équivalant à 170 kg N/ha/an, sont d'application :

- poulettes destinées à la ponte de 3 jours à 18 semaines : 580;
- dindes : 80;
- autruches de moins de 3 mois : 50;
- autruches de 3 à 12 mois : 20;
- autruches de plus de 12 mois : 10;
- cervidés de moins de 12 mois : 12;
- cervidés de plus de 12 mois : 6;
- lapins de chair : 430.

#### 2.7° *Espaces en plein air et bâtiments d'élevage*

2.7.1° Outre les chiffres fixés à l'annexe III du Règlement 889/2008, en application de l'article 10, § 4 du Règlement 889/2008, les superficies minimales nettes suivantes, dont doivent disposer les animaux dans les bâtiments et dans les aires d'exercice en plein air, sont d'application :

	Age	A l'intérieur	A l'extérieur
Poulettes destinées à la ponte	3 jours à 6 semaines	maximum 13 animaux/m <sup>2</sup>	
	6 à 12 semaines	maximum 13 animaux/m <sup>2</sup>	
	12 à 18 semaines	maximum 10 animaux/m <sup>2</sup>	minimum 1 m <sup>2</sup> /animal
Autruches	6 à 12 semaines	minimum 1,5 m <sup>2</sup> /animal	minimum 10 m <sup>2</sup> /animal
	12 semaines à 12 mois	minimum 2,5 m <sup>2</sup> /animal	minimum 125 m <sup>2</sup> /animal
	12 mois et plus	minimum 4 m <sup>2</sup> /animal	minimum 200 m <sup>2</sup> /animal
Lapins reproducteurs (lapereaux compris)	—	minimum 0,6 m <sup>2</sup> /animal au total	
Lapins de chair	plus de 30 jours	maximum 5 animaux/m <sup>2</sup> au total	
Cervidés	moins de 12 mois	minimum 2 m <sup>2</sup> /animal	minimum 4 m <sup>2</sup> /animal
	12 mois et plus	minimum 5 m <sup>2</sup> /animal	minimum 10 m <sup>2</sup> /animal
Escargots	plus de 7 jours	—	maximum 330 animaux/m <sup>2</sup> et maximum 4 kg de poids vif/m <sup>2</sup>

2.7.2° Aux fins de l'application de l'annexe III du Règlement 889/2008, on entend par « installation mobile » un bâtiment qui est changé de parcelle au moins une fois par an, de manière à assurer une gestion adéquate des parcours extérieurs (quantités d'effluents, enherbage des parcours). Un bâtiment, même présenté comme mobile et qui n'est jamais déplacé au cours de l'année est à considérer comme une installation fixe.

2.7.3° Pour l'application de l'article 11, § 4 du Règlement 889/2008 et de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, point b) vi) du Règlement 834/2007, la durée maximale d'isolement des truies à l'intérieur du bâtiment en fin de gestation et pendant la période d'allaitement est fixée à 28 jours.

2.7.4° Pour l'application de l'article 14, § 1<sup>er</sup> du Règlement 889/2008, la couverture partielle des aires d'exercice extérieures ne peut dépasser 50 % de la superficie de l'aire d'exercice extérieure accessible aux animaux. Cette proportion peut être portée à 75 % à condition qu'au moins la moitié du périmètre du bâtiment d'élevage soit à front ouvert.

Pour les lapins, l'aire des espaces de plein air peut être couverte jusqu'à 90 % à condition qu'au moins 25 % du périmètre du bâtiment soit à front ouvert, et pour autant que tous les lapins aient un accès direct et permanent au front ouvert.

2.7.5° Les lapins doivent être élevés au sol, avec accès éventuel à un niveau surélevé, et ne peuvent être gardés en cages.

2.7.6° En application de l'article 23, § 5 du Règlement 889/2008, la durée minimale de vide sanitaire entre chaque bande d'élevage de volailles est fixée à 6 semaines pour les parcours.

2.7.7° A partir de l'âge de 8 jours et en dehors de la période d'hibernation pour les reproducteurs, les escargots doivent être élevés dans des parcs extérieurs enherbés, qui peuvent être couverts. L'élevage et la reproduction des escargots doivent se faire en respectant leur cycle biologique naturel. A la fin de chaque cycle d'engraissement, les parcs extérieurs doivent rester vides pendant une durée minimale de trois mois.

### Chapitre 3. — Règles pour la traçabilité des animaux et des produits animaux

#### 3.1° Principes généraux

3.1.1° Outre les mesures de contrôle et de précaution fixées dans les Règlements, notamment aux articles 27 et 28 du Règlement 834/2007 et au titre IV Règlement 889/2008, et sans préjudice des dispositions légales relatives à l'identification et l'enregistrement des animaux, les mesures supplémentaires fixées ci-dessous sont d'application, en exécution de l'article 27, § 13 du Règlement 834/2007 pour assurer la traçabilité des produits animaux tout au long de la chaîne de production, de transformation et de préparation.

3.1.2° Pour les espèces pour lesquelles un système d'identification et d'enregistrement Sanitel est organisé, chaque producteur autorise les organismes de contrôle agréés à disposer des informations de la base de données concernant son troupeau. Il est en outre tenu de conserver en permanence au siège de l'exploitation, les relevés successifs du registre Sanitel de son troupeau, qui lui ont été transmis par l'association chargée de l'identification et de l'enregistrement des animaux.

#### 3.2° Circuit de commercialisation et de transformation de la viande

3.2.1° Dans les 15 jours qui suivent la naissance d'un bovin dans le troupeau, le producteur est tenu de prélever un échantillon de poils du veau, selon la méthode définie par l'association chargée de l'identification et de l'enregistrement des bovins, et de transmettre ces échantillons au lieu de stockage désigné.

3.2.2° Lors de toute commercialisation d'un bovin de son troupeau avec une référence au mode de production biologique, le producteur est tenu de prélever un échantillon de poils de l'animal, selon la méthode définie par l'association chargée de l'identification et de l'enregistrement des bovins, et de transmettre cet échantillon au lieu de stockage désigné par le Service.

3.2.3° Les animaux commercialisés avec une référence au mode de production biologique sont accompagnés d'une fiche de transaction numérotée délivrée par l'organisme de contrôle, dont le modèle est soumis à l'avis des organisations représentatives du secteur de la production biologique, et à l'approbation du Service.

La fiche de transaction accompagne successivement l'animal et la carcasse jusqu'au premier acheteur de la carcasse. Celui-ci renvoie la fiche de transaction originale à l'organisme de contrôle.

Chaque opérateur successif jusqu'au premier acheteur de la carcasse formalise son engagement à fournir un animal ou un produit obtenu conformément au mode de production biologique en complétant la partie de la fiche de transaction qui lui est destinée.

3.2.4° A toutes les étapes de commercialisation, de transport, d'abattage et de découpe, les carcasses, les quartiers de carcasses et les morceaux de viande doivent porter une référence au mode de production biologique et être identifiés de façon permanente et non équivoque, de manière à pouvoir retracer la provenance du produit en remontant la chaîne de transformation jusqu'aux producteurs concernés.

3.2.9° L'opérateur qui vend des viandes ou produits de viande biologiques au consommateur final ne peut vendre des viandes ou produits de viande non biologiques de la même espèce que dans les cas suivants :

- les viandes ou produits de viande biologiques sont vendus à la découpe et les viandes ou produits de viande non biologiques sont découpés et préemballés par un tiers;

- les viandes ou produits de viande non biologiques sont vendus à la découpe et les viandes ou produits de viande biologiques sont découpés et préemballés, soit par un tiers, soit par lui-même, mais dans ce cas par série complète et séparée dans le temps.

Une dérogation à ce principe peut être accordée par l'organisme de contrôle sur demande motivée de l'opérateur, en vue de vendre sans référence au mode de production biologique des produits non certifiés issus de la transformation de viandes certifiées biologiques. Ces produits non certifiés ne peuvent en aucun cas être vendus avec une référence au mode de production biologique. La dérogation précisera le(s) produit(s) concerné(s) ainsi que sa durée d'application.

#### 3.3° Circuit de commercialisation et de transformation du lait et des produits laitiers

3.3.1° Pour l'application de l'article 30 du Règlement 889/2008 au secteur laitier, l'acheteur attribue au producteur deux identifications distinctes, l'une pour la livraison de lait biologique, l'autre pour la livraison de lait ne respectant pas le mode de production biologique, à condition que le producteur soit en possession d'un certificat établi par l'organisme de contrôle attestant de la conformité de son unité de production au mode de production biologique pour la production de lait. Ces identifications sont implémentées dans un système d'étiquetage contenant notamment l'identification du producteur, et une référence au mode de production biologique et à l'organisme de contrôle pour la livraison de lait biologique.

3.3.2° Pour chaque livraison de lait, le producteur formalise son engagement à livrer du lait biologique en utilisant les étiquettes destinées à la livraison de lait biologique. En cas de livraison de lait non certifié biologique (traitements thérapeutiques, animaux en conversion...), le producteur utilise les étiquettes destinées à la livraison de lait conventionnel.

3.3.3° L'acheteur organise de préférence des collectes exclusivement réservées au lait biologique. Si ce n'est pas le cas, un ou plusieurs compartiments munis d'un système de pompage séparé sont exclusivement réservés au lait biologique.

3.3.4° A toutes les étapes de production, de stockage, de transport et de transformation de lait biologique, les cuves, compartiments, citernes et autres tanks contenant du lait biologique doivent être identifiés avec une référence à la production biologique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN



## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2010 — 1223

[C – 2010/27051]

**11. FEBRUAR 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung über die biologische Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91, geändert durch die Verordnung Nr. 967/2008 des Rates vom 29. September 2008;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle, geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1254 der Kommission vom 15. Dezember 2008;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 2°, 3° und 6°, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 1. März 2007 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 und des Artikels 4, abgeändert durch die Gesetze vom 5. Februar 1999 und vom 1. März 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 über den biologischen Landbau und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse;

Aufgrund des am 9. Januar 2009 abgegebenen Gutachtens des Konzertierungsausschusses für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 19. März 2009;

Aufgrund des am 15. Juli 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 46.927/4;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass legt die Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91, geändert durch die Verordnung Nr. 967/2008 des Rates vom 29. September 2008 (nachstehend «Verordnung 834/2007» genannt) sowie ihrer Durchführungsverordnungen fest.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

2° Dienststelle: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° Verordnung 889/2008: die Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle, geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1254 der Kommission vom 15. Dezember 2008;

4° Verordnungen: die Verordnung 834/2007 sowie ihre Durchführungsverordnungen;

5° Kontrollorgan: jede Einrichtung, die nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassen wird, um die in Artikel 27 der Verordnung 834/2007 vorgesehenen Kontrollen durchzuführen;

**Art. 3** - In Anwendung von Artikel 42, Absatz 2 der Verordnung 834/2007 und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 1 der Verordnung 889/2008 gilt, dass solange in den Verordnungen keine Produktionsvorschriften für bestimmte Tierarten, Wasserpflanzen und Mikroalgen vorgesehen werden, die in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bestimmungen oder in Ermangelung derartiger Bestimmungen private Standards, die vom Minister genehmigt oder anerkannt worden sind, Anwendung finden.

In Anwendung von Artikel 1, § 3, Absatz 2 der Verordnung 834/2007 ist die Verwendung von Hinweisen auf das biologische Produktionsverfahren im Bereich der Gemeinschaftsverpflegung erlaubt, unter der Bedingung, dass die Arbeitsgänge in gemeinschaftlichen Verpflegungseinrichtungen und die Tarife für die Gebühren, die bei den diesbezüglichen Kontrollen erhoben werden, die Bedingungen eines Lastenheftes erfüllen, das der Minister nach Beratung mit dem in Artikel 16 angeführten Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft genehmigt.

Für die Anwendung von Artikel 95, § 5 der Verordnung 889/2008 ist die Verwendung von Hinweisen auf das biologische Produktionsverfahren bei der Vermarktung von Futtermitteln für Heimtiere erlaubt, unter der Bedingung, dass Arbeitsgänge zur Verarbeitung der besagten Futtermittel die Bestimmungen eines Lastenheftes erfüllen, das der Minister nach Beratung mit dem in Artikel 16 angeführten Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft genehmigt.

**Art. 4** - § 1. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 28, § 3 der Verordnung 834/2007 sind die nach Artikel 6 zugelassenen Kontrollorgane befugt, die in § 1 des genannten Artikels erwähnten Meldungen entgegenzunehmen.

§ 2. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 28, § 2 der Verordnung 834/2007 wird das Unternehmen, das vorverpackte biologische Erzeugnisse direkt an den Endverbraucher oder -nutzer verkauft, von der Anwendung des genannten Absatzes ausgenommen, unter der Bedingung, dass das betreffende Unternehmen keine biologischen Erzeugnisse oder Umstellungserzeugnisse erzeugt, aufbereitet oder an einem anderen Ort als der Verkaufsstelle lagert, dass es diese Tätigkeiten nicht an Dritte vergibt und dass es keine Erzeugnisse ausführt, die im Einklang mit den Produktionsvorschriften der Verordnungen hergestellt wurden.

§ 3. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 28, § 2 der Verordnung 834/2007 wird das Unternehmen, das nicht vorverpackte biologische Erzeugnisse direkt an den Endverbraucher oder -nutzer verkauft, von der Anwendung des genannten Absatzes ausgenommen, unter der Bedingung, dass das betreffende Unternehmen keine biologischen



Erzeugnisse oder Umstellungserzeugnisse erzeugt, aufbereitet oder an einem anderen Ort als der Verkaufsstelle lagert, dass es diese Tätigkeiten nicht an Dritte vergibt und dass es keine Erzeugnisse ausführt, die im Einklang mit den Produktionsvorschriften der Verordnungen hergestellt wurden, und unter der Bedingung, dass der jährlich für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in nicht vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandte Betrag 5.000 Euro (ausschl. MwSt.) nicht übersteigt.

Jedes Unternehmen, das die Bedingungen für eine Befreiung nach Absatz 1 erfüllt, hat bei der Dienststelle eine entsprechende schriftlich Erklärung abzugeben. Es verpflichtet sich, die Bestimmungen der Verordnungen und des vorliegenden Erlasses zu beachten und die Dienststelle zu informieren, sobald die Bedingungen für die Befreiung nicht mehr erfüllt sind.

**Art. 5** - In Anwendung von Artikel 27, § 4, b) der Verordnung 834/2007 werden die Kontrollaufgaben, die bei der Umsetzung der Verordnungen und des vorliegenden Erlasses anfallen, unter Beachtung der in Artikel 27, § 5 ff. der Verordnung 834/2007 erwähnten Voraussetzungen Kontrollorganen übertragen.

**Art. 6** - Der Minister ist zuständig für die Zulassung der privaten Einrichtungen, die mit der Umsetzung des Kontrollverfahrens, denen die in Artikel 4, § 1 angeführten Unternehmen unterliegen, beauftragt sind.

**Art. 7** - Die private Einrichtung, die sich um die in Artikel 6 angeführte Zulassung bewirbt, reicht bei der Dienststelle einen Zulassungsantrag ein.

Der Zulassungsantrag muss belegen, dass der Antragsteller die in der Verordnung 834/2007 vorgeschriebenen Auflagen erfüllt. Der Antragsteller muss des weiteren angeben:

1° die ggf. vorhandenen Referenzen und die zweckdienliche Erfahrung, die private Einrichtung, die sich um die Zulassung im Rahmen der Kontrolle der biologischen Produktionsmethode der landwirtschaftlichen Erzeugnisse bewirbt, geltend machen kann;

2° die Einrichtungen und die Ausrüstung, über die die private Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, in Belgien verfügt, und die ihr die Ausführung aller zweckdienlichen Aktivitäten in Zusammenhang mit der Kontrolle und der Zertifizierung der biologischen Erzeugnisse in der Wallonischen Region ermöglichen; die private Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, gibt genau die Stelle(n) auf dem belgischen Gebiet an, an denen alle Dokumente bezüglich der Kontrolle und der Zertifizierung der biologischen Erzeugnisse in der Wallonischen Region einsehbar sind;

3° die Angaben zu der natürlichen Person, die für alle Aktivitäten der privaten Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, verantwortlich ist;

4° die Angaben zu dem mit den Kontrollen beauftragten Personal;

5° die Angaben zu wenigstens einem der Inspektoren, die die Eigenschaft eines für die Kontrollaktivitäten technischen Verantwortlichen besitzen;

6° die Verpflichtung der privaten Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, wenigstens 25 verschiedene Erzeuger auf dem Gebiet der Wallonischen Region innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung der Zulassung im *Belgischen Staatsblatt* zu kontrollieren;

7° die Bescheinigung über die Akkreditierung, die belegt, dass die private Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, die Auflagen der Norm EN 45011 oder ISO 65 in der jeweils neuesten Fassung erfüllt, was die Kontrollen der biologischen Produktionsmethode für die landwirtschaftlichen Erzeugnisse betrifft.

**Art. 8** - § 1. Die Dienststelle wird beauftragt mit der Überwachung der privaten Einrichtungen, die mit der Umsetzung des Kontrollverfahrens, denen die in Artikel 4, § 1 des vorliegenden Erlasses angeführten Unternehmen unterliegen, beauftragt sind.

§ 2. Die Zulassung wird der Kontrollleinrichtung entzogen, falls sie die in Artikel 27, § 9, d) der Verordnung 834/2007 vorgesehenen Auflagen nicht erfüllt oder wenn sie ihre Verpflichtung, gemäß Artikel 7, Absatz 2, 6° wenigstens 25 verschiedene Erzeuger auf dem Gebiet der Wallonischen Region innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung der Zulassung im *Belgischen Staatsblatt* zu kontrollieren, nicht beachtet.

Falls die Dienststelle sich in Anwendung von Absatz 1 gezwungen sieht, den Entzug der Zulassung eines Kontrollorgans vorzuschlagen, so informiert sie es darüber und übermittelt die zu Lasten dieses Organs berücksichtigten Sachverhalte.

Die Dienststelle fordert anschließend das betreffende Kontrollorgan auf, seinen Standpunkt im Rahmen einer Anhörung angemessen zu den ihm zu Lasten gelegten Sachverhalten geltend zu machen.

Nach Prüfung der Akte durch die Dienststelle übermittelt die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (nachstehend «DGARNE» genannt) dem Minister ein begründetes Gutachten, auf dessen Grundlage sie ihm ggf. vorschlägt, der fraglichen Kontrollleinrichtung die Zulassung zu entziehen.

§ 3. Im Falle eines zeitweiligen oder endgültigen Entzugs der Zulassung hat das fragliche Kontrollorgan auf eigene Kosten unverzüglich alle Unternehmen über diese amtliche Entscheidung zu informieren und sie auf die dringende Notwendigkeit aufmerksam zu machen, sich bei einem anderen Kontrollorgan einzutragen.

Die Gewährung oder der Entzug der Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* und auf den Webseiten des Internetportals der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

**Art. 9** - Unbeschadet der Bestimmungen der Verordnungen sind die Kontrollorgane verpflichtet, die in dem Lastenheft, das die Anlage 1 des vorliegenden Erlasses bildet, festgelegten zusätzlichen Vorschriften zu beachten.

**Art. 10** - Die Kontrollorgane wenden die Strafen an und beachten dabei die Modalitäten und die Tabelle der Sanktionen, die in Anlage 2 festgelegt werden.

**Art. 11** - Die unteren und oberen Grenzen für die Gebühren, die die Unternehmen an die Kontrollorgane zahlen, werden auf der Grundlage der in Anlage 3 bestimmten Tabelle bestimmt.

**Art. 12** - Die Kontrollorgane sind verpflichtet, alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, damit jedes Unternehmen, das die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beachtet und seine Beteiligung an den Kosten für die Kontrolle zahlt, die Sicherheit hat, Zugang zum Kontrollsystem zu erhalten.

Für den Fall, dass ein Unternehmen das Kontrollorgan wechselt, übermittelt das erste Kontrollorgan dem folgenden Kontrollorgan sofort alle zweckdienlichen Angaben, die für die Weiterführung der Kontrolltätigkeit in diesem Unternehmen notwendig sind.

**Art. 13** - Falls ein in Artikel 4, § 1 angeführtes Unternehmen ein Kontrollorgan mit einem Einspruch, einer Beschwerde oder einer Beanstandung befasst und der Beschluss nach Abschluss der Bearbeitung dieser Akte nach dem in Anwendung der Norm EN 45011 oder der Norm ISO 65 für Einrichtungen, die die Zertifizierung von Erzeugnissen durchführen, festgelegten Verfahren durch das genannte Unternehmen beanstandet wird, so ist dieses genannte Unternehmen berechtigt, eine Verwaltungsbeschwerde bei der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie einzureichen. Zu diesem Zweck muss es die Mittel zu seiner Verteidigung durch ein an den Generaldirektor der Abteilung Entwicklung gerichtetes Einschreiben übermitteln und zwar innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Zustellung des Schreibens, durch das ihm die Entscheidung, die Gegenstand der Beschwerde ist, übermittelt wurde.

Nach Prüfung der Verteidigungsmittel des Betreffenden kann der Generalinspektor diesen vorladen, um ihn anzuhören. Das betreffende Unternehmen kann gleichermaßen beantragen, vor der Beschlussfassung durch den Generaldirektor angehört zu werden. Weitere Beteiligte können aufgefordert werden, an der Unterredung teilzunehmen.

Der Generalinspektor fasst einen Beschluss, den er dem Betreffenden per Einschreiben mitteilt.

Falls Kosten für Gutachten zu Lasten der Wallonischen Region anfallen und falls der beanstandete Beschluss bestätigt wird, wird diesem Einschreiben eine Zahlungsaufforderung für diese Kosten beigefügt, durch die der Betreffende aufgefordert wird, diese Summe innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe des Schreibens zu begleichen.

**Art. 14** - Durchführungsvorschriften zu den Verordnungen im Pflanzen- und Tiersektor werden in den Anlagen 4 bzw. 5 festgelegt.

Im Einvernehmen mit dem in Artikel 16 angeführten Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft erstellt die Dienststelle eine Liste der in Anwendung von Artikel 95, § 6 der Verordnung 889/2008 zugelassenen Erzeugnisse.

**Art. 15** - § 1. Zusätzlich zu den im Rahmen des vorliegenden Erlasses getroffenen Sondervorschriften übt die Dienststelle die Rolle der zuständigen Behörde aus, wenn von Artikel 29, Artikel 36, § 4, Punkt *b*) und Artikel 58, § 1, Punkt *c*) der Verordnung 889/2008 die Rede ist.

§ 2. In den in Artikel 9, § 4, Artikel 18, § 1, Artikel 36, § 2 und § 3, Artikel 40, § 1, Punkt *a*), *v*), Artikel 40, § 1, Punkt *b*), Artikel 40, § 2, Artikel 47, Artikel 95, § 1 und § 2 und in Anhang VIII, Punkt A, Anmerkung (1) der Verordnung 889/2008 angeführten Fällen trifft die Dienststelle ihren Beschluss auf der Grundlage einer Akte, die von dem Kontrollorgan übermittelt wird und einen Beschlussvorschlag beinhaltet.

**Art. 16** - Der Minister kann die Anlagen des vorliegenden Erlasses beliebig abändern, um diese an die Änderungen der Verordnungen, an die Entwicklung der Kontrolltechniken und die Entwicklung der biologischen Produktionsmethoden anzupassen.

Diese Anpassungen werden nach Beratung mit den repräsentativen Organisationen des Wirtschaftszweigs der biologischen Produktion festgelegt. Diese Organisationen sind innerhalb eines Konzertierungsausschusses für die biologische Landwirtschaft vereint, deren Vorsitz und Sekretariatsführung durch die Dienststelle gewährleistet wird. Der genannte Ausschuss legt seine allgemeine Dienstordnung fest und definiert seine Arbeitsweise. Dieser Konzertierungsausschuss muss Vertreter aller von den biologischen Produktionsmethoden betroffenen Betriebszweige umfassen: Erzeuger, Verarbeiter, Verbraucher, Kontrollorgane und Begleitstrukturen.

**Art. 17** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 8 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

**Art. 18** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 über den biologischen Landbau und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse wird aufgehoben.

**Art. 19** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Februar 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

#### Anlage 1 - **Zusätzliche vorschriften in bezug auf die kontrolle des biologischen landbaus**

Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen der Verordnungen werden im vorliegenden Lastenheft zusätzliche Vorschriften in Bezug auf die Kontrolle des biologischen Landbaus festgelegt, die von den zugelassenen Kontrollorganen gemäß Artikel 9 des vorliegenden Erlasses anzuwenden sind.

##### **Kapitel I - Modalitäten für die Anwendung der Gesetzgebung**

###### *1.1° Allgemeiner Grundsatz*

Für die Anwendung von Artikel 11 der Verordnung 834/2007 und von Artikel 17 der Verordnung 889/2008 liegt ein getrennter Betrieb bei gleichzeitigem Bestehen einer getrennten geographischen Einheit im Sinne der Rechtsvorschriften über die Identifizierung und Registrierung der Tiere (Sanitel) einerseits und einer getrennten juristischen Einheit andererseits vor.

###### *1.2° Meldung der Aktivität und Beginn der Umsetzung des Kontrollverfahrens*

In Anwendung von Artikel 28, § 3 der Verordnung 834/2007 sind die zugelassenen Kontrollorgane befugt, die in Artikel 28, § 1 der genannten Verordnung erwähnten Meldungen entgegenzunehmen.

Das Datum des Beginns der Umsetzung der Kontrollregelung, mit dem insbesondere der Umstellungszeitraum bei den Erzeugern beginnt, wird auf den Tag festgelegt, an dem das Kontrollorgan die Notifizierung des Unternehmens und seine Verpflichtung erhalten hat, seinen Betrieb der Kontrollregelung zu unterwerfen. Diese Verpflichtung wird durch die Unterzeichnung eines Vertrags konkretisiert, der zwischen dem Erzeuger und dem Kontrollorgan abgeschlossen wird.

#### 1.3° Rückverfolgbarkeit von tierischen Erzeugnissen

1.3.1° Das Kontrollorgan muss mit dem Organ, das für die Verwaltung des Sanitel-Systems zur Identifizierung und Registrierung von Tieren verantwortlich ist, eine Vereinbarung über einen regelmäßigen Zugang zu Informationen über die unter Kontrolle stehenden Bestände und Tiere der Unternehmen für alle Arten treffen, für die ein Sanitel-System betrieben wird.

1.3.2° Das Kontrollorgan muss jährlich Proben von Fleisch und Fleischerzeugnissen entsprechend einem Mindestanteil von 5 % der zur Vermarktung geschlachteten, biologisch gehaltenen Rinder entnehmen und diese Proben mittels einer DNA-Analyse mit den von den Erzeugern in Anwendung des vorliegenden Erlasses entnommenen Haarproben der entsprechenden Tiere auf Übereinstimmung prüfen.

### Kapitel 2 - Planung und Durchführung der Kontrollen

2.1° Bei Erhalt der Notifizierung eines Unternehmens und seiner Verpflichtung, seinen Betrieb der Kontrollregelung im Sinne von Punkt 1.2° der vorliegenden Anlage zu unterwerfen, führt das Kontrollorgan die von der Verordnung 834/2007 vorgeschriebene erste Kontrolle innerhalb einer Frist von 30 Tagen durch.

2.2° Neben der in Punkt 2.1° angeführten ursprünglichen Kontrolle werden die von den Kontrollorganen durchgeführten Kontrollen in vier einzelne Kategorien aufgeteilt:

a) die umfassende jährliche körperliche Kontrolle, definiert und vorgeschrieben durch Artikel 65, § 1 der Verordnung 889/2008;

b) die Kontrolle zur Ergänzung der umfassenden jährlichen körperlichen Kontrolle, die notwendig wird, falls die umfassende Kontrolle im Rahmen eines einzigen Besuchs nicht vollständig durchgeführt werden konnte;

c) die verstärkte Kontrolle, die im Rahmen der Anwendung der in Kapitel 4 der vorliegenden Anlage angeführten Tabelle der Sanktionen durchgeführt wird;

d) die unangekündigte Stichprobenkontrolle nach Artikel 65, § 4 der Verordnung 889/2008.

Die in den Punkten a) und b) angeführten Kontrollen betreffen alle Aktivitäten des Unternehmens.

2.3° das Kontrollorgan führt Stichprobenkontrollen durch, deren Anzahl wenigstens 60% der Anzahl aller Unternehmen, die seiner Kontrolle unterliegen, betrifft.

Die Mindestanzahl der durchzuführenden Stichprobenkontrollen wird anhand der Situation am 31. Dezember des vorangegangenen Jahres berechnet.

2.4° Das Kontrollorgan unterbreitet der Dienststelle zwecks Genehmigung ein Verfahren zur Planung der unangekündigten Kontrollbesuche und zur Auswahl der Unternehmen, die diesen Kontrollen unterworfen werden auf der Grundlage einer allgemeinen Bewertung der Gefahr einer Missachtung der Verordnung oder des vorliegenden Erlasses. Dieses Verfahren wird dem in Artikel 16 angeführten Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft zur Begutachtung unterbreitet.

2.5° Bei Verdacht auf Unregelmäßigkeiten muss das Kontrollorgan so schnell wie möglich eine Kontrolle bei dem betroffenen Unternehmen durchführen.

2.6° Unangekündigte Kontrollen können Teilkontrollen sein, die zur Überprüfung einer begrenzten Anzahl Punkte dienen. In diesem Fall passt das Kontrollorgan die Kontrollen dem spezifischen Tätigkeitsfeld des Unternehmens und dem Inhalt seiner Akte an.

2.7° Im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 67, § 1, Punkt b) der Verordnung 889/2008 in den Aufbereitungseinheiten, in denen auch nichtbiologische Erzeugnisse verarbeitet, verpackt oder gelagert werden, übermittelt das Unternehmen dem Kontrollorgan im Voraus die Pläne für die biologische Erzeugung.

### Kapitel 3 - Planung, Durchführung und Auslegung der Analysen

3.1° Im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 65, § 2 der Verordnung 889/2008 entnimmt das Kontrollorgan in jedem neuen Betrieb, der seine Umstellung auf den biologischen Landbau notifiziert, eine Bodenprobe oder eine Probe von einem pflanzlichen oder tierischen Erzeugnis und führt eine Analyse durch, um eventuell vorhandene Rückstände oder kontaminierende Stoffe aufzuspüren.

3.2° Bei den Unternehmen, die nicht in Punkt 3.1° erwähnt sind, führt das Kontrollorgan eine Reihe von Routineanalysen durch, deren Anzahl deren Anzahl wenigstens 60% der Anzahl aller Unternehmen betrifft.

3.3° Bei allen unter Kontrolle stehenden Unternehmen führt das Kontrollorgan eine Analyse eines Erzeugnisses durch, falls der Verdacht auf Unregelmäßigkeiten besteht.

3.4° Das Kontrollorgan unterbreitet der Dienststelle zwecks Genehmigung ein Verfahren zur Planung der Probeentnahme, der Auswahl der Unternehmen, die diesen Kontrollen unterworfen werden, und der Erzeugnisse, die zu analysieren sind sowie der Art der gesuchten Erzeugnisse auf der Grundlage einer allgemeinen Bewertung der Gefahr einer Missachtung der Verordnungen oder des vorliegenden Erlasses. Dieses Verfahren wird dem Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft zur Begutachtung unterbreitet.

3.5° Die an pflanzlichen und tierischen Erzeugnissen durchgeführten Analysen richten sich auf den unerlaubten Gebrauch verbotener Erzeugnisse einschließlich des Gebrauchs genetisch veränderter Organismen oder davon abgeleitete Erzeugnisse sowie eventueller Rückstände vermuteter Umweltverschmutzung.

3.6° Die Analyse von Pflanzenproben, die bei den Erzeugern entnommen wurden, betrifft hauptsächlich Herbizide, Fungizide, Insektizide, Akarizide, Molluskizide, Bakterizide, Rodentizide, Repellent, keimhemmende Stoffe, Wachstumsregler, Reifungshemmstoffe und Reifungsbeschleuniger.

3.7° Neben den im vorigen Punkt erwähnten Erzeugnissen betrifft die Analyse von Pflanzenproben bei Aufbereitern, Verarbeitern und Importeuren auch Lebensmittelzusatzstoffe, Farbstoffe, Aromastoffe, Geschmacksverstärker, Konservierungsstoffe, Trägerstoffe, Lösungsmittel und andere Verarbeitungshilfsstoffe.

3.8° Die Analyse von tierischen Erzeugnissen betrifft hauptsächlich chemisch-synthetische allopathische Tierarzneimittel, Antibiotika, schmerzstillende Mittel, Kokzidiostatika, das Wachstum oder die Erzeugung fördernde Stoffe, Zusatzstoffe, Konservierungsstoffe und andere Verarbeitungshilfsstoffe wie Nitrate und Sorbate in Milch sowie Nitrite, Nitrate, Sulfit, Phosphate und Glutamate in Fleisch und Fleischerzeugnissen.

3.9° Jegliche Verwendung von Pflanzenschutzmitteln, die die in Artikel 5 der Verordnung 889/2008 festgelegten Bedingungen missachtet, gilt als untersagt, ab einem Rückstandsgehalt, der anderthalb mal höher ist als der in Artikel 3, § 2, Punkt f) der Verordnung (EG) Nr. 396/2005 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Februar 2005 über Höchstgehalte an Pestizidrückständen in oder auf Lebens- und Futtermitteln pflanzlichen und tierischen Ursprungs und zur Änderung der Richtlinie 91/414/EWG des Rates festgelegte Rückstandshöchstgehalt, es sei denn, das Unternehmen erbringt zur Zufriedenheit des Kontrollorgans den Beweis, dass die nachgewiesenen Rückstände auf eine Kontaminierung zurückzuführen sind, die durch einen Faktor entstanden ist, der in keinem Zusammenhang mit den Anforderungen an das biologische Produktionsverfahren steht.

Die zu berücksichtigende Bestimmungsgrenze steht im Zusammenhang mit der Analysemethode, die von dem mit dieser Analyse beauftragten Labor angewandt wird. Die besagte Methode wird durch die Akkreditierung dieses Labors nach der Norm EN 17025 validiert.

Das Ergebnis von im Labor durchgeführten ergänzenden Analysen dient als Informationsmittel bei der Bewertung der Erheblichkeit der vorgebrachten Argumente. Diese Fälle werden von der Kontrollstelle und der Dienststelle gründlich geprüft.

#### Kapitel 4 - Tabelle der Sanktionen

4.1° Neben der Anwendung der in Artikel 30 der Verordnung Nr. 834/2007 und in Artikel 91, § 2 der Verordnung 889/2008 festgelegten Bestimmungen wendet das Kontrollorgan eine oder mehrere der folgenden Sanktionen an, falls es eine Unregelmäßigkeit oder einen Verstoß feststellt:

Sanktionen		Anwendung
Vermerke	Einfacher Vermerk	Der einfache Vermerk wird bei kleinen Unregelmäßigkeiten oder bei deutlich unfreiwilligen Versäumnissen seitens des Unternehmens verwendet.
	Bitte um Verbesserung	In der Bitte um Verbesserung werden die festgestellte Unregelmäßigkeit, die erwartete Verbesserung und die Frist für die Durchführung dieser Verbesserung erläutert.
Verwarnung		Die Verwarnung geht mit dem Vermerk der Sanktion einher, die Anwendung findet, falls das Unternehmen diese Verwarnung nicht beachtet. Eine Missachtung der Bitte um Verbesserung innerhalb der festgesetzten Frist hat immer eine Verwarnung zur Folge. Bei Aussprechen einer Verwarnung wird systematisch eine verschärfte Kontrolle beschlossen.
Verschärfte Kontrolle		Die Kosten für die verschärfte Kontrolle gehen zu Lasten des Unternehmens.
Rückstufung und Sperren	Rückstufung Parzelle	Rückstufung einer bestimmten Parzelle für einen bestimmten Zeitraum.
	Rückstufung Los	Endgültige Rückstufung eines bestimmten Teils einer vorhandenen Produktion.
	Sperre des Erzeugnisses	Ein dem Unternehmen auferlegtes, für einen festgelegten Zeitraum geltendes Verbot, eine bestimmte Art von Erzeugnis mit dem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren zu vermarkten.
	Totalsperre	Ein dem Unternehmen auferlegtes, für einen festgelegten Zeitraum geltendes Verbot, alle Erzeugnisse mit dem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren zu vermarkten.

4.2° Die Kontrolleinrichtungen wenden die Strafen an und beachten dabei die festgelegten Modalitäten und die Tabelle der Sanktionen, die in Anlage 2 festgelegt werden.

4.3° Ist Artikel 30, § 1, Absatz 2 der Verordnung Nr. 834/2007 anwendbar, so übermittelt das Kontrollorgan der Dienststelle eine vollständige Akte über die Feststellung des Verstoßes, um mit ihr die Dauer der Anwendung der vorgeschlagenen Maßnahme zu bestimmen.

#### Kapitel 5 - Der Dienststelle zu übermittelnde Angaben

##### 5.1° Tabelle der Gebühren

5.1.1° Das Kontrollorgan muss der Dienststelle die für die Unternehmen geltende Gebührenliste übermitteln, die gemäß der Anlage 3 des vorliegenden Erlasses bestimmt worden ist. Außerdem muss es jede Änderung dieser Liste vor dem Datum seines In-Kraft-Tretens melden.

##### 5.2° Alljährlich zu übermittelnde Daten

##### 5.2.1° Liste der unter Kontrolle stehenden Unternehmen

Gemäß Artikel 28, § 5 der Verordnung 834/2007 wird die Liste der Unternehmen für interessierten Dritte auf den Webseiten des Kontrollorgans zur Verfügung gehalten.

##### 5.2.2° Jahresbericht

Der in Artikel 27, § 14 der Verordnung 834/2007 erwähnte Jahresbericht enthält mindestens:

die von der Europäischen Kommission verlangten Informationen;

zusätzliche statistische Angaben betreffend die Betriebsmittel und die Aufbereitung von biologischen Erzeugnissen als auch betreffend die Mengen biologischer Endprodukte, d.h. für jedes Unternehmen:

a) die Identität des Unternehmens (Ggf. Erzeugernummer, Bezeichnung des Unternehmens, Name des Verantwortlichen, Anschrift);



- b) die Aktivitäten des Unternehmens, sowohl im biologischen als auch im nichtbiologischen Bereich (die Haupttätigkeit unterscheidet sich von den Nebentätigkeiten durch die NACE-Codes, das Datum der ersten Mitteilung, das Datum der ersten Zertifizierung und ggf. das Datum der Einstellung der biologischen Aktivitäten);
- c) der Umsatz (Ankäufe) der Aufbereiter, Verpacker, Verteiler, Importeure und Verkaufsstellen;
- d) Die Anzahl der gehaltenen Tiere pro Art, die Herdennummer, das Datum der Mitteilung der Aktivität und das Datum der Zertifizierung;
- e) die Art der vorhandenen Kultur pro mitgeteilter Parzelle, deren Fläche, das Datum der ersten Mitteilung und das Datum der Zertifizierung der Parzelle;
- f) das Datum, die Art der Kontrolle, die in Punkt 2.2° der vorliegenden Anlage definiert wird, und der Name der Person, die die Kontrolle durchgeführt hat;
- g) die Art, das Datum und die Dauer der Sanktion, ausgenommen der Anmerkungen, gemäß der in Kapitel 4 der vorliegenden Anlage festgelegten Tabelle;
- h) die entnommenen Proben (Datum der Probenahme, Art der Probe, Nummer der Probe, Identifizierung der nachgewiesenen Stoffe und Übereinstimmung der Probe);
- i) die Art der gewährten Abweichungen sowie die Bestimmung der Verordnungen oder des vorliegenden Artikel, der sie vorsieht, das Datum der Gewährung sowie die Gültigkeitsdauer jeder dieser Abweichungen;
- j) Die in Artikel 54, § 1, Absatz 2 der Verordnung 889/2008 geforderten Angaben bezüglich des konventionellen Saatguts und konventioneller Pflanzkartoffeln.

#### 5.2.3° Daten betreffenden die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft

Das Kontrollorgan ist verpflichtet, der Abteilung Beihilfen der DGARNE eine Reihe von Daten betreffend die Erzeuger, die es kontrolliert, zu übermitteln. Die Art dieser Daten wird von der genannten Abteilung auf der Grundlage der verordnungsrechtlichen Anforderungen der verschiedenen Beihilferegelungen, für die sie zuständig ist, definiert.

In einem zwischen dem Kontrollorgan und der DGARNE abgeschlossenen Protokoll werden die praktischen Modalitäten für die Übermittlung dieser Angaben bestimmt.

#### 5.3° Unverzüglich zu übermittelnde Daten

5.3.1° Wenn das Kontrollorgan bei einem unter Kontrolle stehenden Unternehmen eine Unregelmäßigkeit oder einen Verstoß feststellt, die beziehungsweise der Folgen haben kann für Unternehmen, die unter der Kontrolle eines anderen Kontrollorgans stehen, so hat es unverzüglich die Dienststelle darüber zu informieren.

5.3.2° Legt das Kontrollorgan dem Unternehmen eine in Kapitel 4 der vorliegenden Anlage erwähnte Sanktion der Rückstufung oder Sperre auf, so hat es unverzüglich die Verwaltung darüber zu informieren.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über den biologischen Landbau und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

### Anlage 2 - Tabelle der auf die Unternehmen adwendbaren Sanktionen

In der vorliegenden Anlage wird die Tabelle der Sanktionen festgelegt, die auf die Unternehmen anwendbar sind, je nach den konkreten festgestellten Fällen von Regelwidrigkeiten und Verstößen. Die Tabelle der Sanktionen findet Anwendung, unbeschadet der bereits in den Verordnungen und dem vorliegenden Erlass festgelegten Regelungen und Normen.

#### Kapitel I - Modalitäten für die Anwendung der Sanktionen

1.1° Das Kontrollorgan wendet wenigstens die in Kapitel 2 der vorliegenden Anlage festgelegten Sanktionen an, wenn es mit den dort erläuterten Regelwidrigkeiten und Verstößen konfrontiert wird.

1.2° Je nach dem konkreten Fall, mit dem es konfrontiert wird, verhängt das Kontrollorgan eine schwerere Sanktion als jene, die vorgesehen ist, wenn es der Ansicht ist, dass dies durch den Verstoß oder durch die Anhäufung von mehreren Verstößen gerechtfertigt wird. Es beschließt falls notwendig eine Sanktion der Rückstufung oder Sperre anzuwenden zusätzlich zu den Sanktionen, die von der strikten Berücksichtigung der nachstehend angeführten Tabelle der Sanktionen abzuleiten sind.

Falls außergewöhnliche Umstände eine Erleichterung der vorgesehenen Strafe für ein bestimmtes Unternehmen rechtfertigen können, übermittelt das Kontrollorgan der Dienststelle die Informationen, die eine Abweichung von der Tabelle der Sanktionen rechtfertigen sowie einen Sanktionsvorschlag.

1.3 Die Sanktionen werden graduell verhängt und in der chronologischen Reihenfolge der nacheinander festgestellten Arten des Verstoßes, wobei jede Feststellung zur entsprechenden Sanktion führt und die Vorgeschichte des Unternehmens berücksichtigt wird.

Folgt auf die erste Feststellung einer Sanktion die erforderliche Verbesserung seitens des Unternehmens innerhalb der von dem Kontrollorgan festgelegten Fristen, wird diese Sanktion bei der Steigerung der Sanktionen nicht weiter berücksichtigt, unter der Bedingung, dass ein ähnlicher Verstoß nicht innerhalb einer Frist von vierundzwanzig Monaten festgestellt wird.

1.4° In den nicht beschriebenen Fällen verkündet das Kontrollorgan eine angemessene Sanktion im Sinne der Tabelle der Sanktionen.

1.5° Wird ein Verstoß oder eine Regelwidrigkeit festgestellt, so kann die Existenz von mildernden Umständen in den Fällen, die in der Tabelle der Sanktionen vorgesehen werden, berücksichtigt werden, falls das Unternehmen offensichtlich in gutem Glauben war und/oder es nicht für den Verstoß, der auf die Handlung eines Dritten zurückzuführen ist, verantwortlich ist.

1.6° Falls ein Unternehmen das Kontrollorgan wechselt, muss das neue Kontrollorgan um den Anforderungen von Artikel 30 der Verordnung 834/2007 Folge zu leisten, die Sanktionen berücksichtigten, die das vorherige Kontrollorgan auferlegt hat. Dabei bezieht es sich auf die in Anwendung von Artikel 12, Absatz 2 übermittelten Angaben.



1.7° Die anzuwendenden Sanktionen werden in der in Punkt 4.1° der Anlage 1 angeführten Tabelle der Sanktionen definiert. Die in der in Kapitel 2 der vorliegenden Anlage festgelegten Tabelle verwendeten Abkürzungen sind folgende:

EV	Einfacher Vermerk
BV	Bitte um Verbesserung oder Bitte um Verbesserung mit schriftlicher Verpflichtung
V	Verwarnung
VK	Verschärfte Kontrolle
RPz	Rückstufung oder Verweigerung der Zertifizierung der betreffenden Parzelle
RPt	Rückstufung oder Verweigerung der Zertifizierung der betreffenden Partie
SE	Sperre oder Verweigerung der Zertifizierung des betreffenden Erzeugnisses
VP	Völlige Sperre oder Verweigerung der Zertifizierung
VU	Neubeginn oder Verlängerung des Umstellungszeitraums

#### Kapitel 2 - Tabelle der Sanktionen

<b>1. Allgemeine Verstöße</b>	
1000 Verweigerung der Kontrolle	VP
1005 Weigerung, den Kontrollbericht (oder ein anderes Schriftstück) gegenzuzeichnen	BV/V/VP
1010 Verweigerung des Zugangs zur Material- und/oder Finanzbuchführung	VP
1020 Verweigerung der Probenahme im Hinblick auf eine Analyse	VP
1025 Buchführung, Materialbuchführung oder andere Angaben nicht verfügbar	EV /BV/V/VP
1030 Buchführung, Materialbuchführung oder andere Angaben nicht kontrollierbar a) bei einem Aufbereiter oder einem Importeur b) bei einem Erzeuger	V/VP BV/V/VP
1040 Bilanz Eingänge/Ausgänge nicht durchführbar	BV/V/VP
1050 Unzureichende Trennung zwischen biologischen und nichtbiologischen Erzeugnissen a) Mildernde Umstände b) Wiederholter Betrug	EV/BV/V/SE/VP V/SE/VP
1060 Verwendung von GVO oder von auf der Grundlage von oder durch GVO erzeugten Erzeugnissen a) leichter Verstoß, unbedeutende Konzentration b) schwerer Verstoß, bedeutende Konzentration c) Wiederholter Betrug	V/SE/VP V + RPt/SE/VP SE/VP
1070 Fehlen einer Bescheinigung des Lieferanten für die GVO oder die auf der Grundlage von oder durch GVO erzeugten Produkte	EV/BV/V/SE/VP
1080 Missachtung der zur Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen mit dem Kontrollorgan vereinbarten konkreten Maßnahmen	EV/BV/V/SE/ST
1085 Fehlen eines Beschwerdeverzeichnisses	EV/EV/BV/V/SE
1090 Missachtung der Verfahrens zur Annahme der Zutaten, Erzeugnisse oder Tiere a) die sich im nachhinein als biologisch erweisen 1) von verschiedenen Lieferanten 2) von demselben Lieferant b) die sich im nachhinein nicht als biologisch erweisen	EV/EV/BV/V/SE EV/BV/V/SE/VP BV/V /SE
1095 Einer der Lieferanten unterliegt nicht der Kontrolle a) Das angegebene Unternehmen ist ein Erzeuger b) Das angegebene Unternehmen ist ein Verarbeiter c) Das angegebene Unternehmen ist eine Verkaufsstelle	EV/BV/V/SE BV/V /SE EV/BV/V
1100 Mehr als drei BV gleichzeitig für ein und dasselbe Unternehmen	VK
1110 Mehrere Produktsperren für die gesamten Produktionen	VP
1120 Verspätete oder ausgebliebene Information über ein Erzeugnis, für das die Annahme besteht, dass es den Anforderungen der Verordnung 834/2007 und seiner Durchführungsverordnungen nicht genügt.	BV/V /SE
<b>2. Pflanzliche produktionen</b>	
2000 Produktion auf ein und demselben Betrieb von identischen Arten in der sich in Umstellung befindlichen Form, in biologischer und in nicht biologischer Form a) mit Beleg über die Trennung der Erzeugnisse b) ohne Beleg über die Trennung der Erzeugnisse	V/SE V + RPt/SE
2010 Parzellenaufteilung fehlt oder ist unvollständig oder fehlende Mitteilung der Aufnahme einer neuen Parzelle innerhalb des Betriebs	RPz
2011 Formular der Voruntersuchung nicht fristgerecht eingereicht	BV/V
2012 Fehlende Mitteilung des Wechsels einer Kultur auf einer Parzelle	EV/BV/V

2020 Kulturbuch a) nicht vorhanden b) unvollständig	BV/V/RPz EV/BV/V/RPz
2030 Unzureichende Rotation der Kulturen unter freiem Himmel	BV/V/RPz
2040 Verwendung von nichtbiologischem Vermehrungsmaterial wobei: a) dieses in biologischer Form nicht verfügbar ist b) dieses in biologischer Form verfügbar ist	EV/BV/V/RPt BV/V/RPt
2045 Verwendung einer anderen Art als der, für die die Abweichung ursprünglich gewährt wurde	EV/BV/V/RPt
2050 Verwendung von behandeltem Vermehrungsmaterial a) Saatgut und Pflanzkartoffeln b) sonstiges Material - obwohl es unbehandelt verfügbar ist c) sonstiges Material - obwohl es als Biomaterial verfügbar ist	V/RPt BV/V/RPt V/RPt
2055 Verwendung von konventionellem Pflanzgut	RPt/RPt+VK/SE
2060 Verwendung von Düngemitteln/Bodenverbesserungsmitteln des Anhangs I der Verordnung 889/2008, ohne dass deren Verwendung gerechtfertigt ist	EV/BV/V/SE
2070 Verwendung von Düngemitteln/Bodenverbesserungsmitteln die nach Anhang I der Verordnung 889/2008 nicht erlaubt sind a) Mildernde Umstände b) Organische Düngemittel, wiederholter Betrug c) Mineralische Düngemittel, wiederholter Betrug	V/RPz + VK/VP RPz > 1 Jahr + VK/VP RPz > 2 Jahre + VK/VP
2080 Verwendung von Tierzuchtabwässern auf dem Betrieb in einer Menge von mehr als 170 Kg Stickstoff pro ha/Jahr: a) Geringe Überschreitung (weniger als 10%) b) Hohe Überschreitung (mehr als 10%)	BV/V/SE V/SE
2100 Verwendung eines Pestizids des Anhangs II der Verordnung 889/2008 a) ohne Rechtfertigung der Notwendigkeit, es einzusetzen b) ohne erwiesene Bedrohung der Kultur c) Missachtung der in Artikel 5 des Anhangs II der Verordnung 889/2008 spezifisch festgelegten Bedingungen 1) Leichter Verstoß 2) Schwere Verstoß: Anwendung der entsprechenden Sanktion nach 2110 weiter unten d) Missachtung der spezifischen Bestimmungen der in Belgien anwendbaren Gesetzgebung über die Pflanzenschutzmittel	EV/BV/V/SE EV/BV/V/SE EV/BV/V/SE BV/V/SE
2110 Verwendung eines Pestizids, das in Anhang II der Verordnung 889/2008 nicht erlaubt ist a) Mildernde Umstände  b) Verwendung geringen Ausmaßes  1) Verwendung eines nicht erlaubten natürlichen Erzeugnisses 2) Verwendung eines chemischen Pestizids: Mildernde Umstände 3) Verwendung eines chemischen Pestizids c) Verwendung großen Ausmaßes 1) Verwendung eines nicht erlaubten natürlichen Erzeugnisses 2) Verwendung eines chemischen Pestizids: Mildernde Umstände 3) Verwendung eines chemischen Pestizids d) Verwendung begrenzt auf Flächen, die zur Betriebseinheit gehören, die jedoch nicht an den Produktionsvorgängen beteiligt sind (Zufahrten, Innenhof...)	RPt+VK/RPz+SE+VK/VP RPt/SE/VP RPt+VK/RPz+VK/VP RPz+VK/VP RPt+VK/RPz+VK/VP  RPz+VK/VP  VP > 2 Jahre BV/V
2115 Präsenz von Pestizidrückständen a) Konzentration < 1,5 x Rückstandshöchstgehalt b) Konzentration > oder = 1,5 x Rückstandshöchstgehalt	EV RPt
2120 Verwendung von nicht erlaubtem Kultursubstrat für den Anbau von Pilzen a) Leichter Verstoß b) Schwere Verstoß	V/RPt RPt
2130 Präsenz von untersagten Erzeugnissen in der Produktionseinheit oder fehlende Registrierung derartiger Erzeugnisse innerhalb der in derselben Zone gelegenen nichtbiologischen Produktionseinheiten	BV/V/VP
<b>3. Tierische produktionen</b>	
<b>3.1. Allgemeine Grundsätze und Anforderungen im Bereich der Kontrolle und der Rückverfolgbarkeit</b>	

3100 Präsenz auf demselben Betrieb von Tieren, die nach einer biologischen Produktionsmethode gezüchtet werden und Tieren derselben Art, die nicht nach dieser Methode gezüchtet werden a) mit Beweis der Trennung der Tiere und der Erzeugnisse in getrennten Produktionseinheiten b) ohne Beweis der Trennung der Tiere und der Erzeugnisse in getrennten Produktionseinheiten	V/SE V + RPt/SE
3110 Präsenz auf derselben Produktionseinheit von Tieren, die nach einer biologischen Produktionsmethode gezüchtet werden und Tieren derselben Art, die nicht nach dieser Methode gezüchtet werden	V/SE
3115 Präsenz auf derselben Weide von Tieren, die nach einer biologischen Produktionsmethode gezüchtet werden und Tieren derselben Art, die nicht nach dieser Methode gezüchtet werden a) gleichzeitige Präsenz b) nicht gleichzeitige Präsenz, die nicht belegt ist	BV/V/RPt BV/V/RPt
3120 Zuchtbuch des Betriebs a) unvollständig oder nicht aktuell (zweitrangige Informationen) b) unvollständig oder nicht aktuell (wichtige Informationen wie Ein- und Ausgänge von Tieren) c) nicht vorhanden	EV/BV/V/SE BV/V/SE SE
3130 Verweigerung des Zugangs zu den Sanitel-Daten des Züchters	VP
3140 Fehlen der Entnahme einer Haarprobe des Rindes bei der Geburt oder beim Verkauf oder Ausbleiben der Übermittlung dieser Probe an die Regionale Vereinigung der Tiergesundheit und Identifizierung: a) versehentlich b) systematisch c) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	EV/BV/V/SE V/SE BV/V/SE
<b>3.2. Umstellung</b>	
3200 Missachtung der Dauer des Umstellungszeitraums a) Allgemeiner Fall b) Sonderfall einer Auslaufläche für Nichtpflanzenfresser	V + RPt/SE V + RPt/SE
<b>3.3. Herkunft der Tiere</b>	
3300 Verwendung einer Rasse, die zu einer Anzahl von Kaiserschnitten führt, die über dem für ein Jahr erlaubten Höchstprozentsatz liegt a) leichte Überschreitung (weniger als 10%) a) hohe Überschreitung (mehr als 10%)	BV/V/SE V/SE
3310 Einführung von Tieren, die aus der nichtbiologischen Zucht stammen bei einer Art, die nicht in der biologischen Form verfügbar ist a) ohne vorherige Genehmigung der Dienststelle b) ohne Rechtfertigung in einer Dokumentationsakte	BV/V/SE EV/BV/V/SE
3330 Einführung von Tieren, die aus der nichtbiologischen Zucht stammen, obwohl Tiere aus der biologischen Zucht verfügbar ist a) Allgemeiner Fall b) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	V + RPt/SE VU
3340 Einführung von Tieren, die aus der nichtbiologischen Zucht stammen und die das Höchstalter überschritten haben oder nach dem Absetzen a) geringe Überschreitung des Höchstalters a) hohe Überschreitung des Höchstalters	BV/V/RPt/SE V + RPt/SE
3350 Einführung von weiblichen Tieren, die noch keinen Nachwuchs haben, aus nichtbiologischen Zuchtbetrieben a) Allgemeiner Fall c) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	V + RPt/SE VU
3360 Übermäßige Einführung von Tieren aus nicht biologischen Zuchtbetrieben	V/V/SE
3370 Verwendung von Schnecken, die nicht zu den erlaubten Arten gehören	V + RPt/SE
<b>3.4. Fütterung</b>	
3400 Anwendung von nichtreversiblen Masttechniken (Stopfen)	SE
3401 Weniger als 50% der Nahrungsmittel der Pflanzenfresser stammen aus der Produktionseinheit selbst oder sind in Zusammenarbeit mit anderen Bio-Betrieben, die sich hauptsächlich in derselben Gegend befinden, erzeugt worden	BV/V/RPt/SE
3402 Die Nahrungsmittel stammen nicht hauptsächlich aus dem Betrieb, in dem die Tiere gehalten werden, oder aus Betrieben derselben Region	BV/V/RPt/SE
3405 Beimischung in der Nahrung der Tiere von Nahrungsmitteln aus der Umstellung, die nicht aus der Produktionseinheit selbst stammen, in einem nicht erlaubten Verhältnis	BV/V/RPt/SE

3410 Beimischung in der Tiernahrung von Futtermitteln, die aus Parzellen stammen, die sich im ersten Jahr der Umstellung befinden a) und die dem Betrieb selbst gehören, jedoch in einem Verhältnis von > 20% der Durchschnittsmenge an Futtermitteln, die den Tieren verabreicht wird b) und die dem Betrieb nicht angehören c) Futtermittel, die nicht aus Weiden, Dauerwiesen oder Parzellen mit ausdauernden Futtermitteln stammen	BV/V/RPt/SE BV/V/RPt/SE BV/V/RPt/SE
3415 Missachtung der Mindestdauer der Ernährung von jungen Säugetieren mit Muttermilch	EV/BV/V/RPt/SE
3420 Zuchtssystem, das nicht auf einer maximalen Nutzung der Weiden für die Pflanzenfresser beruht	EV/BV/V/SE
3425 Missachtung des Mindestanteils von 60% an Rauhfutter in der Tagesration der Pflanzenfresser	EV/BV/V/RPt/SE
3430 Präsenz und/oder Verwendung von nicht erlaubten konventionellen Futtermitteln a) harmloser Fall b) schwerer Fall	BV/V/RPt/SE V/RPt/SE
3435 Verwendung von konventionellen Rohstoffen, die unter Anwendung von chemischen Lösungsmitteln erzeugt oder verarbeitet worden sind	V/RPt/SE
3440 Verwendung eines Anteils an konventionellen Nahrungsmitteln über einen Zeitraum von 12 Monaten a) der zu hoch ist mit einer geringen Abweichung (< 10% des erlaubten Werts) b) der zu hoch ist mit einer hohen Abweichung (> 10% des erlaubten Werts) c) nicht dokumentierte Verwendung	V/RPt oder VU/SE RPt oder VU/SE BV/V/RPt/SE
3445 Verwendung von mehr als 25% konventioneller Nahrungsmittel in der Tagesration (Trockengehalt) a) kurze Dauer b) lange Dauer	BV/V/RPt oder VU/SE V/RPt oder VU/SE
3450 Beimischung von Mischungen erlaubter konventioneller Rohstoffe im Rahmen des biologischen Herstellungsprozesses	EV/BV/V/RPt
3455 Verwendung von anderen Rohstoffen tierischer Herkunft, als jenen, die erlaubt sind a) in den Nahrungsergänzungsmitteln b) als Rohstoffe oder im Fertigfutter	V/RPt/SE RPt/SE
3465 Fehlen des Raufutters in der Tagesration bei Schweinen oder Geflügel	EV/BV/V/RPt/SE
3470 Verwendung von Konservierungsstoffen oder nicht erlaubten Substanzen bei der Herstellung von Silagen	BV/V/RPt/SE
3475 Verwendung in der Tiernahrung von Stoffen, die in den Anhängen V und VI der Verordnung 889/2008 nicht erlaubt sind	BV/V/RPt/SE
<b>3.5. Krankheitsvorsorge und tierärztliche Behandlung</b>	
3500 Verwendung einer wachstums- oder produktionsfördernden Substanz in der Ernährung der Tiere oder als tierärztliche Behandlung	RPt/SE
3510 Anwendung von chemisch-synthetischen allopathischen Tierarzneimitteln oder Antibiotika oder vorherige Verschreibung eines Tierarztes	BV/V/RPt
3520 Anwendung von chemisch-synthetischen allopathischen Tierarzneimitteln oder Antibiotika im Rahmen einer Präventivbehandlung	V/RPt
3530 Anwendung von Hormonen oder sonstigen vergleichbaren Substanzen zur Regulierung der Fortpflanzung	V + RPt/SE
3540 Anwendung von Tierarzneimitteln, ohne die verlangten Informationen notiert zu haben oder ohne die behandelten Tiere oder Tiergruppen deutlich identifiziert zu haben	BV/V/SE
3545 Fehlende Übermittlung an das Kontrollorgan der Informationen über die veterinärmedizinische Behandlung, die vor der Vermarktung der Tiere oder der Tiererzeugnisse mit dem biologischen Gütezeichen	EV/EV/EV/BV/V/RPt
3550 Missachtung der Biowartefrist zwischen der letzten Verabreichung von allopathischen Tierarzneimitteln und der Produktion von biologischen Erzeugnissen a) bei Beachtung der gesetzlich vorgeschriebenen Wartefrist b) ohne Beachtung der gesetzlich vorgeschriebenen Wartefrist	BV/V/SE SE
3560 Missachtung der Dauer des Umstellungszeitraums für die Tiere, die die maximale Anzahl Behandlungen mit chemisch-synthetischen allopathischen Tierarzneimitteln erreicht oder überschritten haben	V/SE
3570 Auf dem Betrieb sind chemisch-synthetische allopathische Tierarzneimittel oder Antibiotika vorhanden, ohne dass sie durch einen Tierarzt unter Beachtung des biologischen Produktionsverfahrens verschrieben worden sind, oder ohne dass sie in das Betriebsregister eingetragen worden sind	BV/V/SE
<b>3.6. Verwaltung, Transport, Identifizierung</b>	

3600 Rückgriff auf Embryonentransfer oder auf Klone im Hinblick auf die Fortpflanzung	V + RPt/SE
3605 Anbringen von Gummiringen an den Schwänzen von Schafen, Kupieren des Schwanzes, Zähne abkneifen, Stutzen der Schnäbel und Enthornung ohne Erlaubnis der Dienststelle	EV/BV/V/RPt
3610 Kastration oder sonstige erlaubte Eingriffe an den Tieren, durchgeführt im ungeeigneten Alter, von unqualifiziertem Personal oder mit unerlaubten Mitteln	EV/BV/V/RPt
3615 Unerlaubte Haltung der Tiere in Anbindung	EV/BV/V/RPt
3620 Fehlender regelmäßiger Auslauf oder Zugang zu Weiden, Auslauflächen oder Freigeländeflächen für Tiere, die mit der Erlaubnis der Dienststelle in Anbindung gehalten werden	EV/EV/EV/BV/V/RPt
3625 Haltung von Tieren in Gruppen, deren Größe unter Berücksichtigung ihres Entwicklungsstadiums oder ihrer verhaltensbedingten Bedürfnisse unangemessen ist	EV/BV/V/RPt
3630 Haltung der Tiere unter Bedingungen, die zu Anämie führen könnten	BV/A/RPt
3635 Missachtung des Mindestschlachtalters bei Geflügel oder Verwendung einer nicht als langsamwachsenden Rasse anerkannten Geflügelrasse	BV/V/RPt
3640 Transport von Tieren, der nicht angemessen ist, um den Stress zu verhindern, oder Antreiben der Tiere durch Stromstöße beim Verladen und Entladen	BV/V/RPt
3645 Anwendung von allopathischen Beruhigungsmitteln vor und während der Fahrt	RPt
3650 Schlachtung, die nicht angemessen ist, um den Stress oder das Leiden zu begrenzen	BV/V/RPt
3655 Brühen der Schnecken, ohne dass diese vorher mindestens fünf Tage ohne Nahrung waren	V/RPt/SE
3600 Brühen der Schnecken unter Gebrauch von Salz oder Essig	BV/V/RPt/SE
3665 Nicht identifizierte oder aber falsch oder unangemessen identifizierte Tiere, Tierpartien oder Tiererzeugnisse a) mit Gewährleistung der biologischen Qualität b) ohne Gewährleistung der biologischen Qualität	BV/V/RPt/SE RPt/SE
3760 Endmast von erwachsenen Rinder, Schafen und Schweinen für die Fleischerzeugung in Stallhaltung während mehr als drei Monaten oder während einer Zeit, die mehr als ein Fünftel der gesamten Lebensdauer der Tiere ausmacht	BV/V/SE
<b>3.7. Tierzuchtabwässer</b>	
3700 Überhöhte jährliche Besatzdichte oder Einfuhr von Tierzucht abwässern, die zu einer Verwendung von Tierzucht abwässern auf dem Betrieb oder auf den gesamten vertraglich gebundenen Betrieben führt, die über 170 Kg Stickstoff/ha /Jahr liegt a) leichte Überschreitung (weniger als 10%) b) hohe Überschreitung (mehr als 10%)	BV/V/SE V/SE
<b>3.8. Ausläufe und Haltungegebäude</b>	
3800 Unangepasstes Haltungegebäude, entweder in bezug auf die biologischen und ethologischen Bedürfnisse der Tiere, oder im Bereich der Heizung, Isolierung, Belüftung, Luftzirkulation oder des Tageslichteinfalls a) leichter Verstoß b) schwerer Verstoß	BV/V/SE V/SE
3802 Tiere, die nicht keinen ungehinderten Zugang zu Futterstellen und Tränken haben	BV/V/SE
3804 Fehlen ausreichender Einrichtungen zum Schutz vor Regen, Wind, Sonne und extremer Kälte oder Hitze in den Freilaufflächen	BV/V /SE
3806 Übermäßige Besatzdichte in den Stallungen a) Abweichung von der maximalen Besatzdichte weniger als 10% b) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung c) Sonstige Fälle	BV/V/SE BV/V/SE V/SE
3808 Auslaufläche a) zu klein b) zeitweilig unerreichbar oder mit mildernden Umständen c) nicht vorhanden oder nie erreichbar	BV/V/SE BV/V/SE V/SE
3810 Übermäßige Besatzdichte auf Weideland und anderem Grünland, so dass der Boden zertrampelt wird und eine Überweidung stattfindet a) Leichter Verstoß b) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung c) Sonstige Fälle	BV/V/SE BV/V/SE V/SE
3812 Schlechte Reinigung oder Desinfizierung der Stallungen, Buchten, Einrichtungen und Gerätschaften	EV/BV/V/SE
3814 Verwendung von anderen Erzeugnissen als jenen, die in Anhang VII der Verordnung 889/2008 für die Reinigung und Desinfektion von Stallungen und Einrichtungen aufgeführt werden	BV/V/SE



3816 Verwendung von anderen Erzeugnissen als jenen, die in Anhang II der Verordnung 889/2008 für die Beseitigung von Insekten und anderen Parasiten aufgeführt werden	V/SE
3818 Säugetiere werden ohne Freigeländezugang gehalten, obwohl die Bedingungen vor Ort dieser ermöglichen und ohne, dass eine der vorgesehenen Abweichungen anwendbar ist	A/RPt/SE
3820 Pflanzenfresser werden ohne Weidegeländezugang gehalten, obwohl die Bedingungen vor Ort dieser ermöglichen	V/SE
3822 Übermäßige Überdachung des Auslaufs	EV/BV/V/SE
3824 Der Boden der Stallungen ist nicht glatt genug oder zu rutschig	EV/BV/V/SE
3826 Spalten- oder Gitterkonstruktionen machen mehr als die Hälfte (Säugetiere) oder als zwei Drittel (Geflügel) der gesamten Bodenfläche der Stallung aus a) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung b) Sonstige Fälle	BV/V/SE V/SE
3828 Die Liegeflächen der Tiere erfüllen nicht die Vorschriften a) Liegeflächen von unzureichender Größe, fehlende Einstreu oder Einstreu, die mit Material angereichert wurde, das in Anhang I der Verordnung 889/2009 nicht aufgeführt wird b) Einstreu unzureichend oder Zusammensetzung unangepasst	BV/V/SE EV/BV/V/SE
3830 Haltung von über eine Woche alten Kälbern in Einzelboxen a) Kälber, die jünger als drei Wochen sind b) Kälber, die drei Wochen alt oder älter sind	BV/V + RPt oder VU/SE V + RPt oder VU/SE
3832 Ferkel werden ohne Fläche zum Wühlen gehalten	BV/V/SE
3834 Sauen werden außerhalb des erlaubten Zeitraums des späten Trächtigkeitsstadiums und der Säugeperiode isoliert in den Stallungen gehalten	V/SE
3842 Wassergeflügel wird ohne Zugang zu einer Wasserfläche gehalten	V/SE
3844 In den Stallungen der Legehennen oder Perlhühner sind keine oder nicht genug Sitzstangen vorhanden	BV/V/SE
3846 In den Stallungen der Legehennen oder Perlhühner sind keine oder nicht genug Nistkästen vorhanden	BV/V/SE
3848 Ausreichende Ausmaße oder Länge der Ein- und Ausflugklappen der Geflügelställe	BV/V/SE
3850 Die Anzahl Geflügel pro Haltungsgebäude übersteigt die zulässigen Normen a) Abweichung von der maximalen zulässigen Anzahl weniger als 10% b) Abweichung von der maximalen zulässigen Anzahl 10% oder mehr	BV/V/SE V/SE
3852 Nutzfläche der Geflügelhäuser im Rahmen der Fleischerzeugung höher als die maximale Gesamtnutzfläche pro Betriebseinheit	V/SE
3854 Ununterbrochene Nachruhe für das Geflügel weniger als 8 Stunden	BV/V/SE
3855 Fehlender Zugang zu Raufutter und zu geeigneten Mengen Material, das den ethologischen Bedürfnissen von aus Sanitätsgründen im Stall gehaltenem Geflügel entspricht	BV/V/SE
3856 Das Geflügel wird ohne Zugang zu mit Pflanzen bewachsenen Auslauflächen gehalten, obwohl die Bedingungen dies zulassen a) Momentane Situation oder mildernde Umstände b) Ständige oder länger andauernde Situation	BV/V/SE V/SE
3858 Das Geflügel wird während mehr als einem Drittel seines Lebens ohne Zugang zu Auslauflächen gehalten a) wieder gut zu machender Fall b) nicht wieder gut zu machender Fall	V/RPt RPt
3860 Keine Räumung der Geflügelställe aus hygienischen Gründen	BV/V/SE
3862 Keine Ruhezeit von wenigstens 6 Wochen für die Auslauflächen des Geflügels aus hygienischen Gründen	EV/BV/V/SE
3864 Haltung von Kaninchen drinnen ohne Zugang zu einer offenen Front, mit einer nicht ausreichenden offenen Front oder mit einer geschlossenen offenen Front, obwohl die Witterungsverhältnissen nicht ungünstig sind.	V/SE
3866 Keine Bodenhaltung oder Haltung im Käfig von Kaninchen oder Geflügel	V + RPt oder VU/SE
3868 Kaninchen werden getrennt oder in Gruppen mit einer unangemessenen Größe gehalten	BV/V/SE
3870 Mehr als 8 Tage alte Schnecken, die nicht in grasbewachsenen Außengärten gehalten werden	V/SE
3872 Keine Ruhezeit von wenigstens 3 Monaten für die Außengärten der Schnecken	EV/BV/V/SE
<b>3.9. Bienenhaltung</b>	

3900 (zur Erinnerung)	
<b>4. Aufbereiter und verarbeiter</b>	
4000 Verwendung einer Zutat aus der nichtbiologischen Landwirtschaft, die zudem in Anhang IX der Verordnung 889/2008 nicht erlaubt ist a) Zutat, die in einer biologischen Form offensichtlich nicht verfügbar ist b) Zutat, die in einer biologischen Form verfügbar ist  1) Verwendung in geringen Mengen, mildernde Umstände 2) Verwendung in hohen Mengen, mildernde Umstände 3) Wiederholter Betrug	BV/V/SE V + RPt/SE + VK/VP SE + VK/VP VP
4020 Verwendung einer Zutat, die nicht aus der Landwirtschaft stammt, und die zudem in Anhang VIII, Abschnitt A 889/2008 nicht erlaubt ist	V + RPt/SE
4030 Verwendung oder Kontaminierung eines technologischen Hilfsmittels oder eines sonstigen für die Verarbeitung verwendeten Erzeugnisses, das in Anhang B der Verordnung 889/2008 nicht erlaubt ist	V + RPt/SE
4040 Das Erzeugnis oder eine Zutat wurde mit ionisierenden Strahlen behandelt	V + RPt/SE
4050 Verwendung ein und derselben Zutat in biologischer Qualität a) und in nichtbiologischer Qualität b) und aus der sich in Umstellung befindlichen Produktion	V/SE BV/V/SE
4060 Transport eines zu verpackenden oder zu versiegelnden Erzeugnisses ohne Verpackung oder ohne geschlossenem Behälter	BV/V/SE
4070 Änderung ohne vorherige Benachrichtigung durch das Kontrollorgan der Rezepturen, der Produktionsverfahren, der Verfahren im Bereich der Abnahme, der Trennung, der Lagerung oder anderer Maßnahmen, die mit dem Kontrollorgan vereinbart wurden, um die Beachtung der gesetzlichen Vorschriften zu gewährleisten	EV/BV/V/SE
4071 Fehlendes Verfahren oder unvollständiges Verfahren für: a) die Aufbereitung b) die Reinigung in einer Einheit, in der sowohl biologische als auch nichtbiologische Erzeugnisse erzeugt werden	BV/V/SE BV/V/SE
4072 Fehlende Registrierung oder unvollständige Registrierung für die Verfahren zur: a) Erzeugung b) Reinigung in einer Einheit, in der sowohl biologische als auch nichtbiologische Erzeugnisse erzeugt werden	BV/V/SE BV/V
4080 In einer Einheit, in der sowohl biologische als auch nichtbiologische Erzeugnisse erzeugt werden: a) Unzureichende Trennung der Lagerstätten b) Unzureichende Kennzeichnung der Lagerstätten c) Unzureichende Trennung der Verfahren (in Raum oder Zeit) d) Fehlende Ankündigung des Zeitplans der Verfahren oder Missachtung dieses Zeitplans e) Unzureichende Kennzeichnung der Partien f) Präsenz von Bio-Erzeugnissen im Bereich der nichtbiologischen Erzeugnisse g) Präsenz von nichtbiologischen Erzeugnissen im Bereich der Bio-Erzeugnisse	BV/V/SE EV/BV/V/SE BV/V/SE EV/BV/V/SE BV/V/SE BV/V/SE BV/V/SE
4090 Die Aufbereitung wird an ein nicht kontrolliertes Werkvertragsunternehmen vergeben a) leichter Verstoß b) schwerer Verstoß	BV/V/SE V + RPt/SE
4100 Vermarktung von ohne Genehmigung aus Drittländern eingeführten Erzeugnissen als Bioerzeugnisse a) offensichtlich gleichwertige und regularisierbare Erzeugnisse b) Nicht gleichwertige Erzeugnisse, die jedoch im Drittland als biologisch zertifiziert sind c) offensichtlich nicht regularisierbare Erzeugnisse	V/SE/VP SE/VP VP
4110 Fehlen eines Systems, durch das der Milchkäufer dem Lieferanten zwei verschiedene Identifizierungen zuteilt für die biologische Milch und für die Milch, für die das biologische Produktionsverfahren nicht eingehalten wird, oder aber fehlendes oder unvollständiges System zur Identifizierung und Etikettierung	V/SE
4120 Fehlen der doppelten Identifizierung durch den Milchkäufer an den Lieferanten	BV/V/RPt
4130 Sammlung biologischer und nichtbiologischer Milch durch eine Molkerei ohne getrennte Pumptanlage, die ausschließlich der biologischen Milch vorbehalten ist	V/RPt
4150 Fehlen eines Systems zur Identifizierung und Registrierung, das eine Rückverfolgbarkeit der Erzeugnisse in jedem Stadium der Produktion, Aufbereitung und Verteilung ermöglicht	BV/V/SE
<b>5. Hersteller von Futtermitteln</b>	
5000 Anwendung eines nicht erlaubten Produktionsverfahrens	V + RPt/SE

5010 Fehlen spezifischer Bezeichnungen in der Liste der Rohstoffe	BV/V/SE
5020 Verwendung von konventionellen Zutaten, die in der positiven Liste nicht erlaubt sind a) Verwendung in geringen Mengen, mildernde Umstände b) Verwendung in hohen Mengen, mildernde Umstände, oder Rohstoffe, die unter Anwendung von chemischen Lösungsmitteln erzeugt oder verarbeitet worden sind c) Wiederholter Betrug	V/SE + VK/VP SE + VK/VP VP
5030 Verwendung von Rohstoffen tierischer Herkunft, die in Anhang V.2 der Verordnung 889/2008 nicht erlaubt sind	RPt/SE
5040 Verwendung von Erzeugnissen, die in Anhang V.3 und VI der Verordnung 889/2008 nicht erlaubt sind	V + RPt/SE
<b>6. Etikettierung - Vermarktung</b>	
6000 Etikettierung oder Vermarktung eines konventionellen Erzeugnisses oder eines Erzeugnisses < 95 % mit einem Verweis auf das biologische Produktionsverfahren in der Verkaufsbezeichnung a) Mildernde Umstände b) Wiederholter Betrug c) Verweis auf die biologische Produktionsmethode in den Handelsdokumenten ohne Zusammenhang mit biologischen Erzeugnissen in einer Betriebseinheit, in der sowohl biologische als auch nichtbiologische Erzeugnisse vermarktet werden	VK + RPt/VP VP  BV/V/SE
6010 Etikettierung oder Vermarktung eines Erzeugnisses < 95% mit Verweis auf die biologische Produktionsmethode für nichtbiologische Zutaten in der Liste der Zutaten	V + RPt/SE
6011 Prozentsatz der biologischen Zutaten entspricht nicht den Angaben auf dem Etikett a) etwas zu gering (weniger als 5%) b) viel zu gering (mehr als 5%)	V/SE/VP SE/VP
6015 Verweis auf die biologische Produktionsmethode in der Liste der Zutaten und in dem gleichen Sichtfeld wie die Verkaufsbezeichnung, obwohl wenigstens eine der in Artikel 23, § 4, Punkt c) der Verordnung 834/2007 aufgeführten Bedingungen nicht erfüllt ist	V+RPt/SE
6020 Etikettierung oder Vermarktung eines pflanzlichen Erzeugnisses aus der Umstellung mit Verweis auf die biologische Produktionsmethode	V + RPt/SE
6030 Etikettierung oder Vermarktung eines pflanzlichen Erzeugnisses aus der Umstellung in Form eines Erzeugnisses mit mehreren Zutaten a) geringe Menge b) große Menge	BV/V/V + RPt/SE V/V + RPt/SE
6040 Etikettierung oder Vermarktung eines zurückgestuften Erzeugnisses mit einem Verweis auf die biologische Produktionsmethode a) vorab zurückgestuftes Erzeugnis  1) Mildernde Umstände 2) Wiederholter Betrug b) Bei dem Unternehmen zurückgestuftes Erzeugnis  1) Mildernde Umstände 2) Wiederholter Betrug	RPt SE  SE/VP VP
6050 Etikettierung oder Vermarktung eines Erzeugnisses ohne Zertifizierung mit einem Verweis auf die biologische Produktionsmethode a) Erzeugnis erfüllt die Auflagen der biologischen Produktionsmethode b) Erzeugnis erfüllt nicht die Auflagen: Anwendung der entsprechenden Sanktion	EV/BV/V/SE SE/VP
6060 Etikettierung oder Vermarktung ohne Angabe des Kontrollorgans auf dem Etikett oder mit einer fehlerhaften Angabe	EV/BV/V/RPt/SE
6070 Vermarktung eines biologischen Erzeugnisses als biologisches Erzeugnis ohne Referenz oder mit einer Referenz in der Etikettierung oder den Handelsdokumenten, die der biologischen Produktion nicht entspricht	EV/BV/V/SE
6080 Vermarktung eines biologischen Erzeugnisses ohne vorherige Genehmigung der Etikettierung a) Etikettierung entspricht den Anforderungen b) Etikettierung entspricht nicht den Anforderungen	EV/BV/V/SE BV/V/SE
6090 Vermarktung eines biologischen Erzeugnisses mit einer Etikettierung, die dem Rezept nicht oder nicht mehr entspricht	EV/BV/V/SE
6100 Verwendung des gemeinschaftlichen Logos auf einem Umstellungserzeugnis oder auf einem Erzeugnis dessen Anteil an landwirtschaftlichen Zutaten in biologischer Form unter 95% liegt	BV/V/SE
6110 Vermarktung eines Tieres mit Verweis auf die biologische Produktion a) ohne vom Kontrollorgan ausgestellten nummerierten Vermarktungsschein b) mit einem unvollständigen Vermarktungsschein	BV/V/SE EV/BV/V/SE

6115 Verspätete oder ausgebliebene Übermittlung des Vermarktungsscheins durch den Schlachthof	EV/BV/V/SE
6120 Vermarktung von nicht verpacktem Fleisch oder Fleischprodukten an den Endverbraucher derselben Art in biologischer und nichtbiologischer Form	V/SE
<b>7. Einfuhr aus drittländern</b>	
7000 Vermarktung oder Verzollung von eingeführten Erzeugnissen als Bioerzeugnisse ohne Mitteilung an das Kontrollorgan	BV/V/SE/VP
7100 Annahme eines eingeführten Bioerzeugnisses durch ein nicht kontrolliertes Unternehmen a) leichter Verstoß b) schwerer Verstoß	BV/V/SE V + RPt/SE
7200 Einführung eines biologischen Erzeugnisses, ohne Identifizierung des Exporteurs	EV/BV/V/RPt/SE
7300 Einführung eines biologischen Erzeugnisses, ohne Identifizierung des Kontrollorgans des Exporteurs	EV/BV/V/RPt/SE
7400 Einführung eines biologischen Erzeugnisses, ohne Identifizierung des Importeurs	EV/BV/V/RPt/SE
<b>8. Verkaufsstellen</b>	
8000 Vermarktung konventioneller Erzeugnisse in der Bio-Auslage a) Verpackte Erzeugnisse b) Lose Erzeugnisse	BV/V/V V/SE/VP
8100 Fehlende Formalisierung der Annahme der Bioerzeugnisse (z.B. durch Lieferscheine)	EV/BV/V
8200 Verwirrende Identifizierung für den Verbraucher zwischen den biologischen und den nichtbiologischen Erzeugnissen	EV/BV/V

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über den biologischen Landbau und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

### Anlage 3 - Tabelle der Gebühren, die von den Unternehmen an das Kontrollorgan zu zahlen sind

Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen der Verordnungen werden in der vorliegenden Tabelle die unteren und oberen Grenzen für die Gebühren, die die Unternehmen an die Kontrollorgane gemäß Artikel 11 zahlen, bestimmt.

#### 1° Erzeuger

1.1 Um die Kosten für die Kontrolle einschließlich der Kosten für Dienstreisen und Analysen zu decken, erstellt das Kontrollorgan eine Liste mit den von den Unternehmen alljährlich zu entrichtenden Gebühren entsprechend dem nachstehenden Punktesystem:

Berücksichtigte Elemente	Punktzahl
Grundbetrag für eine Produktionseinheit	1 670
Pro zu kontrollierendes Drittunternehmen (Werkvertragsarbeit: Ware bleibt Eigentum des Erzeugers)	2 030
Pro ha Naturschutzgebiet (**)	20,4
Pro ha Weihnachtstannenbäume (**)	280
Pro ha Gemüsebau (*)	825
Pro ha Feldgemüsebau (*)	460
Pro ha Ackerbau (*)	81
Pro ha Weide, Gründüngungspflanzen oder Brache	61
Pro ha Niederstamm-Obstbau	410
Pro ha Hochstamm-Obstbau	280
Pro ha unbeheiztes Gewächshaus oder unbeheizten Tunnel	2 460
Pro ha beheiztes Gewächshaus	4 950
Pro ha Pilze	16 500
Pro Rind, das jünger als ein Jahr ist	6,3
Pro Rind, das zwischen 1 und 2 Jahre alt ist	9,5

Berücksichtigte Elemente	Punktzahl
Pro Rind, das älter als 2 Jahre ist	12,4
Pro Mutterkuh	21
Pro Milchkuh	30
Pro vermarktetes Schwein	4,7
Pro Sau oder Eber	30
Pro vermarktetes Lamm	2
Pro Mutterschaf	4,5
Pro Milchziege oder -schaf	7,7
Pro Mutterstute oder Hengst	21
Pro laktierende Stute	30
Pro 10 vermarktete Masthähnchen	3,4
Pro 10 Legehennen	10,2
Pro 10 vermarktete Puten	6,8
Pro 10 vermarktete Enten	6,8
Pro vermarkteten Strauß	4,7
Pro Zuchtstrauß	15,1
Pro Zuchthäsin	6,1
Pro vermarkteten Spießler	5
Pro männlichen oder weiblichen Hirsch	15,1
Pro 100 vermarktete Schnecken	3

(\*) auf der Grundlage einer von der Dienststelle festgelegten Liste der Kulturen

(\*\*) Gebiet, das im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1989 über den Schutz der biologisch wertvollen Feuchtgebiete ein besonders geschütztes Statut erhält: anerkanntes Naturschutzgebiet (RNA), staatliches Naturschutzgebiet (RND), Forstschutzgebiet (RF), biologisch wertvolles Feuchtgebiet (ZHIB).

1.2° Mit Ausnahme der Kontrollen von Dritten wird die Mindestanzahl Punkte für einen Betrieb auf 2.500 Punkte festgelegt.

2° *Aufbereitungs-, Verpackungs- und Einfuhrunternehmen*

2.1° Um die Kosten für die Kontrolle einschließlich der Kosten für Dienstreisen und Analysen zu decken, erstellt das Kontrollorgan eine Liste mit den von den Aufbereitern und Importeuren alljährlich zu entrichtenden Gebühren entsprechend dem nachstehenden Punktesystem:

Berücksichtigte Elemente	Punktzahl
Grundbetrag für die Verarbeitungs- oder Einfuhreinheit: - ausschließlich der biologischen Erzeugung vorbehalten - ebenfalls für die herkömmliche Erzeugung verwendet	1 790 2 200
Pro zusätzliche Niederlassung: - ausschließlich der biologischen Erzeugung vorbehalten - ebenfalls für die herkömmliche Erzeugung verwendet	1 200 1 470
Pro verwendete Zutatenart: - ausschließlich biologisch - in biologischer und herkömmlicher Qualität	120 147
Pro Art des zur Vermarktung vorgesehenen fertigen biologischen Erzeugnisses: - ausschließlich biologisch - in biologischer und herkömmlicher Qualität	180 220
Pro Teilbetrag von 5.000 Euro eines unter 1.250.000 Euro liegenden JUB (*)	145,6
Pro Teilbetrag von 5.000 Euro eines zwischen 1.250.000 Euro und 6.250.000 liegenden JUB (*)	72,8
Pro Teilbetrag von 5.000 Euro eines zwischen 6.250.000 Euro und 15.000.000 Euro liegenden JUB (*)	43,7
Pro Teilbetrag von 5.000 Euro eines zwischen 15.000.000 Euro und 25.000.000 Euro liegenden JUB (*)	25,4
Pro Teilbetrag von 5.000 Euro eines über 25.000.000 Euro liegenden JUB (*)	14,6
Pro Antrag auf Einfuhrerlaubnis im Rahmen der Verordnung oder des vorliegenden Erlasses	4 800

(\*) Unter JUB versteht man den Jahresumsatz für Tätigkeiten in der biologischen Erzeugung.



2.2° Für Unternehmen, die sich darauf beschränken, verpackte biologische Erzeugnisse zu kaufen, um die Verpackung zu ändern (Verpacker), wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 65% seines Wertes reduziert.

Für Unternehmen, die sich darauf beschränken, biologische Erzeugnisse in nicht geschlossenen Verpackungen oder als Schüttgut abzunehmen, um sie ohne weitere Verpackung zu vermarkten, wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 50% seines Wertes reduziert.

Für Unternehmen, die sich darauf beschränken, verpackte biologische Erzeugnisse zu kaufen, um sie mit ihrem eigenen Namen zu etikettieren, wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 25% seines Wertes reduziert.

Für Unternehmen, die sich darauf beschränken, biologische Erzeugnisse in nicht geschlossenen Verpackungen oder als Schüttgut abzunehmen, um sie ohne weitere Verpackung zu vermarkten, wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 15% seines Wertes reduziert.

Für Importeure wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 25% seines Wertes reduziert.

2.3° Mit Ausnahme der Anträge auf Einfuhrerlaubnis von Dritten wird die Mindestanzahl Punkte für einen Betrieb auf 6.000 Punkte festgelegt. Diese Mindestschwelle kann jedoch in folgenden Fällen reduziert werden:

- Für Unternehmen, die ihre Tätigkeit neu aufnehmen (neue Mehrwertsteuernummer), kann diese Schwelle in den ersten beiden Jahren auf 4.450 Punkte gesenkt werden;

- Für Unternehmen, die Waren verarbeiten, ohne Eigentümer zu sein (Werkvertragsarbeiter), kann diese Schwelle auf 4 450 Punkte gesenkt werden, wenn der JUB zwischen 12.500 EUR und 100.000 EUR liegt, und auf 3 450 Punkte, wenn der JUB unter 12.500 EUR liegt;

Für Bäckereien, deren JUB unter 12.500 EUR liegt, kann diese Schwelle auf 2 075 Punkte gesenkt werden.

### 3° Verkaufsstellen

3.1° Um die Kosten für die Kontrolle einschließlich der Kosten für Dienstfahrten zu decken, erstellt das Kontrollorgan eine Liste mit den von den für die Vermarktung der biologischen Erzeugnisse an den Endverbraucher oder -nutzer verantwortlichen Unternehmen alljährlich zu entrichtenden Gebühren entsprechend dem nachstehenden Punktesystem:

Für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in nicht vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandter jährlicher Betrag	Punktzahl
Unter 15.000 Euro	2 000
Zwischen 15.000 und 60.000 Euro	2 592
Zwischen 60.001 und 100.000 Euro	3 313
Über 100.000 Euro	4 034

3.2° In Abweichung von Punkt 3.1 wird das nachstehende Punktesystem auf die Unternehmen angewandt, die biologische Erzeugnisse in nicht vorverpackter Form an den Endverbraucher oder -nutzer vermarkten, die jedoch identische Erzeugnisse, die in der Verordnung oder in dem vorliegenden Erlass nicht behandelt werden, nicht vermarkten:

Für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in nicht vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandter jährlicher Betrag	Punktzahl
Unter 15.000 Euro	1 665
Zwischen 15.000 und 60.000 Euro	2 163
Zwischen 60.001 und 100.000 Euro	2 764
Über 100.000 Euro	3 364

3.3° Die für die Vermarktung von biologischen Erzeugnissen an den Endverbraucher oder -nutzer verantwortlichen Unternehmen, die zudem eine Tätigkeit als Erzeuger und/oder Unternehmen zur Aufbereitung-, Verpackung- und Einfuhr von biologischen Erzeugnissen ausüben, entrichten die in Anwendung der Punkte 1° und 2° der vorliegenden Anlage festgelegte Gebühr; keine Erhöhung dieser Gebühr wegen der Vermarktungstätigkeit wird angewandt unter der Bedingung, dass der für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in nicht vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandte jährliche Betrag unter 5.000 EUR liegt.

Falls der für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in nicht vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandte jährliche Betrag größer oder gleich ist als 5.000 EUR, so wird der Wert der jährlichen Gebühr, die im Rahmen der Vermarktungsaktivität zu zahlen ist, in Anwendung der Punkte 3.1° und 3.2° bestimmt, wobei von den festgelegten Beträgen 472 Punkte abgezogen werden.

*4° Mindest- und Höchstgrenzen der Gebühr*

Die Gebühr ohne Mehrwertsteuer, die das Kontrollorgan den Unternehmen auferlegt, entspricht der Gesamtanzahl Punkte des Unternehmens, multipliziert mit einem Faktor, der zwischen den folgenden Mindest- und Höchstgrenzen liegt (dieser Faktor kann für Erzeuger auf der einen Seite und für Aufbereitungs- Verpackungs- und Einfuhrbetriebe auf der anderen Seite getrennt festgelegt werden):

Mindestgebühr: Faktor 0,121 Euro;

Höchstgebühr: Faktor 0,184 Euro.

*5° Verschärfte Kontrollen*

Die Kosten für verschärfte Kontrollen, die insbesondere in Anwendung von Kapitel 4 des in der Anlage 1 stehenden Lastenheftes durchgeführt werden, werden dem Unternehmen von den Kontrollorganen auf der Grundlage folgender Mindest- und Höchstgrenzen berechnet (mögliche Analysekosten nicht mitgerechnet):

Gebühr (pro halbstündige Kontrolle)	Im Unternehmen	Im Büro
Mindestens	30 Euro	20 Euro
Höchstens	45 Euro	30 Euro

*6° Indexierung*

Die in Nummer 4° und Nummer 5° erwähnten Beträge werden jährlich am 1. Januar auf der Grundlage des Gesundheitsindex von Dezember des Vorjahres im Verhältnis zu dem von Dezember 2007 indiziert.

Diese Indexierung findet keine Anwendung bei der Berechnung der unter 4° erwähnten Gebühr auf der Grundlage der Punktzahl, die aufgrund des JUB unter 2° der vorliegenden Anlage festgesetzt ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über den biologischen Landbau und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

#### Anlage 4 - Bestimmungen für die Umsetzung der Verordnungen im Pflanzensektor

##### **Kapitel 1 - Datenbank des Saatguts und der Pflanzkartoffeln, die nach dem biologischen Produktionsverfahren gewonnen wurden**

1.1 Zwecks der Anwendung der Artikel 48 bis 50 der Verordnung 889/2008 wird die Dienststelle als zuständige Behörde bezeichnet.

In dieser Eigenschaft wird sie mit der Führung der Datenbank beauftragt. Sie kann eine Stelle bezeichnen, die mit der EDV-bezogenen Verwaltung der Datenbank beauftragt wird.

##### *1.2 Struktur der Datenbank des Saatguts und der Pflanzkartoffeln*

1.2.1 Die Pflanzenarten werden in Sortengruppen (nachstehend «Untergruppen» genannt) eingeteilt, die die Funktionsgrundlage der Datenbank darstellen. Die in biologischer Form verfügbaren Sorten werden eingetragen und können auf Ebene der Untergruppe abgerufen werden.

1.2.2 Zwecks der Anwendung von Artikel 45, § 8 der Verordnung 889/2008 bestimmt die Dienststelle in Absprache mit den zuständigen Behörden der anderen Regionen die Untergruppen von Pflanzenarten sowie den Grad der Verfügbarkeit des Saatguts oder der Pflanzkartoffeln in biologischer Form nach der unter Pos. 1.2.3 vorliegender Anlage festgelegten Einstufung.

1.2.3 Die Untergruppen von Pflanzenarten werden in 3 Stufen eingeteilt, je nach dem Grad der Verfügbarkeit in biologischer Form des Saatguts oder der Pflanzkartoffeln:

a) *Stufe 1:* Das Vermehrungsmaterial der Untergruppen von Arten, die in dieser Stufe angeführt sind, ist auf dem Gebiet der Wallonischen Region in biologischer Form verfügbar, und zwar in einer Menge, die als zureichend betrachtet wird. Für die betroffenen Sorten darf keine Abweichung gewährt werden, mit Ausnahme derjenigen, die durch eine der Zielsetzungen gerechtfertigt werden, die in Artikel 45, § 5, Pos. d) der Verordnung 889/2008 erwähnt wird.

b) *Stufe 2:* Die Verfügbarkeit des biologischen Vermehrungsmaterials für die Sorten, die den Untergruppen angehören, die in dieser Stufe angeführt werden, ist unzureichend. Jede Benutzung von nicht biologischem Vermehrungsmaterial ist Gegenstand eines vorherigen Genehmigungsantrags, nach den in Kapitel 2 vorliegender Anlage bestimmten Modalitäten.

c) *Stufe 3:* Diese Stufe umfasst die Untergruppen von Arten, für die es auf dem Gebiet der Wallonischen Region kein oder nur wenig Saatgut/keine oder nur wenige Pflanzkartoffeln in biologischer Form gibt; die betroffenen Sorten sind Gegenstand einer Notifizierung nach den in Kapitel 3 vorliegender Anlage bestimmten Modalitäten.

1.2.4 Eine Synthese der in der Datenbank verfügbaren Sorten wird vom EDV-Verwalter der Datenbank online verfügbar gemacht und stets auf dem neuesten Stand gehalten. Das Kontrollorgan beantwortet die punktuellen Fragen in Sachen Verfügbarkeit, die ihr gestellt werden.

## Kapitel 2 - Modalitäten für die Gewährung der Genehmigung zur Benutzung von nicht biologischem Saatgut oder nicht biologischen Pflanzkartoffeln

### 2.1 Modalitäten für die Bearbeitung der Genehmigungsanträge

2.1.1 In Anwendung von Artikel 45, § 4 der Verordnung 889/2008 gewährt das Kontrollorgan Genehmigungen für die Benutzung von nicht biologischem Saatgut oder nicht biologischem vegetativem Vermehrungsmaterial unter Einhaltung der in den Verordnungen und vorliegendem Erlass angegebenen Anforderungen.

2.1.2 Das Kontrollorgan prüft den erhaltenen Genehmigungsantrag für die Benutzung von Saatgut oder Pflanzkartoffeln auf Ebene der Untergruppe, der die betroffene Sorte angehört, unter Berücksichtigung der in der in Pos. 1.2 vorliegender Anlage angegebenen Datenbank verfügbaren Information.

2.1.3 Gemäß Artikel 45, § 6 der Verordnung 889/2008 wird die Genehmigung vor dem Datum der Aussaat gewährt, d.h.:

- ab dem 1. Dezember für die Sorten, die im Frühling oder Sommer des folgenden Jahres ausgesät werden;
- ab dem 1. August für die Sorten, die im Herbst oder Winter ausgesät werden;
- am dem 1. Dezember des Vorjahres für die Sorten, die während des ganzen Jahres ausgesät werden.

### 2.2 Begründung der Genehmigungsanträge

2.2.1 Zwecks der Anwendung von Artikel 45, § 5 der Verordnung 889/2008 gewährt das Kontrollorgan die Genehmigung, das nicht biologische Saatgut oder die nicht biologischen Pflanzkartoffeln für Sorten zu benutzen, die einer Untergruppe angehören, die in die Verfügbarkeitsstufe 2 eingestuft ist, und für die die Benutzung von nicht biologischem Saatgut oder nicht biologischen Pflanzkartoffeln auf einem der folgenden Gründe beruht:

Kode	Abweichung aufgrund von Art. 45, § 5 (der Verordnung 889/2008)	Angeführte Begründung	Notwendige Dokumentation
5.A	Keine Sorte der Art, die der Benutzer erhalten will, wird in der Datenbank angeführt		
5.B.1	Kein Lieferant ist imstande, Saatgut oder Pflanzkartoffeln vor der Aussaat oder der Anpflanzung zu liefern, obwohl der Benutzer sie rechtzeitig bestellt hat.	Der Erzeuger hat rechtzeitig mit allen in der Datenbank angegebenen Lieferanten Kontakt aufgenommen, die die gesuchte Sorte anbieten, aber keiner ist imstande, das biologische Vermehrungsmaterial in den erforderlichen Mengen vor der Aussaat oder der Anpflanzung zu liefern.	Entweder: gebrauchte Menge > verfügbare Menge: Der Erzeuger muss bei seinem Besuch beim Kontrollorgan nachweisen können, welche Schritte er unternommen hat (unter Angaben der Kontaktdaten). Oder: gebrauchte Menge < minimale Liefermenge: identisch mit der o.a. Verfahrensweise, wobei die Rechtfertigung nur dann gültig ist, wenn die in konventioneller Form verfügbare Menge besser für die gebrauchte Menge passt als die in biologischer Form verfügbare Menge.
5.B.2		Der Erzeuger hat bei einem Lieferanten bestellt, aber in der Zwischenzeit ist der Lieferant nicht mehr imstande, ihn zu beliefern.	Der Erzeuger muss bei seinem Besuch beim Kontrollorgan nachweisen können, dass er seine Bestellung gemacht hat.
5.B.3		Der Erzeuger hat seinen Auftrag bei einem Lieferanten erteilt, der ihn jedoch mit Saatgut/Pflanzkartoffeln beliefert, die offensichtlich Qualitätsprobleme aufweisen.	
5.B.4		Der Erzeuger hat mit allen in der Datenbank eingetragenen Lieferanten, die die gesuchte Sorte anbieten, Kontakt aufgenommen, aber keiner ist imstande, in einer Sprache zu kommunizieren, die der Erzeuger kennt.	

Kode	Abweichung aufgrund von Art. 45, § 5 (der Verordnung 889/2008)	Angeführte Begründung	Notwendige Dokumentation
5.C.0	Die Sorte, die der Benutzer verlangt, ist nicht in der Datenbank angeführt. Der Benutzer ist.	Der Benutzer ist imstande, nachzuweisen, dass keine in derselben Untergruppe von Arten eingetragene Sorte geeignet ist, und dass die Genehmigung für seine Produktion sehr wichtig ist.	Keine Sorte ist der Untergruppe eingetragen, für die sich der Benutzer interessiert.
5.C.1.1		Die Sorte wird von einem Kunden gefragt.	Der Erzeuger verfügt über eine Kopie des Erzeugungsvertrags oder aber über eine Bescheinigung des Kunden, die während des Besuchs beim Kontrollorgan vorzulegen ist.
5.C.1.2		Die gesuchte Sorte weist eine besondere technische oder technologische Eigenschaft auf.	In dem Antrag auf Abweichung wird die gesuchte Eigenschaft angegeben; der Grund, weswegen diese Eigenschaft gesucht wird, wird ebenfalls erläutert.
5.C.2		Die gesuchte Sorte weist eine größere Widerstandsfähigkeit oder Toleranz gegen eine Krankheit auf.	In dem Antrag auf Abweichung wird der Name dieser Krankheit angegeben.
5.C.3		Die Sorte, die der Benutzer verlangt, ist nicht in der Datenbank angeführt. Der Benutzer ist imstande, nachzuweisen, dass keine in derselben Untergruppe von Arten eingetragene Sorte geeignet ist, und dass die Genehmigung für seine Produktion sehr wichtig ist. Der Benutzer will die wirtschaftlichen oder agrarischen Risiken verteilen.	Der Erzeuger verteilt seine Produktion gerecht unter die in biologischer und konventioneller Form benutzten Sorten für die gesuchte Art UND mindestens eine Sorte wird in biologischer Form benutzt.
5.C.4.1		Die gesuchte Sorte ist für den Ort der Kultur geeignet.	In dem Antrag auf Abweichung wird angegeben, wie die Sorte für den Ort der Kultur geeignet ist
5.C.4.2.a		Die verfügbaren Sorten sind in Belgien nicht oder wenig bekannt.	
5.C.4.2.b		Keine oder zu wenig Erfahrung mit dem biologischen Anbau der in der Datenbank verfügbaren Sorten.	
5.C.4.3		Die gesuchte Sorte ist wenig bekannt und wird zwecks eines Versuchs auf sehr kleiner Ebene beantragt.	Der Versuch wird auf einer Fläche geführt, die weniger als 5 % der gesamten Fläche darstellt, die die betroffene Art auf dem Betrieb in Anspruch nimmt.
5.C.5		Die Sorte ist in einer Saatform verfügbar, die nicht geeignet ist.	In dem Antrag auf Abweichung wird der Grund angegeben, weswegen die Form des verfügbaren Saatguts nicht geeignet ist, und welche Form geeignet wäre.
5.D.1	Die gesuchte Sorte wird zwecks Forschung, Analysen im Rahmen von Versuchen auf kleiner Ebene und auf dem Felde oder Aufbewahrung mit dem Einverständnis der Dienststelle benutzt.	Die Sorte ist für die Forschung und die Analyse mittels Versuchen auf kleiner Ebene und auf dem Felde bestimmt.	Nur Abweichungsanträge betreffend Versuche durch oder <u>für Rechnung</u> von offiziellen Forschungszentren sind zulässig.
5.D.2		Die Sorte ist zur Aufbewahrung der Sorte bestimmt.	Nur Abweichungsanträge von offiziellen Forschungszentren sind zulässig.

2.2.2 Wenn ein Antrag auf Abweichung anhand der Kodenummern 5.D.1 und 5.D.2 nach der Tabelle unter Pos. 2.2.1° vorliegender Anlage begründet wird, fasst die Dienststelle einen Beschluss auf der Grundlage einer Akte, die vom Kontrollorgan übermittelt wird.

2.2.3 Das Kontrollorgan übermittelt der Dienststelle zwecks der endgültigen Beschlussfassung jeden Genehmigungsantrag, der eine Begründung enthält, die nicht unter Pos. 2.2.1° angeführt wird, jedoch mit einem der in Art. 45, § 5 der Verordnung 889/2008 erwähnten Fälle vergleichbar ist, und fügt einen Vorschlag zur Beschlussfassung bei. Mangels einer Stellungnahme der Dienststelle binnen zwei Werktagen nach dem Eingang des Antrags gilt diese Stellungnahme als positiv.

### 2.3 Besonderer Fall der Futtermischungen

2.3.1 Eine Saatgutmischung von Futterpflanzen mit Sorten in nicht biologischer Form kann nur dann benutzt werden, wenn der Erzeuger für jede der nicht biologischen Sorten die erforderlichen Genehmigungen nach den in vorliegender Anlage beschriebenen Verfahren erhalten hat.

2.3.2 Die Dienststelle erstellt eine Liste der Handelsnamen der Mischungen, für die eine allgemeine Abweichung für eine Produktionsperiode gewährt werden kann. Nur die Mischungen, die mindestens eine Sorte in biologischer Form enthalten, werden berücksichtigt.

Die Benutzung einer auf diese Weise zugelassenen Saatgutmischung von Futterpflanzen ist Gegenstand einer vorherigen Notifizierung gemäß dem in Kapitel 3 vorliegender Anlage beschriebenen Verfahren.

### **Kapitel 3 - Modalitäten für die Notifizierung der Benutzung von nicht biologischem Saatgut oder nicht biologischen Pflanzkartoffeln**

3.1 Die Benutzung von nicht biologischem Saatgut oder nicht biologischen Pflanzkartoffeln einer Sorte, die einer Untergruppe angehört, die in die Verfügbarkeitsstufe 3 eingestuft wird, ist Gegenstand einer Notifizierung.

3.2 Eine Notifizierung ist eine für das Kontrollorgan bestimmte Mitteilung der Absicht des Unternehmens, Saatgut oder Pflanzkartoffeln in nicht biologischer Form zu benutzen.

3.3 Eine bei dem Kontrollorgan eingereichte Notifizierung ist gültig, insoweit die Fristen für die Einreichung nach Pos. 3.4 eingehalten werden, und die gesuchte Sorte in der in Kapitel 1 vorliegender Anlage angegebenen Datenbank zum Zeitpunkt der Notifizierung nicht in biologischer Form verfügbar ist.

Jede Notifizierung ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung seitens des Kontrollorgans. Das Kontrollorgan prüft, dass die Sorte in biologischer Form tatsächlich nicht verfügbar ist.

Wenn die Sorte in biologischer Form verfügbar ist, informiert das Kontrollorgan unverzüglich den Antragsteller, wobei es die sich daraus ergebenden Folgen angibt.

3.4 Die Notifizierung wird vor dem Datum der Aussaat eingereicht, d.h.:

- ab dem 1. Dezember für die Arten, die im Frühling oder Sommer des folgenden Jahres ausgesät werden;
- ab dem 1. August für die Arten, die im Herbst oder Winter ausgesät werden;
- am dem 1. Dezember des Vorjahres für die Arten, die während des ganzen Jahres ausgesät werden.

3.5 Nachdem die Notifizierung eingereicht und vom Kontrollorgan bestätigt worden ist, hat sie eine Gültigkeitsdauer von einer Produktionsperiode, und unterliegt sie der Einhaltung von Artikel 45, § 2 der Verordnung 889/2008.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über den biologischen Landbau und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

### **Anlage 5 - Bestimmungen für die Umsetzung der Verordnungen im Tiersektor**

#### **Kapitel 1 - Tragweite**

Gemäß Artikel 42, 2. Absatz der Verordnung 834/2007 und unbeschadet Artikel 1 der Verordnung 889/2008 sind die in den Verordnungen und vorliegendem Erlass verfassten Bestimmungen anwendbar auf:

- Kaninchen und ihre Erzeugnisse;
- Strauße und ihre Erzeugnisse;
- Hirsche und ihre Erzeugnisse;
- Schnecken und ihre Erzeugnisse.

#### **Kapitel 2 - Auf die Erzeugung anwendbare Regeln**

##### *2.1° Umstellung*

2.1.1 Die Verkürzung des Umstellungszeitraums nach Artikel 37, § 2 der Verordnung 889/2008 unterliegt der Zustimmung des Kontrollorgans auf der Grundlage einer negativ ausgefallenen Untersuchung auf Rückstände von Organochlor- und Organophosphorverbindungen im Boden.

2.1.2 Der Umstellungszeitraum nach Artikel 38, § 1 der Verordnung 889/2008 wird für Kaninchen auf 4 Monate, für Strauße auf 8 Monate und für Hirsche auf 12 Monate festgelegt.

2.1.3 Für die Umstellung einer Schneckenproduktionseinheit wird die Dauer des Umstellungszeitraums der für die Fütterung benutzten Außengärten auf ein Jahr herabgesetzt, wenn diese Flächen seit mindestens einem Jahr mit keinen anderen als den in Anhang II der Verordnung 889/2008 genannten Erzeugnissen behandelt worden sind. Damit Schnecken als biologische Erzeugnisse verkauft werden können, müssen die Tiere seit ihrer Geburt gemäß dem biologischen Produktionsverfahren gehalten worden sein.

##### *2.2° Herkunft der Tiere*

2.2.1 Die Bestimmung von Artikel 8, § 1 der Verordnung 889/2008 betreffend die Wahl der Rassen und zur Vermeidung von schwierigen Geburten, die einen Kaiserschnitt erforderlich machen, gilt für den Fleischtierbestand eines bestimmten Betriebs als eingehalten, wenn 5 Jahre nach Beginn der Umstellung die Anzahl natürlicher Geburten höher ist und bleibt als 80% der Gesamtanzahl Geburten des Jahres. Außerdem muss der Anteil natürlicher Geburten bereits 3 Jahre nach Beginn der Umstellung mindestens 30% erreicht haben.

2.2.2° Zwecks der Anwendung von Artikel 9, § 2 der Verordnung 889/2008 wird das Höchstalter der Tiere, die nicht nach biologischen Produktionsvorschriften aufgezogen wurden, bei der Einstellung in eine biologische Produktionseinheit auf 3 Tage für die Strauße und 15 Tage für die Hirsche festgelegt.

2.2.3 Zwecks der Anwendung von Artikel 9, § 3 der Verordnung 889/2008 wird der Höchstprozentsatz für die Kaninchen, die Hirsche und die Strauße auf 10% festgelegt.

2.2.4 Zwecks der Anwendung von Artikel 42 der Verordnung 889/2008 fasst die Dienststelle einen Beschluss nach Beratung mit dem Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft.

2.2.5° Nur die Schnecken folgender Arten dürfen als biologische Erzeugnisse verkauft werden:

- *Helix aspersa aspersa* («escargot petit gris»);
- *Helix aspersa maxima* («escargot gros gris»);
- *Helix pomatia* («escargot de Bourgogne»).

2.2.6° Schnecken dürfen aus nicht biologischen Betrieben verwendet werden, und zwar ausschließlich als Zuchtschnecken und sofern keine nach dem biologischen Produktionsverfahren gehaltenen Tiere verfügbar sind.

Das Unternehmen bewahrt die Dokumente, die die Anwendung dieser Bestimmung belegen.



## 2.3° Fütterung

2.3.1 Konventionelle Ausgangserzeugnisse dürfen nur in Form von Monozutaten bei einem kontrollpflichtigen Unternehmen in die biologische Produktionskette aufgenommen werden.

2.3.2° Gemäß den Bestimmungen von Anhang VI, Nr. 1.1 a) der Verordnung 889/2008 ist die Verwendung der synthetischen Vitamine A, D und E in der Ernährung der Wiederkäuer erlaubt.

## 2.4° Krankheitsvorsorge und tierärztliche Behandlung

2.4.1° Zwecks der Anwendung von Artikel 23, § 1 der Verordnung 889/2008 wird die Verwendung von chemisch-synthetischen allopathischen Tierarzneimitteln oder von Antibiotika in folgenden Fällen als Präventivbehandlung betrachtet:

a) wenn die Behandlung angewandt wird, ohne dass beziehungsweise bevor das Tier Krankheitssymptome aufweist;

b) wenn die Behandlung angewandt wird, ohne dass beziehungsweise bevor ein gesundheitliches Problem festgestellt wird;

c) wenn die Behandlung wiederholt und kollektiv auf eine Gruppe Tiere angewandt wird, unbeschadet der Bestimmungen unter Artikel 14, § 1, e) iv) der Verordnung 834/2007.

2.4.2° Zwecks der Anwendung von Artikel 24, § 3 der Verordnung 889/2008 wird bei der in Verantwortung eines Tierarztes vorgenommenen Verabreichung von chemisch-synthetischen allopathischen Tierarzneimitteln oder von Antibiotika vorausgesetzt, dass jede betreffende Behandlung vorab von einem Tierarzt verschrieben worden ist.

2.4.3 Zwecks der Anwendung von Artikel 24, § 4 der Verordnung 889/2008 versteht man unter «obligatorischen Tilgungsmaßnahmen» Maßnahmen, die in Anwendung des Gesetzes vom 24. März 1987 über die Tiergesundheit und seiner Ausführungserlasse angewandt werden.

## 2.5° Tierhaltungspraktiken, Transport und Identifizierung

2.5.1° Zwecks der Anwendung von Artikel 12, § 5, Absatz 2 der Verordnung 889/2008 legt die Dienststelle im Einvernehmen mit dem Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft die Liste der langsam wachsenden Rassen fest, die verwendet werden können, falls die Erzeuger die Regeln in Bezug auf das Mindestschlachtalter nicht einhalten.

2.5.2 In Anwendung von Artikel 39 der Verordnung 889/2008 wird die Anbindehaltung von Rindern in Kleinbetrieben erlaubt, in denen weniger als 50 Rinder angebunden sind. Die sonstigen Bestimmungen sind anwendbar.

In Anwendung von Artikel 95, § 1 der Verordnung 889/2008 und vorbehaltlich der Einhaltung der dort festgelegten Bedingungen ist die Anbindehaltung von Rindern bis zum 31. Dezember 2010 in den Betrieben erlaubt, deren Gebäude vor dem 24. August 2000 bereits bestanden.

2.5.3 Das Brühen der Schnecken muss mit kochendem Wasser ohne Gebrauch von Salz und Essig erfolgen; dabei müssen die Tiere während mindestens 5 Tagen aus den Außengärten entfernt worden sind.

## 2.6° Wirtschaftsdünger tierischer Herkunft

In Anwendung von Artikel 15, § 2 der Verordnung 889/2008 und zusätzlich zu den in Anhang IV dieser Verordnung festgelegten Zahlen kommen für die Anzahl Tiere, die 170 kg N/ha/Jahr entsprechen, folgende Zahlen zur Anwendung:

— Junghennen für die Eierzeugung von 3 Tagen bis zu 18 Wochen: 580;

— Puten: 80;

— Strauße von weniger als 3 Monaten: 50;

— Strauße von 3 bis 12 Monaten: 20;

— Strauße von mehr als 12 Monaten: 10;

— Hirsche von weniger als 12 Monaten: 12;

— Hirsche von mehr als 12 Monaten: 6;

— Fleischkaninchen: 430.

## 2.7° Ausläufe und Haltungsgebäude

2.7.1° In Anwendung von Artikel 10, § 4 der Verordnung 889/2008 und zusätzlich zu den in Anhang III dieser Verordnung festgelegten Zahlen kommen folgende Mindestflächen, über die die Tiere sowohl drinnen als draußen verfügen müssen, zur Anwendung:

	Alter	drinnen	draußen
Junghennen für die Eierzeugung	3 Tage bis 6 Wochen	höchstens 13 Tiere/m <sup>2</sup>	
	6 bis 12 Wochen	höchstens 13 Tiere/m <sup>2</sup>	mindestens 1 m <sup>2</sup> /Tier
	12 bis 18 Wochen	höchstens 10 Tiere/m <sup>2</sup>	
Strauße	6 bis 12 Wochen	mindestens 1,5 m <sup>2</sup> /Tier	mindestens 10 m <sup>2</sup> /Tier
	12 Wochen bis 12 Monate	mindestens 2,5 m <sup>2</sup> /Tier	mindestens 125 m <sup>2</sup> /Tier
	mehr als 12 Monate	mindestens 4 m <sup>2</sup> /Tier	mindestens 200 m <sup>2</sup> /Tier
Zuchtkaninchen (junge Kaninchen einbegriffen)	—	insgesamt mindestens 0,6 m <sup>2</sup> /Tier	
Fleischkaninchen	mehr als 30 Tag	insgesamt höchstens 5 Tiere/m <sup>2</sup>	
Hirsche	weniger als 12 Monate	mindestens 2 m <sup>2</sup> /Tier	mindestens 4 m <sup>2</sup> /Tier
	mehr als 12 Monate	mindestens 5 m <sup>2</sup> /Tier	mindestens 10 m <sup>2</sup> /Tier
Schnecken	mehr als 7 Tage		höchstens 330 Tiere/m <sup>2</sup> und höchstens 4 kg Lebendgewicht/m <sup>2</sup>

2.7.2 Zwecks der Anwendung des Anhangs III der Verordnung 889/2008 versteht man unter «beweglichem Stall» ein Gebäude, das mindestens ein Mal pro Jahr in eine andere Parzelle kommt, so dass die Auslauflächen auf geeignete Weise betrieben werden können (Anzahl Düngemittel, Begrünung der Auslauflächen). Ein Gebäude, auch wenn als «beweglich» vorgestellt wird, das im Laufe des Jahres nie bewegt wird, gilt als ortsfest.

2.7.3 Zwecks der Anwendung von Artikel 11, § 4 der Verordnung 889/2008 und von Artikel 14, § 1, *b*) vi) der Verordnung 834/2007 dürfen die Säue in den letzten Trächtigkeitsphasen und während der Sägezeit während einer Höchstdauer von 28 Tagen im Gebäude abgesondert werden.

2.7.4° Zwecks der Anwendung von Artikel 14, § 1 der Verordnung 889/2008 darf die teilweise Überdachung der Freigeländefläche 50% der den Tieren zugänglichen Freigeländefläche nicht überschreiten. Dieses Verhältnis darf auf 75% gebracht werden, unter der Bedingung, dass mindestens die Hälfte des Umfangs des Aufzuchtgebäudes eine offene Front aufweist.

Für die Kaninchen darf die Freilandfläche bis zu 90% überdacht sein, unter der Bedingung, dass mindestens 25% des Umfangs des Gebäudes eine offene Front aufweist, unter der Voraussetzung, dass alle Kaninchen einen direkten und ständigen Zugang zur offenen Front haben.

2.7.5° Kaninchen müssen am Boden gehalten werden, einen eventuellen Zugang zu einer erhöhten Ebene haben und dürfen nicht in Käfigen gehalten werden.

2.7.6° In Anwendung von Artikel 23, § 5 der Verordnung 889/2008 ist die bei Geflügel aus hygienischen Gründen einzuhaltende minimale Ruhezeit zwischen den Belegungen auf 6 Wochen für Auslauflächen festgelegt.

2.7.7° Ab dem Alter von 8 Tagen und - für Zuchttiere - außerhalb der Winterschlafzeit müssen Schnecken in eventuell überdachten grasbewachsenen Außengärten gehalten werden. Zucht und Fortpflanzung der Schnecken müssen unter Einhaltung ihres natürlichen biologischen Zyklus erfolgen. Am Ende jedes Mastzyklus muss in den Außengärten eine Ruhezeit von mindestens drei Monaten eingelegt werden.

### **Kapitel 3 - Regeln für die Rückverfolgbarkeit der Tiere und der tierischen Erzeugnisse**

#### *3.1° Allgemeine Grundsätze*

3.1.1° Zusätzlich zu den in den Verordnungen, insbesondere in den Artikeln 27 und 28 der Verordnung 834/2007 und in Titel IV der Verordnung 889/2008, festgelegten Kontrollmaßnahmen und Vorkehrungen und unbeschadet der Gesetzesbestimmungen über die Identifizierung und Registrierung von Tieren kommen die nachstehend festgelegten zusätzlichen Bestimmungen in Ausführung von Artikel 27, § 13 der Verordnung 834/2007 zur Anwendung, damit die Rückverfolgbarkeit der tierischen Erzeugnisse in der gesamten Produktions-, Verarbeitungs- und Aufbereitungskette gewährleistet wird.

3.1.2° Für Tierarten, für die ein Sanitel-System zur Identifizierung und Registrierung organisiert ist, erteilt jeder Erzeuger den zugelassenen Kontrollorganen die Erlaubnis, über die Informationen aus der Datenbank zu verfügen, die seinen Bestand betreffen. Außerdem muss er die aufeinander folgenden Auflistungen des Viehbestands, die ihm durch die mit der Identifizierung und Registrierung der Tiere beauftragte Vereinigung übermittelt wurden, ständig im Betrieb halten.

#### *3.2° Vermarktungs- und Verarbeitungsweg des Fleisches*

3.2.1° Binnen 15 Tagen nach der Geburt eines Rindes im Bestand muss der Erzeuger nach der Methode, die von der mit der Identifizierung und Registrierung von Rindern beauftragten Vereinigung bestimmt wird, von dem Kalb Fellproben entnehmen und diese dem dafür bestimmten Lagerplatz zuschicken.

3.2.2° Bei jeder Vermarktung eines Rindes aus dem Bestand mit einem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren muss der Erzeuger nach der Methode, die von der mit der Identifizierung und Registrierung von Rindern beauftragten Vereinigung bestimmt wird, vom Tier Fellproben entnehmen und diese dem dafür von der Dienststelle bestimmten Lagerplatz zuschicken.

3.2.3° Die mit dem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren in den Handel gebrachten Tiere werden von einem vom Kontrollorgan ausgestellten nummerierten Vermarktungsschein begleitet, dessen Muster den repräsentativen Organisationen des Wirtschaftszweigs der biologischen Produktion zur Begutachtung vorgelegt und von der Dienststelle gebilligt werden muss.

Der Vermarktungsschein begleitet das Tier und anschließend den Tierkörper bis zum ersten Käufer des Tierkörpers. Letzterer sendet dem Kontrollorgan den originalen Vermarktungsschein zurück.

Bis zum ersten Käufer des Tierkörpers formalisiert jedes Unternehmen seine Verpflichtung, ein gemäß dem biologischen Produktionsverfahren produziertes Tier oder Erzeugnis zu liefern, indem es den ihm vorbehaltenen Teil des Vermarktungsscheins ausfüllt.

3.2.4° Bei jeder Stufe der Vermarktung, des Transports, der Schlachtung und der Zerlegung müssen die Tierkörper, Tierkörperteile und Fleischstücke mit Hinweisen auf das biologische Produktionsverfahren versehen sein und ständig und eindeutig identifiziert werden, so dass die Herkunft des Erzeugnisses in der Verarbeitungskette bis zum betreffenden Erzeuger zurückverfolgt werden kann.

3.2.9° Das Unternehmen, das dem Endverbraucher biologisches Fleisch oder biologische Fleischerzeugnisse verkauft, darf nicht biologisches Fleisch oder nicht biologische Fleischerzeugnisse derselben Tierart nur in den folgenden Fällen verkaufen:

- das biologische Fleisch oder die biologischen Fleischerzeugnisse werden unverpackt verkauft oder das biologische Fleisch oder die biologischen Fleischerzeugnisse werden von Dritten zerlegt und vorverpackt;
- das nicht biologische Fleisch oder die nicht biologischen Fleischerzeugnisse werden unverpackt verkauft und das biologische Fleisch oder die biologischen Fleischerzeugnisse werden entweder von Dritten oder von dem Unternehmen selbst zerlegt und vorverpackt, wobei dies in letzterem Fall in vollständigen Serien und zeitlich getrennt zu erfolgen hat;

Eine Abweichung von diesem Grundsatz kann von dem Kontrollorgan auf Anfrage des Unternehmens gewährt werden, um ohne Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren nicht zertifizierte Erzeugnisse aus der Verarbeitung von biologisch zertifiziertem Fleisch zu verkaufen. Diese nicht zertifizierten Erzeugnisse dürfen in keinem Fall mit einem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren verkauft werden. In der Abweichung werden das oder die betreffenden Erzeugnisse erwähnt sowie die Anwendungsdauer.

#### *3.3° Vermarktungs- und Verarbeitungsweg für Milch und Milcherzeugnisse*

3.3.1° Zwecks der Anwendung von Artikel 30 der Verordnung 889/2008 auf den Milchsektor und sofern der Erzeuger im Besitz einer vom Kontrollorgan ausgestellten Bescheinigung über die Konformität seiner Produktionseinheit mit dem biologischen Produktionsverfahren für die Milcherzeugung ist, teilt der Käufer dem Erzeuger zwei verschiedene Identifizierungen zu: eine für die Lieferung biologischer Milch, die andere für die Lieferung von Milch, für die das biologische Produktionsverfahren nicht eingehalten wird. Diese Identifizierungen werden in ein Etikettierungssystem einbezogen, das insbesondere die Identifizierung des Erzeugers und einen Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren und auf das Kontrollorgan für die Lieferung biologischer Milch umfasst.

3.3.2° Für jede Milchlieferung formalisiert der Erzeuger seine Verpflichtung, biologische Milch zu liefern, indem er Etiketten benutzt, die für die Lieferung biologischer Milch bestimmt sind. Wenn nicht biologisch bescheinigte Milch geliefert wird (therapeutische Behandlungen, Tiere in Umstellung...), benutzt der Erzeuger Etiketten, die für konventionelle Milch bestimmt sind.

3.3.3° Der Käufer organiseert vorzugsweise Milchsammlingen, die ausschließlich für biologische Milch bestimmt sind. Ist dies nicht der Fall, sind eine oder mehrere mit einem getrennten Pumpsysteem ausgestattete Einteilungen ausschließlich für die biologische Milch bestimmt.

3.3.4° Bei jeder Stufe der Erzeugung, der Lagerung, des Transports und der Verarbeitung biologischer Milch müssen die Vorrattanks, Einteilungen, Tankwagens und andere Tanks, die biologische Milch enthalten, mit einem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren identifiziert werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über den biologischen Landbau und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 bevestigd zu werden.

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1223

[C – 2010/27051]

**11 FEBRUARI 2010. — Besluit van de Waalse Regering  
inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten  
en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 2092/91, gewijzigd bij Verordening nr. 967/2008 van de Raad van 29 september 2008;

Gelet op Verordening (EG) nr. 889/2008 van de Commissie van 5 september 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten wat betreft de biologische productie, de etikettering en de controles, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1254/2008 van de Commissie van 15 december 2008;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 2°, 3° en 6°, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 1 maart 2007, alsook bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, en artikel 4, gewijzigd bij de wetten van 5 februari 1999 en 1 maart 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten;

Gelet op het op 9 januari 2009 vastgesteld advies van het Overlegcomité voor de biologische landbouw;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de Federale Overheid van 19 maart 2009;

Gelet op het advies nr. 46.927/4 van de Raad van State, gegeven op 15 juli 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Op de voordracht van de Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit bepaalt de toepassingsmodaliteiten van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 2092/91, gewijzigd bij Verordening nr. 967/2008 van de Raad van 29 september 2008 (hierna « Verordening 834/2007 » genoemd), en zijn uitvoeringsreglementen.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevestigd voor landbouw;

2° Dienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

3° Verordening 889/2008 : Verordening (EG) nr. 889/2008 van de Commissie van 5 september 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten wat betreft de biologische productie, de etikettering en de controles, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1254/2008 van de Commissie van 15 december 2008;

4° de Verordeningen : Verordening 834/2007 en zijn uitvoeringsreglementen;

5° controleorgaan : elk orgaan dat overeenkomstig de bepalingen van dit besluit erkend wordt om de controles bedoeld in artikel 27 van Verordening 834/2007 uit te voeren.

**Art. 3.** Overeenkomstig artikel 42, tweede lid, van Verordening 834/2007 en onverminderd de bepalingen van artikel 1 van Verordening 889/2008, zijn de bij dit besluit vastgestelde regels of, bij gebrek, de door de Minister goedgekeurde of erkende particuliere normen van toepassing wanneer de productie bepalingen voor sommige diersoorten, sommige waterplanten en sommige microalgen niet bij de reglementen zijn voorzien.

Met toepassing van artikel 1, § 3, tweede lid van Verordening 834/2007, mogen aanduidingen die verwijzen naar de biologische productiemethode in de grootkeukensector alleen gebruikt worden op voorwaarde dat de grootkeukenverrichtingen en de tabel met forfaitaire retributies die van toepassing zijn op de controles van deze verrichtingen, de voorwaarden respecteren van een bestek dat de Minister goedkeurt, na beraadslaging van het Overlegcomité voor de in artikel 16 bedoelde biologische landbouw.

Voor de toepassing van artikel 95, § 5, van Verordening 889/2008, mogen aanwijzingen die verwijzen naar de biologische productiemethode bij de commercialisering van voedermiddelen voor gezelschapsdieren alleen gebruikt worden op voorwaarde dat de verwerkingsverrichtingen die op deze voedermiddelen van toepassing zijn, de bepalingen respecteren van een bestek dat de Minister goedkeurt, na beraadslaging van een Overlegcomité voor de in artikel 16 bedoelde biologische landbouw.

**Art. 4.** § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, § 3, van Verordening 834/2007, zijn de overeenkomstig artikel 6 erkende controleorganen bevoegd voor de ontvangst van de meldingen bedoeld in § 1 van hetzelfde artikel.

§ 2. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, § 2, van Verordening 834/2007, wordt vrijgesteld van de toepassing van deze paragraaf de marktdeelnemer die rechtstreeks aan de consument of aan de eindgebruiker voorverpakte biologische producten verkoopt op voorwaarde dat deze marktdeelnemer geen biologische producten produceert, bereidt, opslaat tenzij in verband met zijn verkooppunt, en biologische producten of in omschakeling naar de biologische productiemethode uit een derde land invoert, dat hij zijn activiteiten niet in onderaanneming aan een derde toevertrouwt en dat hij geen overeenkomstig de productieregels bepaald in de Verordeningen vervaardigde producten uitvoert.

§ 3. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, § 2, van Verordening 834/2007, wordt vrijgesteld van de toepassing van deze paragraaf en van § 1 de marktdeelnemer die rechtstreeks aan de consument of aan de eindgebruiker niet-voorverpakte biologische producten verkoopt op voorwaarde dat hij geen biologische producten produceert, bereidt, opslaat tenzij in verband met zijn verkooppunt, en biologische producten of in omschakeling naar de biologische productiemethode uit een derde land invoert, dat hij zijn activiteiten niet in onderaanneming aan een derde toevertrouwt en dat hij geen overeenkomstig de productieregels bepaald in de Verordeningen vervaardigde producten uitvoert, en op voorwaarde dat de jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die niet-voorverpakt worden verkocht minder dan 5.000 euro exc. btw bedraagt.

Elke marktdeelnemer die aan de voorwaarden voor de vrijstelling bedoeld in het eerste lid voldoet, moet hierover een schriftelijke officiële verklaring doen bij de Dienst. Hij verbindt zich ertoe de bepalingen van de Verordening en van dit besluit na te leven en de Dienst in te lichten zodra de voorwaarden van deze vrijstelling niet meer worden nageleefd.

**Art. 5.** Met toepassing van artikel 27, 4, b), van Verordening 834/2007 worden de controletaken die uit de tenuitvoerlegging van de Verordeningen en dit besluit voortvloeien, aan controleorganen toevertrouwd, met naleving van de voorwaarden van artikel 27 § 5 en volgende van Verordening 834/2007.

**Art. 6.** De Minister wordt belast met de erkenning van de privé-organen die de controle moeten uitvoeren waaraan de marktdeelnemers bedoeld in artikel 4, § 1, van dit besluit worden onderworpen.

**Art. 7.** Het privé organisme dat erkend wil worden zoals bedoeld in artikel 6, moet een erkenningsaanvraag indienen bij de Dienst.

De erkenningsaanvraag moet aantonen dat de aanvrager voldoet aan de verplichtingen opgelegd door Verordening 834/2007. De aanvrager moet ook het volgende verduidelijken :

1° de eventuele referenties en de nuttige ervaring die het privé organisme dat erkend wil worden, kan laten gelden in het kader van de controle van de biologische productiemethode op landbouwproducten;

2° de installaties en uitrustingen waarover het privé organisme dat erkend wil worden in België beschikt, en die hem toelaten alle nuttige activiteiten in verband met de controle en certificering van biologische producten in het Waals Gewest uit te voeren; het privé organisme dat erkend wil worden, vermeldt specifiek de plaats(en) in België waar alle documenten betreffende de controles en certificering van biologische producten in het Waals Gewest ter inzage zullen liggen;

3° de identificatie van de fysieke persoon verantwoordelijk voor het geheel van de activiteiten van het privé organisme dat erkend wil worden;

4° de identificatie van het personeel belast met de inspecties;

5° de identificatie van minstens één inspecteur, technisch verantwoordelijke voor de controle-activiteiten;

6° de verbintenis van het privé-orgaan dat erkend wil worden om minimum 25 in België gevestigde verschillende producenten te controleren gedurende een periode van 2 jaar vanaf de datum van de bekendmaking van zijn erkenning in het *Belgisch Staatsblad*;

7° het accreditatiecertificaat als bewijs dat het privé-orgaan dat erkend wil worden, voldoet aan de vereisten van de norm EN 45011 of ISO 65, in hun meest recente versie, voor de controles betreffende de biologische productiemethode van landbouwproducten.

**Art. 8.** § 1. De Dienst wordt belast met het toezicht op de privé organismen die de controle moeten uitvoeren waaraan de marktdeelnemers bedoeld in artikel 4, § 1, worden onderworpen.

§ 2. De erkenning van een controleorgaan wordt ingetrokken wanneer de voorwaarden vermeld in artikel 27, § 9, d), van Verordening 834/2007 niet worden nageleefd of wanneer het zijn verbintenis niet nakomt om minimum 25 verschillende producenten op het grondgebied van het Waalse Gewest te controleren gedurende een periode van 2 jaar vanaf de datum van de bekendmaking van zijn erkenning in het *Belgisch Staatsblad*, overeenkomstig artikel 7, tweede lid, 6°.

Wanneer, overeenkomstig het eerste lid, de Dienst de intrekking van de erkenning van een controleorgaan moet voorstellen, stelt hij laatstgenoemde in kennis van de elementen die hem ten laste worden gelegd.

Vervolgens nodigt de Dienst het betrokken controleorgaan uit om in het kader van een verhoor zijn standpunt te laten gelden in verband met de elementen die hem ten laste worden gelegd.

Na onderzoek van het dossier door de Dienst, deelt het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst (hierna « DGARNE » genoemd) haar met redenen omklede advies aan de Minister mee, op basis waarvan laatstgenoemde beslist, in voorkomend geval, de erkenning van het betrokken controleorgaan in te trekken.

§ 3. In geval van tijdelijke of definitieve intrekking van de erkenning, moet het betrokken controleorgaan op zijn kosten zonder uitstel al zijn marktdeelnemers van de officiële beslissing verwittigen en hun aandacht vestigen op de dringende noodzaak zich in te schrijven bij een ander controleorgaan.

Elke erkenning of intrekking ervan wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Portaal van de Waalse landbouw bekendgemaakt.

**Art. 9.** Onverminderd de bepalingen van de Verordening dienen de controleorganen de aanvullende voorwaarden inzake controle bepaald in bijlage 1 toe te passen.

**Art. 10.** De controleorganen leggen de sancties op mits naleving van de modaliteiten en de tabel voor de sancties vastgesteld in bijlage 2.

**Art. 11.** Drempels en plafonds voor de vergoedingen betaald door de marktdeelnemers aan de controleorganen worden bepaald volgens de tabel omschreven in bijlage 3.



**Art. 12.** De controleorganen treffen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat elke marktdeelnemer die de bepalingen van dit besluit naleeft en zijn bijdrage in de controlekosten betaalt, zeker is van toegang tot het controlestelsel.

In het geval dat een marktdeelnemer van controleorgaan verandert, geeft het eerste controleorgaan onmiddellijk aan het volgende controleorgaan alle nodige gegevens over deze marktdeelnemer door voor de continuïteit van de activiteiten.

**Art. 13.** Als een marktdeelnemer bedoeld in artikel 4, 1, een beroep, een klacht of een betwisting aanhangig maakt bij een controleorgaan en wanneer, na behandeling van dit dossier volgens de procedures vastgelegd overeenkomstig de norm EN 45011 of ISO 65 die door de organismen die producten certificeren wordt gebruikt, de uitgesproken beslissing door de bedoelde marktdeelnemer wordt betwist, kan laatstgenoemde een administratief beroep indienen bij de DGARNE. Hij moet te dien einde zijn verweermiddelen indienen bij aangetekend schrijven gericht aan de Inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling en dit, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de verzendingsdatum van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem wordt ter kennis gebracht.

Na onderzoek van de verweermiddelen van de betrokkene, kan de Inspecteur-generaal laatstgenoemde oproepen om hem te horen. Op dezelfde wijze kan de betrokken marktdeelnemer vragen om vóór de beslissing door de Inspecteur-generaal te worden gehoord. Andere interveniënten kunnen eveneens uitgenodigd worden om bij het onderhoud aanwezig te zijn.

De Inspecteur-generaal neemt een beslissing die per aangetekend schrijven aan de betrokkene wordt meegedeeld.

Indien expertisekosten door het Waalse Gewest worden opgelegd en de betwiste beslissing wordt bevestigd, wordt een verzoek tot betaling van deze kosten gevoegd bij het aangetekend schrijven waarbij aan betrokkene wordt gevraagd om deze kosten te betalen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangstdatum van het schrijven.

**Art. 14.** Toepassingsbepalingen van de verordeningen in de plantaardige en in de dierlijke sector worden respectievelijk in de bijlagen 4 en 5 vastgelegd.

In overeenstemming met het in artikel 16 bedoeld Overlegcomité voor biologische landbouw, maakt de Dienst een lijst op van producten die met toepassing van artikel 95, § 6, van Verordening 889/2008, zijn toegelaten.

**Art. 15.** § 1. Naast de specifieke bepalingen van dit besluit, heeft de Dienst de rol van bevoegde autoriteit waarnaar wordt verwezen in artikel 29, in artikel 36, § 4, punt *b*), en in artikel 58, § 1, punt *c*), van Verordening 889/2008.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 9, § 4, in artikel 18, § 1, in artikel 36, § 2 en § 3, in artikel 40, § 1, punt *a*), *v*), in artikel 40, § 1, punt *b*), in artikel 40, § 3, in artikel 47, in artikel 95, § 1 en § 2, en in bijlage VIII, punt *A*, opmerking (1), van Verordening 889/2008, neemt de Dienst een beslissing op basis van een dossier dat door het controleorgaan wordt overgemaakt en een voorstel van beslissing bevat.

**Art. 16.** De Minister mag de bijlagen bij dit besluit wijzigen om ze aan de wijzigingen van de Verordening, aan de evolutie van de controletechnieken en aan de ontwikkeling van de biologische productiemethode aan te passen.

Deze wijzigingen worden vastgelegd na raadpleging van de representatieve organisaties voor de sector van de biologische productie. Laatstgenoemden vergaderen in een Overlegcomité voor de biologische landbouw waarvan het voorzitterschap en het secretariaat door de Dienst worden waargenomen. Bedoeld Overlegcomité stelt zijn huishoudelijk reglement op dat zijn organisatiewijze bepaalt. Dit overlegcomité brengt de vertegenwoordigers van het hele circuit bijeen dat betrokken is bij de biologische productiemethode: producenten, verwerkers, consumenten, controleorganen en begeleidingsstructuren.

**Art. 17.** De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgelegd, vervolgd en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De bepalingen van het koninklijk besluit van 15 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 8 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit, is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het DGARNE en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

**Art. 18.** Het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten wordt opgeheven.

**Art. 19.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 februari 2010.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

#### Bijlage 1. — Aanvullende voorwaarden inzake de controle van de biologische productiemethode

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van de Verordening bepaalt dit bestek de bijkomende voorschriften inzake de controle van de biologische productiemethode die de controleorganen overeenkomstig artikel 9 van dit besluit dienen toe te passen.

##### Hoofdstuk I. - Bepalingen ter uitvoering van de wetgeving

###### 1.1° Algemeen principe

Voor de toepassing van artikel 11 van Verordening 834/2007 en van artikel 17 van Verordening 889/2008 wordt het bestaan van een onderscheiden bedrijf vastgesteld in overeenstemming met het gezamenlijk bestaan van een onderscheiden geografische entiteit in de zin van de wetgeving betreffende de identificatie en de registratie van de dieren (Sanitel), en van een onderscheiden juridische entiteit.

###### 1.2° Melding van activiteit en aanvang van de inwerkingtreding van de controleregeling



Met toepassing van artikel 28, § 3, van Verordening 834/2007, zijn de erkende controleorganen bevoegd voor de ontvangst van de meldingen vermeld in artikel 28 § 1 van deze Verordening.

De datum waarop de controleregeling een aanvang neemt, waarmee met name de omschakelingsperiode bij de producenten start, is vastgesteld op de dag waarop het controleorgaan de kennisgeving van de marktdeelnemer heeft ontvangen en diens verbintenis om zijn bedrijf aan de controleregeling te onderwerpen. Deze verbintenis wordt gematerialiseerd door de ondertekening van een contract tussen de marktdeelnemer en het controleorgaan.

### 1.3° *Traceerbaarheid van de dierlijke producten*

1.3.1° Het controleorgaan dient een overeenkomst te sluiten met de organisatie die instaat voor het beheer van het Sanitel-systeem voor identificatie en registratie van de dieren, zodat men regelmatig kan beschikken over informatie in verband met het veebeslag en de dieren van de marktdeelnemers die gecontroleerd worden voor alle diersoorten waarvoor er een Sanitelsysteem operationeel is.

1.3.2° Het controleorgaan dient jaarlijks stalen te nemen van vlees of vleesproducten op minstens 5 % van de voor verhandeling geslachte, biologisch gefokte runderen en door middel van een DNA-onderzoek na te gaan of die stalen overeenstemmen met het haarstal van de dieren dat door de producenten werd genomen bij toepassing van dit besluit.

## Hoofdstuk 2. - Planning en uitvoering van de controles

2.1° Wanneer het controleorgaan de kennisgeving van een marktdeelnemer ontvangt, alsmede zijn verbintenis om zijn bedrijf aan de controleregeling te onderwerpen in de zin van punt 1.2° van onderhavige bijlage, voert het de eerste inspectie die bij de Verordening 834/2007 verplicht is, binnen maximum 30 dagen uit.

2.2° Benevens de oorspronkelijke controle bedoeld in punt 2.1° worden de controles van de controleorganen in 4 aparte categorieën ingedeeld :

a) Jaarlijkse fysieke hoofdcontrole zoals omschreven en verplicht gemaakt door artikel 65, § 1 van Verordening 889/2008;

b) Bijkomende controle naast de jaarlijkse fysieke controle noodzakelijk gemaakt wanneer laatstgenoemde controle niet volledig uitgevoerd kan worden tijdens één bezoek;

c) Verscherpte controle uitgevoerd in het kader van de toepassing van de tabel voor de sancties die in hoofdstuk 4 van deze bijlage omschreven is;

d) Streekproefcontrole zoals omschreven in artikel 65, § 4 van Verordening 889/2008.

De controles vermeld in de punten a) en b) dekken de volledige activiteit van de marktdeelnemer.

2.3° Het controleorgaan voert een aantal steekproefcontroles uit waarvan het aantal gelijk is aan of hoger dan 60 % van het aantal marktdeelnemers onderworpen aan de controle.

Het minimum aantal uit te voeren steekproefcontroles wordt berekend in vergelijking met de toestand op 31 december van het vorige jaar.

2.4° Het controleorgaan legt een procedure ter goedkeuring voor aan de Dienst tot vastlegging van de planning van de controles en de keuze van de marktdeelnemers die de controles moeten ondergaan op basis van een algemene evaluatie van het risico van het niet-naleven van de Verordeningen of van dit besluit. Deze procedure wordt voor advies voorgelegd aan het Overlegcomité voor de biologische landbouw bedoeld in artikel 16.

2.5° Wanneer er onregelmatigheid wordt vermoed, is het controleorgaan ertoe gehouden om binnen de kortst mogelijke termijn een controle uit te voeren bij de betrokken marktdeelnemer.

2.6° De steekproefcontroles kunnen gedeeltelijke controles zijn, bedoeld om een beperkt aantal punten na te gaan. In dit geval past het controleorgaan de controles aan volgens het specifieke karakter van de marktdeelnemer en de inhoud van zijn dossier.

2.7° Voor de toepassing van artikel 67, § 1, punt b) van Verordening 889/2008 op de bereidingseenheden waar ook niet-biologische producten worden verwerkt, verpakt of opgeslagen, overhandigt de marktdeelnemer de plannings voor de biologische productie vooraf aan zijn controleorgaan.

## Hoofdstuk 3. - Planning, uitvoering en interpretatie van de analyses

3.1° Voor de toepassing van artikel 65, § 2 van Verordening 889/2008, neemt het controleorgaan voor elke nieuwe productie-eenheid dat kennis geeft van zijn omschakeling naar de biologische productiemethode, een staal van de bodem, van een plantaardig of dierlijk product en voert een analyse uit om de mogelijke aanwezigheid van residuen of van verontreinigende stoffen op te sporen.

3.2° Het controleorgaan voert bij de marktdeelnemers die niet in punt 3.1° voorkomen, een aantal routine-analyses uit gelijk aan of hoger dan 60 % van alle marktdeelnemers.

3.3° Bij iedere marktdeelnemer die aan de controle onderworpen is, moet het controleorgaan een productanalyse uitvoeren als men een onregelmatigheid vermoedt.

3.4° Het controleorgaan legt een procedure ter goedkeuring voor aan de Dienst tot vastlegging van de planning van de monsternemingen, de keuze van de marktdeelnemers en van de producten die de analyses moeten ondergaan alsook de aard van de gezochte producten, op basis van een algemene evaluatie van het risico van het niet-naleven van de Verordeningen of van dit besluit. Deze procedure wordt voor advies voorgelegd aan het Overlegcomité voor de biologische landbouw.

3.5° De analyses uitgevoerd op plantaardige en dierlijke producten zijn gericht op het ongeoorloofde gebruik van verboden producten, ook het gebruik van genetisch gemodificeerde organismen of producten die hiervan zijn afgeleid, alsook de eventuele aanwezigheid van residuen van vermoede milieuvervuiling.

3.6° De analyse van plantenstalen die bij de producenten worden genomen heeft o.a. betrekking op herbiciden, fungiciden, insecticiden, acariciden, slakkendodende middelen, bactericiden, rodenticiden, afweermiddelen, kiemremmende stoffen, groeiregelaars, rijpingsvertragers en -versnellers.

3.7° Benevens de in het vorige punt bedoelde producten heeft de analyse van de plantenstalen genomen bij bereiders en invoerders ook betrekking op de voedingsadditieven, kleurstoffen, aroma's, smaakverbeteraars, bewaarestoffen, dragers, solventen en andere technologische hulpstoffen.

3.8° De analyses verricht op dierlijke producten hebben o.a. betrekking op de chemisch gesynthetiseerde allopatische diergeneeskundige middelen, antibiotica, pijnstillers, coccidiostatica, de groei- of productiebevorderende stoffen, additieven, bewaarmiddelen en andere technologische hulpstoffen zoals nitraten en sorbaten in melk, de nitrieten, nitraten, sulfieten, fosfaten en glutamaten in vlees en vleesproducten.

3.9° Het gebruik van fytofarmaceutische producten die de voorwaarden van artikel 5 van Verordening 889/2008 niet naleven, wordt als verboden beschouwd zodra het ontdekte residupeil voor een bepaalde pesticide anderhalve maal hoger is dan de bepalingsgrens zoals gedefinieerd in artikel 3, § 2 punt f) van Verordening (EG) nr.396/2005 van

het Europees Parlement en de Raad van 23 februari 2005 tot vaststelling van maximumgehalten aan bestrijdingsmiddelenresiduen in of op levensmiddelen en diervoeders van plantaardige en dierlijke oorsprong en houdende wijziging van Richtlijn 91/414/EEG van de Raad, behalve indien de marktdeelnemer, tot voldoening van het controleorgaan, kan aantonen dat de gevonden residu het resultaat zijn van een verontreiniging ten gevolge van een factor die losstaat van de eisen van de biologische productiemethode.

De bepalingsgrens die in aanmerking moet worden genomen, hangt af van de analysemethode van het laboratorium dat de analyse uitvoert en deze methode wordt bekrachtigd door een accreditatie van dit laboratorium volgens de norm EN 17025.

Het resultaat van bijkomende analyses in een laboratorium is een onderzoeksmiddel om de gegrondheid van de argumenten na te gaan. Het controleorgaan bestudeert deze gevallen grondig samen met de Dienst.

#### Hoofdstuk 4. - Tabel voor de sancties

4.1° Naast de toepassing van de bepalingen vastgelegd in artikel 30 van Verordening 834/2007 en in artikel 91, § 2 van Verordening 889/2008, past het controleorgaan een of meer van de volgende sancties toe als ze een onregelmatigheid of een inbreuk vaststelt :

Sancties		Toepassing
Opmerkingen	Gewone opmerking	De gewone opmerking wordt gebruikt voor kleine onregelmatigheden of voor duidelijk onvrijwillige gebreken door de marktdeelnemer
	Vraag om verbetering	Bij de vraag om verbetering wordt aangegeven welke onregelmatigheid er is vastgesteld, welke verbetering er wordt verwacht en binnen welke termijn.
Waarschuwing		De waarschuwing gaat vergezeld van de vermelding welke sanctie er zal worden toegepast als de marktdeelnemer er geen rekening mee houdt. Op een vraag om verbetering die niet binnen de gestelde termijn in acht wordt genomen volgt altijd een waarschuwing. Er wordt systematisch tot verscherpte controle besloten wanneer een waarschuwing moet gegeven worden.
Verscherpte controle		De kosten voor verscherpte controle worden gedragen door de marktdeelnemer.
Declasseringen en schorsingen	Declassering perceel	Declassering van een perceel of deel van een bepaald perceel voor een bepaalde duur.
	Declassering lot	Definitieve declassering van een bepaald deel van de productie.
	Schorsing product	Verbod voor een vastgelegde duur aan de marktdeelnemer opgelegd om een bepaald soort producten onder verwijzing naar de biologische productiemethode op de markt te brengen.
	Totale schorsing	Verbod voor een bepaalde duur aan de marktdeelnemer opgelegd om alle producten onder verwijzing naar de biologische productiemethode op de markt te brengen.

4.2° Het controleorgaan past de tabel van de sancties van bijlage 2 toe aan de hand van de concrete onregelmatigheden en inbreuken die worden vastgesteld.

4.3° Wanneer artikel 30, § 1, tweede lid van de Verordening 834/2007 wordt toegepast, deelt het controleorgaan aan de Dienst een volledig dossier mee inzake de vastgestelde overtreding om over een toepassingsperiode van de voorgestelde maatregel overeen te komen.

#### Hoofdstuk 5. - Gegevens die aan de Dienst moeten worden verstrekt

##### 5.1° Tabel van de vergoedingen

5.1.1° Het controleorgaan moet de tabel van de vergoedingen die voor de marktdeelnemers van toepassing zijn en die overeenkomstig bijlage 3 bij dit besluit opgesteld is, aan de Dienst overhandigen. Verder moet het elke wijziging aan deze tabel meedelen vóór de datum waarop deze in werking treedt.

##### 5.2° Jaarlijks te bezorgen gegevens

5.2.1° Lijst van marktdeelnemers die aan de controle onderworpen zijn.

Overeenkomstig artikel 28, § 5 van Verordening 834/2007, wordt de lijst van de marktdeelnemers voor geïnteresseerde derde partijen beschikbaar gemaakt op de website van het controleorgaan.

##### 5.2.2° Jaarverslag.

Het jaarverslag bedoeld in artikel 27, § 14 van Verordening 834/2007 bevat minimum :

de informatie gevraagd door de Europese Commissie;  
de aanvullende statistische gegevens in verband met de productie- en de bereidingsmiddelen van biologische producten alsook in verband met de hoeveelheid biologische eindproducten, meer bepaald voor elke marktdeelnemer :

a) De identificatie van de marktdeelnemer (eventueel producentnummer, naam van het bedrijf, naam van de verantwoordelijke, gegevens);

b) De activiteiten van de marktdeelnemer, zowel de biologische als de niet-biologische (de hoofdactiviteit wordt onderscheiden van de bijkomende activiteiten door de NACE-codes, de datum van de eerste melding, de datum van de certificering en desgevallend de datum van de stopzetting van de biologische activiteiten);

c) De aankoopomzet van de bereiders, verpakingsbedrijven, verdelers, importeurs en verkooppunten;

d) Het aantal gehouden dieren per soort, het kuddenummer, de datum van de melding van de activiteit en de datum van certificering;

e) Het gewastype per meegedeeld perceel, de oppervlakte ervan, de datum van de eerste melding en de datum van certificering van het perceel;

f) De datum, het controletype zoals gedefinieerd in punt 2.2° van onderhavige bijlage, en de naam van de controleur die de controle heeft uitgevoerd;

g) De aard, datum en duur van de sancties, met uitzondering van de opmerkingen, volgens de tabel van hoofdstuk 4 van onderhavige bijlage;

h) De genomen monsters (datum van monsterneming, monstertype, nummer van het monster, identificatie van de gevonden producten en overeenstemming van het monster);

i) De aard van de toegestane afwijkingen, alsook de bepaling van de Verordeningen of van onderhavig besluit dat deze voorziet, de datum waarop de afwijking werd toegestaan en geldigheidsduur van elk van de afwijkingen;

j) De gegevens die worden opgelegd door artikel 54, § 1, tweede lid van Verordening 889/2008 betreffende de afwijkingen voor conventioneel zaaizaad voor aardappelen of pootaardappelen.

5.2.3° Gegevens i.v.m. de steun aan de biologische landbouw.

Het controleorgaan moet het Departement Steun van het DGARNE een aantal gegevens bezorgen i.v.m. de door hem gecontroleerde producenten. De aard van deze gegevens wordt door het Departement bepaald op grond van de reglementaire vereisten van de verschillende steunregelingen die onder de bevoegdheid van de betaalorganen vallen.

Een protocol afgesloten tussen het controleorgaan en het DGARNE bepaalt de praktische modaliteiten die eigen zijn aan het doorsturen van deze gegevens.

5.3° *Onmiddellijk te verstrekken gegevens*

5.3.1° Als het controleorgaan een onregelmatigheid of een inbreuk constateert bij een aan de controle onderworpen marktdeelnemer, en ziet dat die onregelmatigheid of die inbreuk gevolgen kan hebben voor marktdeelnemers die aan de controle van een ander controleorgaan onderworpen zijn, dan brengt het onverwijld de Dienst daarvan op de hoogte.

5.3.2° Als het controleorgaan aan een marktdeelnemer een declassering- of schorsings sanctie oplegt bedoeld in hoofdstuk 4 van deze bijlage, dan brengt het onverwijld de Dienst daarvan op de hoogte.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

#### Bijlage 2. — Tabel van de sancties die toepasselijk zijn op de marktdeelnemers

Onderhavige bijlage bevat de tabel van de sancties die toepasselijk zijn op de marktdeelnemers naar gelang van de concrete gevallen van onregelmatigheden en inbreuken die worden vastgesteld. De tabel van de sancties is van toepassing onverminderd de regels en normen die in de Verordeningen en dit besluit vastliggen.

##### Hoofdstuk 1. - Bepalingen ter uitvoering van de sancties

1.1 Bij onregelmatigheden of inbreuken die in hoofdstuk 2 worden vermeld, past het controleorgaan op zijn minst de sancties toe die worden gedefinieerd in hoofdstuk 2 van onderhavige bijlage.

1.2 Naar gelang van elk concreet geval waarmee het geconfronteerd wordt, spreekt het controleorgaan een zwaardere sanctie uit dan de theoretisch geplande sanctie indien het oordeelt dat de inbreuk of de cumul van meerdere inbreuken zulks rechtvaardigt. Het beslist desnoods een declassering of schorsing toe te passen bovenop de sancties die genomen moeten worden krachtens de hoger uiteengezette tabel van de sancties. Indien een buitengewone context de versoepeling van de geplande sanctie voor een bepaalde marktdeelnemer rechtvaardigt, deelt het controleorgaan de elementen die een afwijking van de tabel van de sancties verantwoorden en een voorstel van sanctie aan de Dienst mee.

1.3 De sancties worden trapsgewijs toegepast in de chronologische volgorde van de opeenvolgende vaststellingen van bedoeld type inbreuk, waarbij elke vaststelling tot de overeenstemmende sanctie leidt, al naar gelang van de antecedenten van de marktdeelnemer. Wanneer een eerste sanctie door de vereiste verbetering vanwege de marktdeelnemer wordt gevolgd binnen de termijn die het controleorgaan oplegt, wordt deze sanctie niet meer in aanmerking genomen in de gradatie van de sancties zolang eenzelfde inbreuk niet opnieuw werd vastgesteld binnen een termijn van 24 maanden.

1.4 In de niet omschreven gevallen spreekt het controleorgaan een gepaste sanctie uit met inachtneming van de tabel van de sancties.

1.5 Bij inbreuk of onregelmatigheid kan het bestaan van verzachtende omstandigheden in aanmerking worden genomen in de gevallen die in de tabel van de sancties worden voorzien, wanneer de marktdeelnemer duidelijk te goeder trouw is en/of wanneer hij niet verantwoordelijk is voor de inbreuk die door de actie van een derde wordt veroorzaakt.

1.6 Om aan de eis van artikel 30 van Verordening 834/2007 te voldoen, houdt het nieuwe controleorgaan, indien een marktdeelnemer van controleorgaan verandert, rekening met de sancties die het vroegere controleorgaan toepaste, op basis van de gegevens uitgewisseld overeenkomstig artikel 12, tweede lid.

1.7 De toe te passen sancties worden gedefinieerd in de tabel van de sancties bedoeld in punt 4.1° van bijlage 1. De afkortingen gebruikt in de tabel die in hoofdstuk 2 van deze bijlage vastligt, hebben volgende betekenis :

GO	gewone opmerking
Vv	vraag om verbetering of vraag om verbetering met schriftelijke verbintenis
W	waarschuwing
VC	verscherpte controle
DP	declassering of het niet certificeren van het betrokken perceel
DL	declassering of het niet certificeren van het betrokken lot
SP	schorsing of niet certificering van het betrokken product
SB	schorsing bedrijf of niet certificering
VO	heropstart of verlenging omschakeling

## Hoofdstuk 2 - Tabel van de sancties

<b>1. Algemene inbreuken</b>	
1000 Weigering van de controle	SB
1005 Weigering om het controleverslag (of elk ander document) te contrasigneren	Vv/W/SB
1010 Weigering van toegang tot de voorraadboekhouding en/of de financiële boekhouding	SB
1020 Weigering van bemonstering met het oog op analyse	SB
1025 Boekhouding, voorraadboekhouding of andere elementen niet beschikbaar	GO/Vv/W/SB
1030 Boekhouding, voorraadboekhouding of andere elementen niet controleerbaar a) bij een bereider of een importeur b) bij een producent	W/SB Vv/W/SB
1040 Balans aankoop-verkoop niet realiseerbaar	VV/W/SB
1050 Onvoldoende scheiding tussen biologische en niet-biologische producten : a) verzachtende omstandigheden b) duidelijke fraude	GO/Vv/W/SP/SB/ W/SP/SB
1060 Gebruik van GGO of GGO-derivaten a) kleine inbreuk, minieme concentratie b) zware inbreuk, grote concentratie c) duidelijke fraude	W/SP/SB W + DL/SP/SB SP/SB
Geen attest vanwege de leverancier betreffende de Geen attest vanwege de leverancier betreffende de GGO of de GGO-derivaten	GO/Vv/W/SP/SB
1080 Niet-naleving van de concrete maatregelen die werden afgesproken met het controleorgaan ter garantie van het naleven van de wettelijke normen	GO/Vv/W/SP
1085 Geen klachtenregister aanwezig	GO/GO/Vv/W/SP
1090 Niet-naleving van de procedure voor ontvangst van de ingrediënten, producten of dieren a) waarvan a posteriori bewezen werd dat ze biologisch zijn 1) van verschillende leveranciers 2) van dezelfde leverancier b) waarvan a posteriori niet bewezen werd dat ze biologisch zijn	GO/GO/Vv/W/S  PGO/Vv/W/SPVv/ W/SP
1095 Een van de leveranciers van de marktdeelnemer wordt niet gecontroleerd a) De meegedeelde marktdeelnemer is een producent b) De meegedeelde marktdeelnemer is een verwerker c) De meegedeelde marktdeelnemer is een verkooppunt	GO/Vv/W/SP Vv/W/SP GO/Vv/W
1100 Meer dan drie Vv tegelijkertijd voor eenzelfde marktdeelnemer	VC
1110 Verschillende SP's voor het geheel van de producties	SB
1120 Laattijdige of geen mededeling betreffende een product waarvan wordt gedacht dat het niet voldoet aan de eisen van V. 834/2007 en zijn uitvoeringsreglementen.	Vv/W/SP
<b>2. Plantaardige producties</b>	
2000 Productie in eenzelfde bedrijf van identieke variëteiten, in omschakelvorm of in biologische vorm, en in niet-biologische vorm a) met bewijs van scheiding der producten b) zonder bewijs van scheiding der producten	W/SP W + DL/SP
2010 Geen of onvolledig veldboek aanwezig of geen vermelding van het inlassen van een nieuw perceel in het bedrijf	DP
2011 Kennisgeving niet opgestuurd binnen de vastgestelde tijdstippen	Vv/W
2012 Geen kennisgeving van een verandering van teelt op een perceel	GO/Vv/W
2020 Teeltboek a) onbestaand b) onvolledig	Vv/W/DP GO/Vv/W/DP
2030 Onvoldoende teeltafwisseling in open lucht	Vv/W/DP
2040 Gebruik van niet-biologisch teeltmateriaal zonder vergunning terwijl a) er geen biologisch teeltmateriaal beschikbaar is b) er wel biologische teeltmateriaal beschikbaar is	GO/Vv/W/DL Vv/W/DL
2045 Gebruik van een andere variëteit dan deze waarvoor de afwijking oorspronkelijk werd toegekend	GO/Vv/W/DL
2050 Gebruik van behandeld teeltmateriaal a) zaaizaad en pootaardappelen b) ander teeltmateriaal, terwijl er onbehandeld teeltmateriaal beschikbaar is c) ander teeltmateriaal, terwijl er biologisch teeltmateriaal beschikbaar is	W/DL VV/W/DL W/DL
2055 Gebruik van conventioneel pootgoed	DL/DL +VC/SP

2060 Gebruik van een meststof/grondverbeteraar uit bijlage I bij Verordening 889/2008 zonder voorafgaande melding aan het controleorgaan	GO/Vv/W/SP
2070 Gebruik van een meststof of grondverbeteraar die niet is toegestaan volgens bijlage I bij Verordening 889/2008 a) verzachtende omstandigheden b) van organische aard, duidelijke fraude c) van minerale aard, duidelijke fraude	W/DP +VC/SB DP +VC/SB DP > 2j. + VC/SB
2080 Mestgebruik in het bedrijf dat meer dan 170 kg stikstof per ha en per jaar bedraagt : a) geringe overschrijding (minder dan 10 %) b) zware overschrijding (meer dan 10 %)	VV/W/SP W/SP
2100 Gebruik van een bestrijdingsmiddel uit bijlage II bij Verordening 889/2008 a) zonder dat er bewijzen worden bijgehouden voor de noodzaak van het gebruik ervan  b) zonder dat er onmiddellijk gevaar dreigt voor de teelt  c) voor een ander doel gebruikt dan het specifieke doel, vermeld in artikel 5 en bijlage II bij Verordening 889/2008 1. kleine inbreuk 2. zware inbreuk : toepassing van de overeenstemmende sanctie vermeld in 2110 hierboven d) het niet naleven van de specifieke bepalingen inde wetgeving op bestrijdingsmidde- len die in België van toepassing is	GO/Vv/W /SP  GO/Vv/W /SP O/Vv/W/SPGO/       Vv/W/SPVv/W/SP
2110 Gebruik van een bestrijdingsmiddel dat niet is toegestaan volgens bijlage II bij Verordening : 889/2008 a) verzachtende omstandigheden  b) gebruik op kleine schaal  1) van een verboden natuurlijk bestrijdingsmiddel 2) van een chemisch bestrijdingsmiddel onder verzachtende omstandigheden Gebruik van een chemisch bestrijdingsmiddel c) gebruik op grote schaal  1) van een verboden natuurlijk bestrijdingsmiddel 2) van een chemisch bestrijdingsmiddel : verzachtende omstandigheden 3) van een chemisch bestrijdingsmiddel d) beperkt gebruik op plaatsen binnen de productieeenheid, maar niet betrokken bij het productieproces (paden, binnenkoeren...)	DL + VC/DP + SP + VC/SB DL/DP/SB DL + VC/DP + VC/SB DP + VC/SB       DL + VC/DP + VC/SB DP + VC/SB   SB > 2 j. VV/W
2115 Aanwezigheid van residus van pesticiden a) Concentratie < 1,5 x bepalingsgrens b) Concentratie > of = 1,5 x bepalingsgrens	GO DL
2120 Gebruik van verboden substraten voor de productie van champignons a) kleine inbreuk b) zware inbreuk	W/DL DL
2130 Aanwezigheid van verboden producten in de productie-eenheid of afwezigheid van een registratie van dergelijke producten in de niet-biologische productie-eenheid, gesitueerd in dezelfde zone	Vv/W/SB
<b>3. Dierlijke producties</b>	
<b>3.1. Algemene principes en eisen voor controle en traceerbaarheid</b>	
3100 Aanwezigheid in eenzelfde bedrijf van dieren die worden gefokt volgens de biologische productiemethode en dieren van dezelfde soort die niet volgens die productiemethode worden gefokt a) met bewijs van scheiding van de dieren en producten in afzonderlijke productie-eenheden b) zonder bewijs van scheiding van de dieren en producten in afzonderlijke productie-eenheden	W/SP  W/DL/SP
3110 Aanwezigheid in eenzelfde productie-eenheid van dieren die gefokt worden volgens de biologische productiemethode en dieren die niet volgens die productiemethode worden gefokt	W/SP
3115 Aanwezigheid in eenzelfde weide van dieren die worden gefokt volgens de biologische productiemethode en dieren van een andere soort, die niet volgens die productiemethode worden gefokt : a) gelijktijdige aanwezigheid b) niet-gelijktijdige aanwezigheid, maar zonder melding aan het controleorgaan	Vv/W/SP VV/W/SP



3120 Veeboek van het bedrijf a) onvolledig of niet bijgewerkt (bijkomende elementen) b) onvolledig of niet bijgewerkt (belangrijke elementen zoals het binnen- en buitengaan van dieren) c) onbestaande	GO/Vv/W/SP VV/W/SP SP
3130 Weigering door de houder van de toegang tot de Sanitelgegevens van de kudde	SB
3140 Ontbreken van het nemen van een haarstaal van een rund bij de geboorte of de verhandeling of het ontbreken van overhandiging van deze staal aan de ARSIA (Association régionale de Santé et d'Identification animales) a) per ongeluk b) systematisch c) bijzonder geval van het eerste jaar van omschakeling	GO/Vv/W/SP W/SP VV/W/SP
<b>3.2. Omschakeling</b>	
3200 Niet-naleving van de duur van de omschakelingsperiode a) algemeen b) bijzonder geval bij uitloop voor niet-herbivoren	W + DL/SP W/DL/SP
<b>3.3. Herkomst van de dieren</b>	
3300 Aanwenden van een ras dat aanleiding geeft tot een aantal keizersneden dat hoger ligt dan het maximaal getolereerde percentage per jaar a) lichte overschrijding (< 10 %) b) aanzienlijke overschrijding (> 10 %)	Vv/W/SP W/SP
3310 Inbreng van dieren, afkomstig van niet-biologische bedrijven, voor soorten waarvoor geen biologische dieren beschikbaar zijn a) zonder voorafgaande toelating van de Dienst b) zonder documentaire verantwoording	Vv/W/SP GO/Vv/W/SP
3330 Inbreng van dieren, afkomstig van niet-biologische bedrijven, terwijl er biologische dieren beschikbaar zijn a) algemeen c) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	W + DL/SP VO
3340 Inbreng van dieren, afkomstig van niet-biologische bedrijven, die de maximumleeftijd hebben overschreden of na het spenen a) geringe overschrijding van de leeftijdsgrens b) aanzienlijke overschrijding van de leeftijdsgrens	Vv/W/ DL/SP W + DL/SP
3350 Inbreng van vrouwelijke dieren die al geworpen hebben en afkomstig zijn van niet-biologische bedrijven a) algemeen b) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	A + DL/SP VO
3360 Excessieve inbreng van dieren die afkomstig zijn van niet-biologische bedrijven	W/W/SP
3370 Gebruik van slakken die niet behoren tot de toegestane soorten	W/DL/SP
<b>3.4. Voeders</b>	
3400 Toepassing van onomkeerbare vetmestingspraktijken (dwangvoeding)	SP
3401 Minder dan 50 % van de dierenvoerders voor herbivoren komen van de eenheid zelf, of zijn geproduceerd in samenwerking met andere biologische landbouwbedrijven uit dezelfde streek	Vv/W/DL/SP
3402 Het voeder is niet hoofdzakelijk afkomstig van het bedrijf waar de dieren worden gehouden of van bedrijven uit dezelfde streek	Vv/W/DL/SP
3405 Vermenging in het dierenvoeder van omschakelingsvoerders die niet afkomstig zijn van de productie-eenheid zelf in een niet-toegelaten verhouding	Vv/W/DL/SP
3410 Vermenging in het dierenvoeder van omschakelingsvoerders in het eerste omschakelingsjaar, afkomstig van percelen a) eigendom van het bedrijf zelf, maar in een verhouding > 20 % van de gemiddelde hoeveelheid voeder dat aan de dieren wordt gegeven b) geen eigendom van het bedrijf c) voeders die niet afkomstig zijn van weidegronden, permanente weides of percelen met blijvend grasland	Vv/W/DL/SP Vv/W/DL/SP Vv/W/DL/SP
3415 Niet-naleving van de minimumduur voor het voederen van de jonge zoogdieren met natuurlijke melk	GO/Vv/W/DL SP
3420 Teeltsysteem voor herbivoren dat niet gebaseerd is op een maximaal gebruik van de weidegronden	GO/Vv/W/SP
3425 Niet-naleving van het minimumpercentage van 60 % ruwvoeder in het dagrantsoen van de herbivoren	GO/Vv/W/DL SP
3430 Gebruik of aanwezigheid van niet-toegestane conventionele voedermiddelen a) in geringe mate b) in grote mate	Vv/W/DL/SP W/DL/SP

3435 Gebruik van conventionele grondstoffen, geproduceerd of bereid met chemische solventen	W/DL/SP
3440 Gebruik van een te grote hoeveelheid conventionele voedermiddelen gedurende een periode van twaalf maanden a) te hoog met een lichte afwijking (< dan 10 % van de toegelaten waarde) b) te hoog met een aanzienlijke afwijking (> 10 % van de toegelaten waarde) c) niet gemeld gebruik	W/DL of VO/SP DL of VO/SP Vv/W/ DL/SP
3445 Gebruik van meer dan 25 % conventionele voedermiddelen in het dagrantsoen (droge stof) a) gedurende korte tijd b) gedurende lange tijd	Vv/W/DL of VO/SP W/DL of VO/SP
3450 Invoering in de biologische productieketting van toegestane conventionele grondstoffenmengsels	GO/Vv/W/DL
3455 Gebruik van andere dan de toegestane grondstoffen van dierlijke oorsprong a) in aanvullende voedermiddelen b) als grondstoffen of in volwaardige voedermiddelen	W/DL/SP DL/SP
3465 Ontbreken van ruwvoer in het dagrantsoen van varkens of pluimvee	GO/Vv/W/ DL SP
3470 Gebruik van bewaarmiddelen of technische hulpmiddelen die niet toegestaan zijn in kuilvoer	Vv/W/DL/SP
3475 Gebruik van producten die niet toegestaan zijn volgens de bijlagen V en VI bij Verordening 889/2008 in diervoeding	Vv/W/DL/SP
<b>3.5. Preventie van ziekten en diergeneeskundige behandeling</b>	
3500 Gebruik van een substantie ter bevordering van de groei of van de productie, in de voeding van de dieren of als veterinaire behandeling	DL/SP
3510 Gebruik van chemisch gesynthetiseerde allopathische geneesmiddelen of antibiotica, zonder voorschrift van een dierenarts	Vv/W/DL
3520 Gebruik van chemisch gesynthetiseerde allopathische geneesmiddelen of antibiotica als preventieve behandeling	W/DL
3530 Gebruik van hormonen of soortgelijke stoffen om de voortplanting te regelen	W + DL/SP
3540 Gebruik van diergeneeskundige geneesmiddelen zonder de vereiste informatie te hebben genoteerd, of zonder een duidelijke identificatie te hebben gemaakt van de dieren of de groep dieren die behandeld worden	VV/W/SP
3545 Niet meedelen aan het CO van informatie betreffende de diergeneeskundige behandelingen die werden gedaan voor de verhandeling van dieren of dierlijke producten met een biologisch label	GO/ GO/ GO/ Vv/W/ DL
3550 Niet-naleving van de voorziene wachttijd binnen de biologische productiemethode tussen de laatste toediening van allopathische geneesmiddelen en de productie van biologische producten a) met inachtneming van de wettelijke wachttijd b) zonder inachtneming van de wettelijke wachttijd	VV/W/SP SP
3560 Niet-naleving van de duur van de omschakelingsperiode voor de dieren die het maximale aantal chemisch gesynthetiseerde allopathische behandelingen hebben bereikt of overschreden	W/SP
3570 Aanwezigheid in het bedrijf van diergeneeskundige allopathische geneesmiddelen of antibiotica, zonder dat die werden voorgeschreven door een dierenarts met inachtneming van de biologische productieregels of zonder dat die werden ingeschreven in het bedrijfsregister	Vv/W/SP
<b>3.6. Beheer, vervoer, identificatie</b>	
3600 Toepassing van embryotransplantatie of klonen voor de voortplanting	W + DL/SP
3605 Aanbrengen van rubberbanden aan de staarten van schapen, kortstaarten, knippen van de tanden, snavelkappen of onthoornen zonder toestemming van de dienst	GO/Vv/W/DL
3610 Castratie of andere toegestane ingrepen op de dieren, uitgevoerd op een niet-geschikte leeftijd of door niet-gekwalificeerd personeel of met niettoegelaten middelen.	GO/Vv/W/DL
3615 Aanbinden van dieren zonder toestemming van de dienst	GO/Vv/W/DL
3620 Geen regelmatige lichaamsbeweging of toegang tot weidegronden, uitlopen in de open lucht of bewegingsgebieden voor de dieren die met de toestemming van de dienst worden aangebonden	GO/GO/GO VvW/DL
3625 Het houden van dieren in een groep waarvan de omvang niet afgestemd is op de ontwikkelingsfase of op de behoeften die met het gedrag samenhangen	GO/Vv/ W/DL
3630 Het houden van dieren op basis van een dieet dat kan leiden tot anemie	Vv/W/DL
3635 Niet-naleving van de minimumleeftijd bij het slachten van pluimvee of gebruik van een pluimveeras dat niet erkend is als een traaggroeiend ras	VV/W/DL

3640 Vervoer van dieren dat niet aangepast is om de stress te beperken of gebruik van een elektrisch dwangmiddel voor het in- of uitladen van de dieren	VV/W/DL
3645 Toediening van allopathische kalmeringsmiddelen voor en tijdens het vervoer van dieren	DL
3650 Slachting die niet afgestemd is op het beperken van de stress of van alle leed	VV/W/DL
3655 Broeien van slakken zonder inachtneming van een vasttijd van ten minste 5 dagen	W/DL/SP
3660 Broeien van slakken met behulp van zout of azijn	Vv/W/DL/SP
3665 Dieren, groepen van dieren of dierlijke producten die niet foutief of ontoereikend geïdentificeerd zijn a) met garantie wat de biologische kwaliteit betreft b) zonder garantie wat de biologische kwaliteit betreft	Vv/W/DL/SP DL/SP
3670 De eindfase van de vetmesting van volwassen runderen, schapen en varkens voor de productie van vlees gebeurt binen gedurende meer dan 3 maanden of een periode die overeenstemt met meer dan 1/5 van het leven van de dieren	VV/W/SP
<b>3.7. Dierlijke mest</b>	
3700 Te hoge jaarlijkse veebezetting of invoer van mest die leidt tot een mestgebruik in het bedrijf of de contracterende bedrijven dat meer dan 170 kg stikstof per hectare per jaar bedraagt a) lichte overschrijding (< 10 %) b) aanzienlijke overschrijding (> 10 %)	VV/W/SP W/SP
<b>3.8. Uitlopen en huisvesting</b>	
3800 Huisvestingsomstandigheden die niet aangepast zijn aan de fysiologische en ethologische behoeften van de dieren, of die niet voldoen op het gebied van verwarming, isolatie, ventilatie, verluchting of natuurlijke verlichting a) minder belangrijk geval b) ernstig geval	VV/W/SP W/SP
3802 Geen gemakkelijke toegang voor de dieren tot voeder- of drenkplaatsen	VV/W/SP
3804 Gebrek aan voldoende beschutting tegen regen, wind, zon of extreme temperaturen in de buitenruimten	Vv/W/SP
3806 Te hoge veebezetting in de gebouwen a) verschil met de maximaal toegelaten veebezetting van minder dan 10 % b) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar c) andere gevallen	Vv/W/SP VV/W/SP W/SP
3808 Buitenruimte a) te klein b) tijdelijk niet toegankelijk of verzachtende omstandigheden c) ontbreekt of is niet toegankelijk	VV/W/SP VV/W/SP W/SP
3810 Te hoge veebezetting in de weiden en andere graslanden waardoor de grond drassig wordt en de vegetatie overbegrazen a) licht geval b) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar c) andere gevallen	VV/W/SP VV/W/SP W/SP
3812 Onvoldoende reiniging of ontsmetting van de stallen, de hokken, de uitrusting of de gereedschappen	GO/Vv/W/SP
3814 Gebruik van producten die niet vermeld zijn in bijlage VII bij Verordening 889/2008 voor het reinigen of ontsmetten van gebouwen en installaties	VV/W/SP
3816 Gebruik van producten die niet vermeld zijn in bijlage II van Verordening 889/2008 voor het verdelgen van insecten of parasieten	W/SP
3818 Zoogdieren die opgesloten zijn zonder toegang naar buiten, terwijl de omstandigheden dat mogelijk maken en geen enkele van de afwijkingen van toepassing is	W/DL/SP
3820 Herbivoren die opgesloten zijn zonder toegang tot de weiden terwijl de omstandigheden dat wel mogelijk maken	W/SP
3822 Te grote overdekking van de bewegingsruimtes in de openlucht	GO/Vv/W/SP
3824 Te weinig vlakke vloer of te gladde vloer in een stal	GO/Vv/W/SP
3826 Rooster- of lattenconstructie die meer dan de helft (zoogdieren) of twee derden (gevogelte) van de vloeroppervlakte van een stal beslaat a) bijzonder geval tijdens het eerste omschakelingsjaar b) andere gevallen	V/W/SP W/SP
3828 niet-conforme ligruimte voor dieren a) te kleine ligruimte, geen stalstrooisel, of stalstrooisel verrijkt met producten die niet zijn vermeld in bijlage I bij Verordening 889/2008 b) te weinig stalstrooisel of niet aangepaste samenstelling	Vv/W/SP GO/Vv/W/SP

3830 Kalveren ouder dan één week, die ondergebracht zijn in individuele kisten <i>a)</i> kalveren jonger dan 3 weken <i>b)</i> kalveren die drie weken zijn of ouder	Vv/W + DL of VO/SP W+ DL of VO/SP
3832 Varkens die opgesloten zijn zonder onderlaag waarin ze kunnen wroeten	VV/W/SP
3834 Zeugen die afzonderlijk opgesloten zijn in de stallen buiten de toegestane periode van de dracht en de zoogtijd	W/SP
3842 Watervogels die opgesloten zijn zonder toegang tot een wateroppervlak	W/SP
3844 Te weinig of geen zitstokken in de ruimtes voor legkippen of parelhoenders	VV/W/SP
3846 Te weinig of geen nesten in de gebouwen voorlegkippen	VV/W/SP
3848 Te kleine, te korte of te lage luiken in de gebouwen waardoor pluimvee moeite heeft om naar buiten te gaan	VV/W/SP
3850 Meer pluimvee per stal dan de toegestane norm : <i>a)</i> verschil met maximaal aantal toegelaten dieren < 10 % <i>b)</i> verschil met maximaal aantal toegelaten dieren = of > 10 %	VV/W/SP W/SP
3852 Nuttige oppervlakte in de stallen voor pluimvee voor de vleesproductie groter dan de maximaal toegestane oppervlakte per productie-eenheid	W/SP
3854 Ononderbroken nachtelijke rustperiode korter dan 8 uur voor de legkippen	VV/W/SP
3855 Ontbreken van ruwvoeder/materiaal dat aangepast is aan de ethologische behoeften van het pluimvee dat om sanitaire redenen is opgesloten.	VV/W/SP
3856 Pluimvee dat opgesloten is zonder toegang tot een met gras bezaaide uitloopruimte in de open lucht terwijl de omstandigheden dat wel mogelijk maken <i>a)</i> tijdelijke situatie of verzachtende omstandigheden <i>b)</i> permanente situatie of aanhoudende situatie	VV/W/SP W/SP
3858 Pluimvee dat opgesloten is gedurende meer dan een derde van hun leven zonder toegang tot een uitloopruimte in de openlucht <i>a)</i> kan worden goedge maakt <i>b)</i> kan niet worden goedge maakt	W/DL DL
3860 Geen leegstand in de pluimveestallen	VV/W/SP
3862 Geen leegstand voor de uitloopruimtes voor pluimvee van minstens 6 weken	GO/Vv/W/SP
3864 Konijnen die binnen gehouden worden, zonder toegang tot een open front of met een te klein open front, met een afgesloten open front, terwijl de meteorologische omstandigheden niet ongunstig zijn	W/SP
3866 Pluimvee of konijnen die niet op de grond worden gekweekt, of die gehouden worden in kooien	W+DLof VO/SP
3868 Konijnen die afgezonderd van de andere worden gehouden of in groepen waarvan de omvang niet geschikt is	VV/W/SP
3870 Slakken van meer dan 8 dagen oud die niet in een met gras bezaaid buitenpark worden gehouden	W/SP
3872 Geen leegstand van minstens 3 maanden voor buitenparken voor slakken	GO/Vv/W /SP
<b>3.9. Bijenteelt</b>	
3900 (pro memorie)	
<b>4. Bereiders en verwerkers</b>	
4000 Gebruik van een niet-biologisch agrarisch ingrediënt dat niet is toegestaan volgens bijlage IX bij Verordening 889/2008 <i>a)</i> ingrediënt dat duidelijk niet beschikbaar is in biologische kwaliteit  <i>b)</i> ingrediënt is beschikbaar in biologische kwaliteit  1) gebruik in kleine hoeveelheden, verzachtende omstandigheden 2) gebruik in grote hoeveelheden, verzachtende omstandigheden <i>c)</i> duidelijke fraude	Vv/W/SP  W + DL/SP + VC/SB  SP + VC + SB SB
4020 Gebruik van een niet-agrarisch ingrediënt dat niet is toegestaan volgens bijlage VIII, afdeling A bij Verordening 889/2008	W + DL +SP
4030 Gebruik of contaminatie van een technologisch hulpmiddel of van een ander voor de verwerking gebruikt product dat niet is toegestaan volgens bijlage VIII, afdeling B van Verordening 889/2008	W + DL/SP

4040 Behandeling van een product of gebruik van een ingrediënt dat behandeld is met ioniserende stralen	W + DL/SP
4050 Gebruik van eenzelfde ingrediënt van biologische kwaliteit <i>a)</i> en niet biologisch <i>b)</i> en afkomstig van de productie in omschakeling	W/SP VV/W/SP
4060 Vervoer van een te verpakken of te sluiten product zonder verpakking of gesloten container	VV/W/SP
4070 Wijziging van de recepten, de bewerkingsprocedures, de procedures voor ontvangst, scheiding, opslag of andere concrete maatregelen die werden afgesproken met het controleorgaan ter garantie van het naleven van de wettelijke normen, zonder van het naleven van de wettelijke normen, zonder voorafgaande waarschuwing aan het controleorgaan	GO/Vv/W, SP
4071 Afwezigheid van procedures of onvolledige procedures : <i>a)</i> voor de bereiding <i>b)</i> voor de reiniging van een productie-eenheid waar zowel biologische als niet-biologische producten worden geproduceerd	VV/W/SP VV/W/SP
4072 Afwezigheid van registratie of onvolledige registratie van de verrichtingen betreffende : <i>a)</i> productie <i>b)</i> reiniging van een productie-eenheid, waar zowel biologische als niet-biologische producten worden geproduceerd	VV/W/SP VV/W
4080 In een eenheid waar biologische en niet-biologische producten verwerkt of opgeslagen worden, <i>a)</i> onvoldoende scheiding tussen de opslagruimtes <i>b)</i> ontoereikende identificatie van de opslagruimtes <i>c)</i> onvoldoende scheiding tussen de verrichtingen (in ruimte of in tijd) <i>d)</i> ontbreken van een planning van de verrichtingen of niet-naleving van die planning  <i>e)</i> ontoereikende identificatie van de loten <i>f)</i> aanwezigheid van biologische producten in de <i>f)</i> aanwezigheid van biologische producten in de niet-biologische zone <i>g)</i> aanwezigheid van biologische producten in de <i>f)</i> aanwezigheid van biologische producten in de niet-biologische zone	VV/W/SP GO/Vv/W/SP VV/W/SP GO/Vv/W /SP VV/W/SP  VV/W/SP  VV/W/SP
4090 Bereiding uitbesteden in loondienst aan een nietgecontroleerde verwerker <i>a)</i> minder belangrijk geval <i>b)</i> ernstig geval	VV/W/SP W + DL/SP
4100 Verkoop als biologische producten van producten ingevoerd uit derde landen zonder melding <i>a)</i> producten die duidelijk equivalent en regulariseerbaar zijn <i>b)</i> niet-equivalente producten, maar wel biologisch gecertificeerd in derde landen <i>c)</i> producten die duidelijk niet regulariseerbaar zijn	W/SP/SB SP/SB SB
4110 Ontbreken van een systeem voor het aanbrengen door de melkkoper van twee afzonderlijke identificatietekens voor biologische en niet-biologische melk t.a.v. zijn leveranciers, of helemaal geen of een onvolledig identificatie- en etiketteringssysteem	W/SP
4120 Ontbreken van de dubbele identificatie vanwege de melkkoper aan een leverancier	VV/W/DL
4130 Inzameling van biologische en niet-biologische melk door een zuivelfabriek zonder afzonderlijk pompsysteem dat exclusief voor de biologische melk is bestemd	W/DL
4150 Ontbreken van een identificatie- en registratiesysteem waardoor het onmogelijk is de producten in alle stadia van de productie, bereiding en distributie op te sporen	VV/W/SP
<b>5. Fabrikanten van diervoeding</b>	
5000 Gebruik van een niet-toegestaan bewerkingsproces	W/DL/SP
5010 Ontbreken van de specifieke namen in de tabel met grondstoffen	VV/W/SP
5020 Gebruik van conventionele ingrediënten die niet zijn toegestaan volgens de positieve lijst <i>a)</i> kleine hoeveelheden, verzachtende omstandigheden  <i>b)</i> grote hoeveelheden, verzachtende omstandigheden, of grondstof, geproduceerd of vervaardigd met gebruikmaking van chemische solventen <i>c)</i> duidelijke fraude	W/SP + VC/SB SP + VC/SB SB
5030 Gebruik van grondstoffen van dierlijke oorsprong die niet zijn toegestaan volgens bijlage V.2 bij Verordening 889/2008	DL/SP
5040 Gebruik van producten die niet zijn toegestaan volgens bijlage V.3 en VI bij Verordening 889/2008	W + W + DL/SP
<b>6. Etikettering - verhandeling</b>	



6000 Etikettering of verhandeling van een conventioneel product of een product < 95 % met verwijzing naar de biologische productiemethode in de verkoopnaam <i>a)</i> verzachtende omstandigheden  <i>b)</i> duidelijke fraude <i>c)</i> aanduidingen die verwijzen naar de biologische productiemethode op handelsdocumenten die geen betrekking hebben op biologische producten in een bedrijfseenheid die zowel biologische producten als niet-biologische producten commercialiseert	VC + DL/SB SB  Vv/W/SP
6010 Etikettering of verhandeling van een product < 95 % met verwijzing naar de biologische productiemethode voor niet-biologische ingrediënten in de ingrediëntenlijst	W + DL/SP
6011 Percentage biologische ingrediënten die niet overeenstemmen met de de etikettering <i>a)</i> iets te laag (minder dan 5 procentpunten) <i>b)</i> veel te laag (meer dan 5 procentpunten)	W/SP/SB SP/SB
6015 Verwijzing naar de biologische productiemethode in de lijst van ingrediënten en in hetzelfde gezichtsveld als de verkoopnaam, terwijl ten minste een van de voorwaarden vermeld in artikel 23, § 4, punt <i>c)</i> van de V. 834/2007 niet is nageleefd	W/DL/SP
6020 Etikettering of verhandeling van een product uit omschakeling met verwijzing naar de biologische productiemethode	W + DL/SP
6030 Etikettering of verhandeling van een product uit omschakeling onder de vorm van een product met meerdere ingrediënten <i>a)</i> kleine hoeveelheid <i>b)</i> grote hoeveelheid	Vv/W/W + DL/SP W/W + DL/SP
6040 Etikettering of verhandeling van een gedeclasseerd product met verwijzing naar de biologische productiemethode <i>a)</i> eerder gedeclasseerd product 1) verzachtende omstandigheden 2) duidelijke fraude <i>b)</i> product gedeclasseerd bij de marktdeelnemer  1) verzachtende omstandigheden 2) duidelijke fraude	DL  SP SP/SB SB
6050 Etikettering of verhandeling van een product zonder certificering, met verwijzing naar de biologische productiemethode <i>a)</i> product dat de biologische productiemethode respecteert <i>b)</i> niet-conform product: toepassing van de overeenstemmende sanctie	GO/Vv/W/SP SP/SB
6060 Etikettering of verhandeling zonder vermelding van het controleorgaan op het etiket of met een foutieve vermelding	GO/Vv/W/DL/SP
6070 Verhandeling van een biologisch product als biologischproduct zonder verwijzing, of met een foutieve verwijzing naar de biologische productie in de etikettering of de handelsdocumenten	GO/Vv/W /SP
6080 Verhandeling van een biologisch product zonder voorafgaande goedkeuring van de etikettering <i>a)</i> conforme etikettering <i>b)</i> niet-conforme etikettering	GO/Vv/W /SP Vv/W/SP
6090 Verhandeling van een biologisch product met een etikettering die niet of niet meer overeenstemt met het recept	GO/Vv/W/SP
6100 Gebruik van het communautaire logo op een product in omschakeling, of op een product < 95 % van landbouwingredienten onder biologische vorm	VV/W/SP
6110 Verhandeling van een dier met verwijzing naar debiologische productiemethode <i>a)</i> zonder genummerde, door het controleorgaan afgeleverde verhandelingsbon <i>b)</i> met een onvolledige verhandelingsbon	VV/W/SP GO/Vv/W/SP
6115 Laattijdige overdracht of geen overdracht van de verhandelingsbon door een slachthuis	GO/Vv/W/SP
6120 Verhandeling van biologisch én niet-biologisch onverpakt vlees of onverpakte vleesproducten van dezelfde diersoort aan de eindconsument	W/SP
<b>7. Import uit derde landen</b>	
7000 Verkoop of de douanering van ingevoerde producten als biologische producten, zonder melding aan het CO	Vv/W/SP/SB
7100 Ontvangst van een geïmporteerd biologisch product door een marktdeelnemer die niet onder controle staat <i>a)</i> lichte inbreuk <i>b)</i> zware inbreuk	VV/W/SP W + DL/SP
7200 Import van een biologisch product zonder verwijzing naar de identificatie van de exporteur	GO/Vv/W/DL/SP

7300 Import van een biologisch product zonder verwijzing naar de identificatie van het controleorgaan van de exporteur	GO/Vv/W/DL/SP
7400 Import van een biologisch product zonder verwijzing naar de identificatie van de importeur	GO/Vv/W/DL/SP
<b>8. Verkooppunten</b>	
8000 Verhandeling van conventionele producten in de toonbank « bio » a) voorverpakte producten b) producten in bulk	Vv/W/W W/SP/SB
8100 Geen formalisering van de ontvangst van de bioproducten (vb. op leveringsbonnen)	GO/VV/W
8200 Voor de consument verwarrende identificatie van bio en niet-bio	GO/VV/W

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 betreffende de productiemethode en de etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

### Bijlage 3. — Vergoedingen betaald door de marktdeelnemers aan het controleorgaan

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van de Verordeningen bepaalt deze tabel de minimum- en maximumgrenzen van de vergoedingen die marktdeelnemers aan de controleorganen dienen te betalen overeenkomstig artikel 11.

#### 1° Producenten

1.1° Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de kosten voor dienstreizen en analyses, bepaalt het controleorgaan het rooster van de jaarlijkse vergoedingen die de producenten verschuldigd zijn naar rato van het hieronder weergegeven puntensysteem :

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Basisbedrag voor een productie-eenheid	1 670
Per derde bedrijf dat moet worden gecontroleerd (loonwerk : de goederen blijven eigendom van de producent)	2 030
Per ha natuurreservaat (**)	20,4
Per ha kerstbomen	280
Per ha groententeelt (*)	825
Per ha grove groententeelt (*)	460
Per ha akkerbouw (*)	81
Per ha weide, groenbemesting of braakgrond	61
Per ha laagstammig fruit	410
Per ha hoogstammig fruit	280
Per ha onverwarmde serre of tunnel	2 460
Per ha verwarmde serre	4 950
Per ha champignons	16 500
Per rund van minder dan 1 jaar	6,3
Per rund van 1 tot 2 jaar	9,5
Per rund van meer dan 2 jaar	12,4
Per zoogkoe	21
Per melkkoe	30
Per marktklaar varken	4,7
Per zeug of varkensbeer	30
Per marktklaar lam	2
Per zogende ooi	4,5
Per melkgeit- of -ooi	7,7
Per zogende merrie/ hengst	21
Per melkgevende merrie	30
Per 10 marktklare vleeskippen	3,4

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Per 10 legkippen	10,2
Per 10 marktklare kalkoenen	6,8
Per 10 marktklare eenden	6,8
Per marktklare struisvogel	4,7
Per fokstruisvogel	15,1
Per konijnenvoedster	6,1
Per marktklaar spieshart	5
Per wijfes- of mannetjeshert	15,1
Per 100 marktklare consumptieslakken	3

(\*) op basis van een door de Dienst vastgestelde lijst van de gewassen

(\*\*) sites die onder een bijzonder beschermingsstatuut staan in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud of het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 juni 1989 betreffende de bescherming van de vochtige gebieden met een biologisch belang, namelijk : goedgekeurde natuureservaat, natuureservaat in domein, bosreservaat, watergebied van biologisch belang.

1.2° Benevens die controles op derden is het minimumaantal punten voor een bedrijf vastgesteld op 2 500 punten.

2° Ondernemingen voor bereiding, verpakking en invoer

2.1° Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de kosten voor dienstreizen en analyses, bepaalt het controleorgaan het rooster van de jaarlijkse vergoedingen die de bereiders en invoerders verschuldigd zijn naar rato van het hieronder weergegeven puntensysteem :

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Basisbedrag voor de verwerking of de invoer :	1 790
- exclusief voorbehouden aan de biologische productie	2 200
- ook gebruikt voor conventionele producten	
Per bijkomende vestiging :	1 200
- exclusief voorbehouden aan de biologische productie	1 470
- ook gebruikt voor conventionele producten	
Volgens het gebruikte soort ingrediënt :	120
- uitsluitend biologisch	147
- biologisch en conventioneel	
- Per afgewerkt biologisch eindproduct :	180
- uitsluitend biologisch	220
- biologisch en conventioneel	
Per schijf van 5.000 EUR van de JBO (*) beneden 1.250.000 EUR	145,6
Per schijf van 5.000 EUR van de JBO (*) begrepen tussen 1.250.000 EUR en 6.250.000 EUR	72,8
Per schijf van 5.000 EUR van de JBO (*) begrepen tussen 6.250.000 EUR en 15.000.000 EUR	43,7
Per schijf van 5.000 EUR van de JBO (*) begrepen tussen 15.000.000 EUR en 25.000.000 EUR	25,4
Per schijf van 5.000 EUR van de JBO (*) boven 25.000.000 EUR	14,6
Per aanvraag om invoervergunning in het raam van de Verordening of van dit besluit	4 800

(\*) Onder JBO verstaat men de jaarlijkse omzet voor activiteiten in de biologische productie.

2.2° Voor bedrijven die zich beperken tot het kopen van verpakte biologische producten om de verpakking ervan te wijzigen (verpakkingsbedrijven), wordt de JBO gebruikt voor berekening van de punten verminderd tot 65 % van zijn waarde.

Voor ondernemingen die zich beperken tot het ontvangen van biologische producten in niet-gesloten verpakking of bulk en ze aldus op de markt te brengen wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten verminderd tot 50 % van zijn waarde.

Voor ondernemingen die zich beperken tot het kopen van verpakte biologische producten en er een etiket met hun eigen naam op plakken, wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten verminderd tot 25 % van zijn waarde.

Voor ondernemingen die zich beperken tot het ontvangen van biologische producten in gesloten verpakking en ze aldus op de markt te brengen zonder de verpakking of het etiket te wijzigen, wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten teruggebracht tot 15 % van zijn waarde.

Voor de invoerders wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten verminderd tot 25 % van zijn waarde.

2.3° Buiten de aanvragen om invoervergunning wordt het minimum aantal punten van een bedrijf vastgesteld op 6000 punten. Deze minimumdrempel kan in de volgende gevallen evenwel nog worden verminderd :

voor de ondernemingen die hun activiteit opstarten (nieuw btw-nr.) kan die drempel worden verlaagd tot 4450 punten tijdens de eerste twee jaar;

voor de bedrijven die koopwaar verwerken zonder daar eigenaar van te zijn (maakloonwerkers) kan die drempel worden verlaagd tot 4 450 punten als de JBO begrepen is tussen 12.500 EUR en 100.000 EUR en tot 3 450 punten als de JBO minder is dan 12.500 EUR;

voor bakkerijen met een JBO lager dan 12.500 EUR kan die drempel worden verlaagd tot 2 075 punten.

### 3° Verkooppunten

3.1° Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de kosten voor dienstreizen, bepaalt het controleorgaan het rooster van de jaarlijkse vergoedingen die de marktdeelnemers die verantwoordelijk zijn voor het in de handel brengen van biologische producten aan de consumenten of de eindgebruiker verschuldigd zijn naar rato van het hieronder weergegeven puntensysteem :

Jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die onder een niet-voorverpakte vorm worden verkocht	Aantal punten
Minder dan 15.000 euro	2 000
Tussen 15.000 en 60.000 euro	2 592
Tussen 60.001 en 100.000 euro	3 313
Meer dan 100.000 euro	4 034

3.2° In afwijking van punt 3.1 wordt het hiernavermelde puntensysteem toegepast op marktdeelnemers die bij de consument of de eindgebruiker niet-voorverpakte biologische producten in de handel brengen en die niet onder dezelfde vorm identieke producten in de handel brengen die niet in de Verordening of dit besluit worden geregeld :

Jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die onder een niet-voorverpakte vorm worden verkocht	Aantal punten
Minder dan 15.000 euro	1 665
Tussen 15.000 en 60.000 euro	2 163
Tussen 60.001 en 100.000 euro	2 764
Meer dan 100.000 euro	3 364

3.3° De marktdeelnemers die verantwoordelijk zijn voor het in de handel brengen van biologische producten bij de consument of de eindgebruiker en die eveneens een activiteit als producent en/of als onderneming voor bereiding, verpakking en invoer van biologische producten uitoefenen, betalen de vergoeding die overeenkomstig punten 1° en 2° van deze bijlage wordt bepaald; er wordt geen verhoging van deze vergoeding toegepast i.v.m. het in de handel brengen en dit, voor zover de jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die onder een niet-voorverpakte vorm worden verkocht, minder dan 5.000 euro bedraagt.

Als de jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die onder een niet-voorverpakte vorm worden verkocht 5.000 euro of meer bedraagt, is de waarde van de jaarlijkse vergoeding verschuldigd voor het in de handel brengen, vastgelegd door toepassing van de punten 3.1° of 3.2°, met een aftrek van 472 punten van de bepaalde bedragen.

### 4° Minima en maxima van de vergoedingen

De vergoedingen zonder btw die het controleorgaan de marktdeelnemers aanrekent, is gelijk aan het totale aantal punten van het bedrijf, vermenigvuldigd met een coëfficiënt begrepen tussen de volgende minimale en maximale grenzen (deze coëfficiënt kan afzonderlijk worden vastgelegd, enerzijds voor de producenten, en anderzijds voor de bereidings- en verpakkingsbedrijven en de invoerders) :

- minimale vergoeding : coëfficiënt 0,121 euro;
- maximale vergoeding : coëfficiënt 0,184 euro.

### 5° Verscherpte controles

De kosten voor verscherpte controles uitgeoefend met name bij toepassing van hoofdstuk 4 van het bestek opgenomen in bijlage 1 worden door de controleorganen aan de marktdeelnemer aangerekend op basis van de volgende minimum- en maximumgrenzen (mogelijke analysekosten niet meegerekend) :

Vergoeding (per 1/2 uur controle)	In het bedrijf	In het kantoor
Minimaal	30 euros	20 euros
Maximaal	45 euros	30 euros

### 6° Indexering

De bedragen bedoeld in de punten 4° en 5° worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari op basis van de gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar ten opzichte van deze van december 2007.

Deze indexering geldt niet voor de berekening van de vergoeding bedoeld in punt 4° op basis van het aantal punten dat aan de hand van de JBO in punt 2° van onderhavige bijlage wordt vastgelegd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

**Bijlage 4. — Bepalingen ter uitvoering van de verordeningen in de sector der planten****Hoofdstuk 1. - De databank van zaaizaad voor aardappelen of pootaardappelen, verkregen volgens de biologische productiemethode**

1.1° De Dienst wordt als bevoegde autoriteit aangeduid voor de toepassing van de artikelen 48 tot 50 van Verordening 889/2008.

Hij is dan ook belast met het beheer van de databank. Hij kan een orgaan aanduiden dat het computerbeheer van de databank moet verzekeren.

*1.2° Structuur van de databank van zaaizaad voor aardappelen en pootaardappelen*

1.2.1° De plantsoorten worden onderverdeeld in groepen variëteiten (verder « subgroepen » genoemd), die het werkstramen van de databank vormen. De variëteiten onder biologische vorm worden in de databank geregistreerd en kunnen op schaal van de subgroep worden geraadpleegd.

1.2.2° Voor de toepassing van artikel 45, § 8 van Verordening 889/2008 definieert de Dienst, in overleg met bevoegde autoriteit van de andere Gewesten, de subgroepen van de plantsoorten, alsook de graad van beschikbaarheid onder biologische vorm van zaaizaad voor aardappelen of pootaardappelen volgens de indeling, gedefinieerd in punt 1.2.3° van onderhavige bijlage.

1.2.3° De subgroepen van de plantsoorten worden onderverdeeld in drie niveaus, gedefinieerd volgens de graad van beschikbaarheid onder biologische vorm van zaaizaad voor aardappelen of pootaardappelen :

a) Niveau 1 : het teeltmateriaal van de subgroepen die in dit niveau zijn opgenomen, is in voldoende hoeveelheid beschikbaar onder biologische vorm op het grondgebied van het Waals Gewest. Er kan geen andere afwijking, dan deze die wordt verantwoord door een van de doelstellingen van artikel 45, § 5 punt d) van Verordening 889/2008, voor de betrokken variëteiten worden toegekend.

b) Niveau 2 : er is onvoldoende biologisch teeltmateriaal beschikbaar voor de variëteiten van de subgroepen die bij dit niveau worden ingedeeld. Er moet een voorafgaande toelating worden gevraagd voor het gebruik van niet-biologisch teeltmateriaal, volgens de modaliteiten gedefinieerd in hoofdstuk 2 van onderhavige bijlage.

c) Niveau 3 : dit niveau omvat alle subgroepen waarvoor er weinig of geen zaaizaad voor aardappelen of pootaardappelen onder biologische vorm op het grondgebied van het Waals Gewest bestaat. De betrokken variëteiten worden gemeld volgens de modaliteiten gedefinieerd in hoofdstuk 3 van onderhavige bijlage.

1.2.4° Een samenvatting van de variëteiten die in de databank worden vermeld, wordt on-line gezet en bijgewerkt door de beheerder van de databank. Het controleorgaan beantwoordt de gerichte vragen om informatie over de beschikbaarheden die het ontvangt.

**Hoofdstuk 2. - Toekenningsmodaliteiten van de gebruiksvergunning van niet-biologisch zaaizaad voor aardappelen of pootaardappelen***2.1° Verwerkingsmodaliteiten van de vergunningsaanvragen*

2.1.1° Met toepassing van artikel 45, § 4 van Verordening 889/2008 kent het controleorgaan de gebruiksvergunningen voor niet-biologisch zaaizaden of plantaardig teeltmateriaal toe met naleving van de eisen van de Verordeningen en van onderhavig besluit.

2.1.2° Het controleorgaan analyseert de aanvraag van een gebruiksvergunning voor zaaizaad voor aardappelen of pootaardappelen die het ontvangt op schaal van de subgroep waarvan de betrokken variëteit deel uitmaakt en rekening houdend met de informatie van de databank vermeld in punt 1.2° van onderhavige bijlage.

2.1.3° Overeenkomstig artikel 45, § 6 van Verordening 889/2008 wordt de vergunning toegekend voor de zaaidatum, dat betekent :

vanaf 1 december voor de variëteiten die in de lente of de zomer van het volgende jaar worden gezaaid;

vanaf 1 augustus voor de variëteiten die in de herfst of de winter worden gezaaid;

vanaf 1 december van het vorige jaar voor de variëteiten die het hele jaar door worden gezaaid.



## 2.2° Verantwoording van de vergunningsaanvragen

2.2.1° Voor de toepassing van artikel 45, § 5 van Verordening 889/2008, kent het controleorgaan de vergunning om niet-biologisch zaaizaad voor aardappelen of pootaardappelen te gebruiken, toe voor variëteiten van een subgroep die in beschikbaarheidsniveau 2 is ondergebracht en waarvoor het gebruik van niet-biologisch zaaizaad voor aardappelen of pootaardappelen om volgende redenen gerechtvaardigd is :

Code	Afwijking voorzien door art. 45, § 5 (van Verordening 889/2008)	Ingeroepen verantwoording	Vereiste documentatie
5.A	Van de door de gebruiker gevraagde soort is geen enkele variëteit geregistreerd in de databank		
5.B.1	Indien geen leverancier het materiaal vóór het zaaien of planten kan leveren, terwijl de gebruiker het zaaizaad of de pootaardappelen wel tijdig heeft besteld.	De producent heeft tijdig contact opgenomen met alle in de databank geregistreerde leveranciers die het gezochte ras aanbieden, maar geen enkele onder hen kon het biologische teeltmateriaal voor de zaai- of planttijd leveren.	Of gevraagde hoeveelheid > beschikbare hoeveelheid : bij het bezoek van het controleorgaan moet de producent het bewijs leveren van de door hem ondernomen stappen (met vermelding van de data waarop hij contact heeft opgenomen) Of gevraagde hoeveelheid < minimale leveringshoeveelheid : identieke administratieve aanpak als hoger, maar in dit geval is de verantwoording enkel geldig indien de hoeveelheid onder conventionele vorm beter aangepast is aan de gevraagde hoeveelheid dan de minimale leveringshoeveelheid onder biologische vorm.
5.B.2		De producent heeft zijn bestelling al bij een leverancier geplaatst, maar inmiddels bevindt de leverancier zich in de onmogelijkheid te leveren.	Bij het bezoek van het controleorgaan moet de producent het bewijs leveren van de bestelling.
5.B.3		De producent heeft zijn bestelling geplaatst bij een leverancier, die hem vervolgens zaaizaad of pootgoed levert dat duidelijk kwaliteitsgebreken vertoont.	
5.B.4		De producent heeft contact opgenomen met alle in de databank geregistreerde leveranciers van het gevraagde ras, maar geen van hen kan communiceren in een taal die de producent beheerst.	
5.C.0	Indien de door de gebruiker gevraagde variëteit niet in de databank is geregistreerd. De gebruiker kan aantonen dat geen van de geregistreerde alternatieven van dezelfde subgroep geschikt is en dat de vergunning uiterst belangrijk is voor zijn productie.	Geen enkele variëteit die in de subgroep geregistreerd is, is geschikt voor de gebruiker.	
5.C.1.1		De variëteit wordt gevraagd door een klant.	De producent heeft een kopie van het productiecontract, of bij gebrek van een attest van de klant dat bij het bezoek van het controleorgaan wordt voorgelegd.
5.C.1.2		De gevraagde variëteit bezit een specifiek technisch of technologisch kenmerk.	De aanvraag van een afwijking verduidelijkt het gezocht kenmerk en de reden om dit kenmerk te kiezen.
5.C.2		De gevraagde variëteit bezit een grote weerstand of tolerantie tegen een ziekte.	De aanvraag van een afwijking verduidelijkt de naam van de ziekte in kwestie.
5.C.3		De gebruiker wil de economische of agronomische risico's verdelen.	De producent verdeelt zijn productie billijk tussen de biologische en de conventionele variëteiten voor de gevraagde soort EN ten minste een variëteit wordt onder biologische vorm gebruikt.
5.C.4.1		De gevraagde variëteit is aangepast aan de streek.	De aanvraag van een afwijking verduidelijkt de specifieke aanpassing aan de betrokken streek.
5.C.4.2.a		De beschikbare variëteiten zijn weinig of niet gekend in België.	
5.C.4.2.b		Geen of onvoldoende ervaring met de biologische productiemethode voor de variëteiten die in de databank staan.	
5.C.4.3		De gevraagde variëteit is weinig gekend en wordt gevraagd voor een kleinschalige test.	De test wordt uitgevoerd op een oppervlakte van minder dan 5 % van de totale oppervlakte die de betrokken soort op het bedrijf inneemt.
5.C.5		De variëteit is beschikbaar onder een zaadvorm die niet geschikt is.	De aanvraag van een afwijking verduidelijkt de reden waarom de beschikbare zaadvorm niet geschikt is en welke vorm dan gewenst is.

Code	Afwijking voorzien door art. 45, § 5 (van Verordening 889/2008)	Ingeroepen verantwoording	Vereiste documentatie
5.D.1	De variëteit wordt gebruikt in onderzoek, voor tests in kleinschalige veldproeven of voor instandhouding, waarmee de Dienst heeft ingestemd.	De variëteit wordt gebruikt in onderzoek, voor tests in kleinschalige veldproeven.	Enkel aanvragen van een afwijking betreffende testen die werden gerealiseerd door of voor rekening van officiële onderzoekcentra, zijn ontvankelijk.
5.D.2		De variëteit is bestemd voor de instandhouding van de variëteit.	Enkel aanvragen voor afwijking van officiële onderzoekcentra, zijn ontvankelijk.

2.2.2° Wanneer een aanvraag van een afwijking wordt gerechtvaardigd door de codes 5.D.1 en 5.D.2 van de tabel onder punt 2.2.1° van onderhavige bijlage, neemt de Dienst een beslissing op basis van een dossier dat het controleorgaan overmaakt.

2.2.3° Het controleorgaan overhandigt de Dienst, voor eindadvies, elke vergunningsaanvraag die steunt op een verantwoording die niet in punt 2.2.1° staat, maar kan worden gelijkgesteld met een van de gevallen vermeld in artikel 45, § 5 van Verordening 889/2008, samen met een voorstel van beslissing. Indien de Dienst niet reageert binnen de twee werkdagen na de ontvangst van de aanvraag, wordt hij verondersteld een positief advies uit te brengen.

### 2.3° Bijzonder geval van de vermengingen als veevoer

2.3.1° Een vermenging van voedergewassen met variëteiten onder niet-biologische vorm mag enkel worden gebruikt indien de producent voor elk van de niet-biologische variëteiten de vereiste vergunningen heeft gekregen volgens de modaliteiten van deze bijlage.

2.3.2° De Dienst stelt een lijst op van de handelsnamen van vermengingen waarvoor een algemene afwijking voor een bepaald seizoen kan worden toegekend. Enkel vermengingen die ten minste een variëteit onder biologische vorm bevatten, komen in aanmerking.

Het gebruik van een aldus erkende vermenging van voedergewassen moet vooraf worden gemeld volgens de procedure van hoofdstuk 3 van onderhavige bijlage.

## Hoofdstuk 3 - Modaliteiten voor de melding van het gebruik van niet-biologisch zaai-zaad voor aardappelen of pootaardappelen

3.1° Het gebruik van niet-biologisch zaai-zaad voor aardappelen of pootaardappelen voor variëteiten van een subgroep met beschikbaarheidsniveau 3 moet worden gemeld.

3.2° Een melding is de mededeling aan het controleorgaan, van het voornemen van de marktdeelnemer om zaai-zaad voor aardappelen of pootaardappelen onder niet-biologische vorm te gebruiken.

3.3° Een melding bij het controleorgaan is geldig indien de indieningstermijnen van punt 3.4° worden gerespecteerd en de gevraagde variëteit op het moment van de melding niet onder biologische vorm beschikbaar is in de databank van hoofdstuk 1 van onderhavige bijlage.

Het controleorgaan levert een ontvangstbewijs voor elke melding en controleert of de variëteit inderdaad niet beschikbaar is onder biologische vorm.

Indien de variëteit toch beschikbaar is onder biologische vorm, deelt het controleorgaan dit onmiddellijk mee aan de aanvrager en deelt de gevolgen hiervan mee.

3.4° De melding wordt voor de zaaidatum ingediend, namelijk :

- vanaf 1 december voor de variëteiten die in de lente of de zomer van het volgende jaar worden gezaaid;
- vanaf 1 augustus voor de variëteiten die in de herfst of de winter worden gezaaid;
- vanaf 1 december van het vorige jaar voor de variëteiten die het hele jaar door worden gezaaid.

3.5° Na indiening en bekrachtiging door het controleorgaan is de melding geldig voor een seizoen per keer en onderworpen aan de naleving van artikel 45, § 2 van Verordening 889/2008.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008.

De Minister-President,

R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

Bijlage 5. — **Bepalingen ter uitvoering van de verordeningen in de dierensector****Hoofdstuk 1 - Toepassingsgebied**

Overeenkomstig artikel 42, tweede lid van Verordening 834/2007, en onverminderd artikel 1 van Verordening 889/2008, zijn de maatregelen bepaald in de Verordeningen en in dit besluit, van toepassing op :

- de konijnen en hun producten;
- de struisvogels en hun producten;
- de hertachtigen en hun producten;
- de slakken en hun producten.

**Hoofdstuk 2. - Regels van toepassing voor de productie***2.1° Omschakeling*

2.1.1° De inkorting van de omschakelingsperiode bedoeld in artikel 37, § 2 van Verordening 889/2008 is ondergeschikt aan het akkoord van het controleorgaan op basis van een analyse met negatieve resultaten voor residuen van organochloor- en organofosforverbindingen in de grond.

2.1.2° De omschakelingsperiode bedoeld in artikel 38 § 1 van Verordening 889/2008 is vastgelegd op 4 maanden voor konijnen, op 8 maanden voor struisvogels, en op 12 maanden voor hertachtigen.

2.1.3° Voor de omschakeling van een productie-eenheid van slakken is de duur van de omschakelingsperiode van de buitenparken, gebruikt voor het voeden van de dieren, teruggebracht op één jaar, indien de grond sinds minstens één jaar niet is behandeld met andere producten, dan die welke in bijlage II bij Verordening 889/2008 worden genoemd. Om de slakken onder biologische aanduiding te kunnen verkopen, moeten de dieren sinds hun geboorte volgens de biologische productiemethode zijn gehouden.

*2.2° Herkomst van de dieren*

2.2.1° De bepaling van artikel 8, § 1 van Verordening 889/2008 betreffende de keuze van de rassen en het vermijden van geboorteproblemen die het gebruik van een keizersnede noodzakelijk maken, wordt beschouwd als nageleefd, indien het aantal natuurlijke geboorten groter is en blijft aan 80 % van het totaal aantal geboorten van het jaar, en dit 5 jaar na het in omschakeling treden. Bovendien dient een percentage van minstens 30 % natuurlijke geboorten al bereikt te worden 3 jaar na het in omschakeling treden.

2.2.2° Voor de toepassing van artikel 9 § 2 van Verordening 889/2008 wordt de maximale leeftijd voor het binnenbrengen in een biologische productie-eenheid van dieren, die niet gehouden worden volgens de biologische productiemethode, vastgelegd op 3 dagen voor struisvogels en op 15 dagen voor hertachtigen.

2.2.3° Voor de toepassing van artikel 9, § 3 van Verordening 889/2008 wordt het maximale percentage vastgelegd op 10 % voor konijnen, hertachtigen en struisvogels.

2.2.4° Voor de toepassing van artikel 42 van Verordening 889/2008 neemt de Dienst een beslissing na raadpleging van het Overlegcomité voor biologische Landbouw.

2.2.5° Mogen alleen als biologisch producten verkocht worden, de slakken die tot de volgende diersoorten behoren :

- *Helix aspersa aspersa* (escargot petit gris);
- *Helix aspersa maxima* (escargot gros gris);
- *Helix pomatia* (wijngaardslak).

2.2.6° Het gebruik van slakken afkomstig van niet-biologische bedrijven is slechts toegelaten als fokdieren, en enkel indien er geen via de biologische productiemethode gehouden dieren verkrijgbaar zijn.

De marktdeelnemer moet de bewijsstukken bijhouden die aangeven dat hij een beroep doet op deze bepaling.

*2.3° Voeding*

2.3.1° Het binnenbrengen van gangbare dierenvoerders in de biologische productieketen mag enkel gebeuren onder de vorm van mono-ingrediënten bij een aan de controle onderworpen marktdeelnemer.

2.3.2° Het gebruik van synthetische vitamines A, D en E voor de voeding van herkauwers wordt toegelaten overeenkomstig de bepalingen van punt 1.1. a) van bijlage VI bij Verordening 889/2008.

*2.4° Preventie van ziekten en diergeneeskundige behandeling*

2.4.1° Voor de toepassing van artikel 23, § 1 van Verordening 889/2008, wordt het gebruik van chemisch gesynthetiseerde, allopathische geneesmiddelen of van antibiotica als een preventieve behandeling beschouwd in volgende gevallen :

- a) wanneer de behandeling toegepast is zonder dat of voordat het dier de ziektesymptomen vertoont;
- b) wanneer de behandeling toegepast is zonder dat of voordat een sanitair probleem gediagnosticeerd wordt;
- c) wanneer de behandeling op een groep dieren terugkerend en gezamenlijk toegepast is, onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 14, § 1, punt e) iv) van Verordening 834/2007.

2.4.2° Voor de toepassing van artikel 24, § 3 van Verordening 889/2008 veronderstelt het gebruik van chemisch gesynthetiseerde, allopathische geneesmiddelen of van antibiotica onder de verantwoordelijkheid van een dierenarts, dat elke betrokken behandeling van tevoren door een dierenarts voorgeschreven werd.

2.4.3° Voor de toepassing van artikel 24, § 4 van Verordening 889/2008, verstaat men onder « verplichte uitroeischema's », maatregelen die aangewend worden in toepassing van de diergezondheidswet van 24 maart 1987 en zijn toepassingsbesluiten.

2.5° *Veehouderijbeheer, vervoer en identificatie*

2.5.1° Voor de toepassing van artikel 12, § 5, tweede lid van Verordening 889/2008, stelt de Dienst, in overleg met het Overlegcomité voor de biologische Landbouw, de lijst met de traag groeiende rassen samen, die gebruikt kunnen worden indien de kwekers de regels voor de minimumslachtleeftijd niet respecteren.

2.5.2° Overeenkomstig artikel 39 van Verordening 889/2008 is de aanbinding van runderen toegelaten in kleine bedrijven die minder dan 50 aangebonden runderen bezitten. De andere bepalingen zijn van toepassing.

Overeenkomstig artikel 95, § 1 van Verordening 889/2008 en mits naleving van de voorwaarden die deze oplegt, is de aanbinding van runderen toegelaten tot 31 december 2010 in de bedrijven waarvan de gebouwen bestonden voor 24 augustus 2000.

2.5.3° Het broeien van de slakken moet uitgevoerd worden met kokend water, zonder gebruik van zout en zonder azijn. De slakken moeten minstens 5 dagen op voorhand uit de buitenparken genomen worden.

2.6° *Dierlijke mest*

In toepassing van artikel 15, § 2 van Verordening 889/2008, en naast de in bijlage IV bij Verordening 889/2008 bepaalde aantallen, zijn de volgende waarden die het aantal dieren per hectare vastlegt gelijkwaardig aan 170 kg stikstof/ha/jaar, van toepassing :

- kippetjes bestemd voor de eierproductie, tussen 3 dagen en 18 weken : 580;
- kalkoenen : 80;
- struisvogels onder 3 maanden : 50;
- struisvogels tussen 3 en 12 maanden : 20;
- struisvogels boven 12 maanden : 10;
- hertachtigen onder 12 maanden : 12;
- hertachtigen boven 12 maanden : 6;
- vleeskonijnen : 430.

2.7° *Uitlopen en huisvesting*

2.7.1° In toepassing van artikel 10, § 4 van Verordening 889/2008, en naast de in bijlage III bij Verordening 889/2008 bepaalde cijfers, zijn de volgende minimumoppervlakten waarover de dieren zowel binnen als buiten dienen te beschikken, van toepassing :

	Leeftijd	Binnen	Buiten
Kipjetjes bestemd voor de eierproductie	3 dagen tot 6 weken	maximum 13 dieren/m <sup>2</sup>	
	6 tot 12 weken	maximum 13 dieren/m <sup>2</sup>	minimum 1 m <sup>2</sup> /dier
	12 tot 18 weken	maximum 10 dieren/m <sup>2</sup>	
Struisvogels	6 tot 12 weken	minimum 1,5 m <sup>2</sup> /dier	minimum 10 m <sup>2</sup> /dier
	12 weken tot 12 maanden	minimum 2,5 m <sup>2</sup> /dier	minimum 125 m <sup>2</sup> /dier
	12 maanden en meer	minimum 4 m <sup>2</sup> /dier	minimum 200 m <sup>2</sup> /dier
Fokkonijnen (jongen inbegrepen)		minimum 0,6 m <sup>2</sup> /dier in totaal	
Vleeskonijnen	meer dan 30 dagen	maximum 5 dieren/m <sup>2</sup> in totaal	
Hertachtigen	minder dan 12 maanden	minimum 2 m <sup>2</sup> /dier	minimum 4 m <sup>2</sup> /dier
	12 maanden en meer	minimum 5 m <sup>2</sup> /dier	minimum 10 m <sup>2</sup> /dier
Slakken	meer dan 7 dagen		maximum 330 dieren/m <sup>2</sup> en maximum 4 kg levend gewicht/m <sup>2</sup>

2.7.2° Voor de toepassing van bijlage III bij Verordening 889/2008, betekent « mobiele installatie » een gebouw dat ten minste éénmaal per jaar van perceel wordt veranderd met het oog op een gepast beheer van de uitlopen buiten (hoeveelheid meststoffen, begrassing van de uitlopen). Een gebouw dat als mobiel wordt voorgesteld maar in de loop van het jaar nooit verplaatst wordt, wordt als een vaste installatie beschouwd.

2.7.3° Voor de toepassing van artikel 11, § 4 van Verordening 889/2008 en van artikel 14, § 1, punt b) vi) van Verordening 834/2007 wordt de maximale duur voor het isoleren van de zeugen in het gebouw rond het werpen en tijdens de zoogperiode vastgelegd op 28 dagen.

2.7.4° Voor de toepassing van artikel 14, § 1 van Verordening 889/2008 mag de gedeeltelijke overdekking van de bewegingsruimte in open lucht, de 50 % van de oppervlakte van de voor de dieren toegankelijke bewegingsruimte niet overschrijden. Dit aandeel mag 75 % bedragen indien ten minste de helft van de perimeter van het veegebouw een open front heeft.

Voor konijnen mag de gedeeltelijke overdekking van de bewegingsruimte in open lucht 90 % bedragen op voorwaarde dat minstens 25 % van de perimeter van het gebouw een open front heeft en op voorwaarde dat alle konijnen een rechtstreekse en permanente toegang tot het open front hebben.

2.7.5° De konijnen moeten op de grond gehouden worden, met eventueel toegang tot een verhoogd niveau, en mogen niet in kooien worden gehouden.

2.7.6° In toepassing van artikel 23, § 5 van Verordening 889/2008 is de minimale sanitaire leegstandduur tussen elke partij pluimvee vastgesteld op 6 weken voor de uitlopen.

2.7.7° Vanaf de leeftijd van 8 dagen, en met uitzondering van de winterslaaperperiode voor de fokdieren, moeten de slakken gehouden worden in met gras bezaaide buitenparken die afgedekt kunnen worden. Het houden en de voortplanting van de slakken moeten gebeuren met respect voor hun natuurlijke biologische cyclus. Op het einde van elke vestingscyclus dienen de buitenparken leeg te blijven gedurende een minimale periode van drie maanden.

### Hoofdstuk 3 - Regels voor de traceerbaarheid van de dieren en de dierlijke producten

#### 3.1° Algemene principes

3.1.1° Naast de controle- en voorzorgsmaatregelen vastgelegd in de Verordeningen, met name in de artikelen 27 en 28 van Verordening 834/2007 en in titel IV Verordening 889/2008, en onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de identificatie en de registratie van de dieren, zijn de hierna bijkomende voorschriften van toepassing, in uitvoering van artikel 27 § 13 van Verordening 834/2007, om de traceerbaarheid van de dierlijke producten over de gehele productie-, verwerkings- en bereidingsketen te verzekeren.

3.1.2° Voor de diersoorten waarvoor een Sanitel identificatie- en registratiesysteem georganiseerd is, geeft elk producent zijn toestemming aan de erkende controleorganismen om over de gegevens van de database betreffende zijn veebeslag, te beschikken. Bovendien moet hij de opeenvolgende overzichten uit het Sanitelregister van de kudde, die hem doorgegeven werden door de vereniging belast met de identificatie en de registratie van de dieren, permanent op de exploitatiezetel houden.

#### 3.2° Handels- en verwerkingskanaal van vlees

3.2.1° Binnen de 15 dagen die volgen op de geboorte van een rund in het veebeslag, dient de producent een haarstaal van het kalf te nemen, volgens de door de vereniging belast met de identificatie en de registratie van runderen bepaalde methode en deze stalen naar de aangewezen opslagplaats te zenden.

3.2.2° Bij elke verhandeling van een rund vanuit zijn veebeslag met een verwijzing naar de biologische productiemethode dient de producent een haarstaal van het dier te nemen, volgens de door de vereniging belast met de identificatie en de registratie van runderen bepaalde methode en deze stalen naar de door de Dienst aangewezen opslagplaats te zenden.

3.2.3° De dieren die in de handel gebracht worden met verwijzing naar de biologische productiemethode zijn vergezeld van een genummerde verhandelingsbon, afgeleverd door het controleorganisme, en waarvan het model aan het advies van de representatieve organisaties voor de sector van de biologische productie en aan de goedkeuring van de Dienst onderworpen is.

De verhandelingsbon vergezelt achtereenvolgens het dier en het karkas, tot de eerste koper van het karkas. Deze laatste stuurt de originele verhandelingsbon naar het controleorganisme terug.

Elke opeenvolgende marktdeelnemer tot de eerste koper van het karkas formaliseert zijn verbintenis om een dier of een product af te leveren dat conform de biologische productiemethode verkregen is, door het voor hem bestemde deel van de verhandelingsbon in te vullen.

3.2.4° Op elke stap van het verhandelen, vervoeren, slachten en versnijden, dienen de karkassen, de karkasstukken en de vleesstukken een verwijzing te dragen naar de biologische productiemethode, en op een permanente en ondubbelzinnige wijze geïdentificeerd te worden, zodat de herkomst van het product traceerbaar is door terug te gaan in de verwerkingsketen tot de betrokken producent.

3.2.9° De marktdeelnemer die biologisch vlees of vleesproducten aan de eindconsument verkoopt, mag enkel in de volgende gevallen niet-biologisch vlees of vleesproducten van dezelfde diersoort verkopen :

- biologisch vlees of vleesproducten worden uitgesneden verkocht en niet-biologisch vlees of vleesproducten worden uitgesneden en voorverpakt door een derde;

- biologisch vlees of vleesproducten worden uitgesneden verkocht en niet-biologisch vlees of vleesproducten worden uitgesneden en voorverpakt, hetzij door een derde, hetzij door hemzelf, maar in dit geval, per volledige reeks en op andere tijdstippen.

Op gemotiveerd verzoek van de marktdeelnemer kan er met toestemming van het controleorganisme van dit principe afgeweken worden om zonder verwijzing naar de biologische productiemethode niet gecertificeerde producten te verkopen die afkomstig zijn van de biologisch gecertificeerde vleesverwerking. Deze gecertificeerde producten mogen in geen enkel geval worden verkocht met een verwijzing naar de biologische productiemethode. De afwijking zal het(de) betrokken product(en) omschrijven en ook zijn toepassingsduur.

#### 3.3° Handels- en verwerkingskanaal van melk en zuivelproducten

3.3.1° Voor de toepassing van artikel 30 van Verordening 889/2008 aan de melksector kent de koper twee verschillende identificaties aan de producent toe op voorwaarde dat de producent in het bezit is van een door het controleorgaan opgemaakt certificaat dat verklaart dat zijn productie-eenheid conform is met de biologische productiemethode voor de melkproductie : de ene voor de levering van biologische melk en de andere voor de levering van melk die niet conform is met de biologische productiewijze. Deze identificaties zijn geïmplementeerd in een etiketteringsstelsel, dat met name de identificatie van de producent en een verwijzing naar de biologische productiemethode en naar het controleorganisme bevat.

3.3.2° Voor elke melklevering formaliseert de producent zijn verbintenis om biologische melk te leveren door gebruik te maken van de etikettering bestemd voor de levering van biologische melk. In geval van levering van niet-biologisch gecertificeerde melk (therapeutische behandelingen, dieren in omschakeling,...) gebruikt de producent de etikettering bestemd voor de levering van conventionele melk.

3.3.3° De koper organiseert liefst ophalingen die exclusief bestemd zijn voor biologische melk. Als dat niet het geval is, zijn één of meerdere compartimenten, voorzien van een gescheiden pompsysteem, exclusief bestemd voor biologische melk.

3.3.4° In elke stap van productie, opslag, vervoer en verwerking van biologische melk, dienen de opslagtanks, compartimenten, tankwagens, en andere tanks die biologische melk bevatten, geïdentificeerd te worden met een verwijzing naar de biologische productiemethode.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN